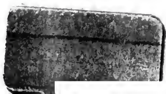

BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III
167
D
52
NAPOLI



RECHERCHES
HISTORIQUES
CONCERNANT
LES DROITS DU PAPE
Sur la Ville & l'Etat d'Avignon.

RECHERCHES HISTORIQUES

CONCERNANT

LES DROITS DU PAPE

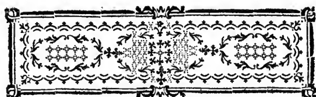
Sur la Ville & l'Etat d'Avignon ;

AVEC LES PIECES JUSTIFICATIVES.

(par Pfeffel)



M. DCC. LXVIII.



RECHERCHES HISTORIQUES,

Concernant les Droits du Pape, ſur la Ville & l'État d'Avignon.

LA vente de la ville, & du territoire d'Avignon au S. Siége, eſt un de ces événemens intéreſſans dont tous les Hiſtoriens parlent, & que pluſieurs habiles Juriſconſultes ont examiné, ſans que les ſentimens du public diviſé par l'eſprit de parti, aient encore pû ſe réunir ſur le jugement qu'il faut en porter.

Conring & Dupuy, deux ſavans illuſtres, l'un en Allemagne & l'autre en France, ſe ſont diſtingués parmi ceux qui ont attaqué la validité de cette aliénation.

La Cour de Rome, de son côté, trouva des apologistes. Une foule d'Auteurs s'est contentée depuis cent ans de répéter les argumens & les raisons alléguées de part & d'autre, & les a réduit en systêmes. Comme cette cause à été soutenue des deux côtés avec une chaleur contre laquelle le public est toujours en défiance, il desiroit depuis long-temps, qu'unEcrivain impartial entreprît la discussion approfondie de cette matiere intéressante, & pesât les droits respectifs dans la balance de la vérité & de la justice. On se propose, dans cet écrit, de remplir une partie de cette tâche, en traçant un tableau fidele des événemens qui ont précédé & suivi l'aliénation d'une Ville, qu'on avoit jusqu'alors regardée comme le boulevart de la Provence. Les réflexions qui naissent du fond du sujet seront sommairement indiquées; mais on laissera aux Publicistes & aux Politiques à faire usage des matériaux qu'on leur présente.

La ville d'Avignon est peut-être la ville du Royaume qui a éprouvé les plus nombreuses révolutions: fondée par les Marseillois, peuplée après la conquête des Gaules, par une colonie Romaine, elle fut comprise par l'empereur Auguste dans la Gaule Narbonnoise, & par Adrien dans la seconde Viennoise. Après la chûte de l'Empire, elle passa successivement sous la domination des Visigoths, des Bourguignons, des Ostrogoths, des rois d'Austrasie & des Sarazins. Reprise par Charles Martel sur ces barbares, elle obéit aux rois Carlovingiens jusqu'en 880, qu'elle devint une des premieres cités du royaume d'Arles, & enfin la capitale du marquisat de Provence, qui s'étendoit sur la rive gauche du Rhône, depuis le confluent de l'Isere jusqu'à la Durance.

Gilbert, dernier comte & marquis de Provence, de la premiere Race de ces Comtes, étant mort en 1108, sa succession fut disputée par ses deux filles, dont

l'aînée, Douce, avoit épousé le comte Raimond Berenger de Barcellone; la seconde, nommée Faydidie, étoit femme d'Alphonse dit Jordain, comte de Toulouse. Ce différend dura jusqu'en 1125, que les deux sœurs convinrent d'un accommodement, en vertu duquel toute la partie supérieure de la Provence, qui étoit renfermée entre les rivieres de l'Isere & de la Durance, *& la moitié de la ville & du territoire d'Avignon* demeurerent au comte de Toulouse; & l'autre moitié de cette Ville, avec le reste de la Provence depuis la Durance jusqu'à la mer, devint le partage du comte de Barcellone. On ajouta à ces conditions la stipulation remarquable, que si l'une ou l'autre Maison venoit à s'éteindre, la survivante recueilleroit sa portion du comté de Provence, & qu'en attendant il ne leur seroit point permis de faire des aliénations de leurs domaines respectifs.

PREUVES N° 1.

PREUVES N° 2.

Les choses demeurerent en cet état jus-

qu'au milieu du XIIIe. ſiecle, que ces deux Maiſons s'éteignirent preſqu'en même-temps.

Raimond Berenger, dernier comte de Provence de la maiſon de Barcellone, mourut le premier en 1245, & laiſſa ſes Etats à ſa fille Béatrice, qui les porta, en la même année, à ſon mari Charles de France, comte d'Anjou, frere du roi S. Louis; & un autre frere de ce grand Roi, Alphonſe, comte de Poitiers, recueillit quatre ans après la ſucceſſion de Raimond VII, dernier comte de Toulouſe, en faveur de ſon mariage avec Jeanne, fille & héritiere unique de ce Seigneur.

Le premier ſoin des nouveaux comtes de Provence & de Toulouſe, fut de ramener ſous leur obéiſſance les citoyens d'Avignon, qui avoient profité des troubles occaſionnés par la guerre des Albigeois, pour ſe ſouſtraire à leur domination. Les deux freres les obligerent en PREUVES N.° 3 & 4.

1251, de se soumettre de nouveau à leur jurisdiction & souveraineté, & leur confirmerent ensuite leurs anciens priviléges.

Aphonse, comte de Toulouse & seigneur par indivis de la ville d'Avignon, mourut en 1270 sans laisser d'enfans. Il fut suivi de près par sa femme Jeanne, qui institua le roi Philippe le Hardi, héritier universel de son comté de Toulouse. Quant au comté Venaissin, & à la moitié de la ville d'Avignon, elle les légua à son beau-frere Charles I, comte de Provence & roi de Naples, à qui cet héritage étoit dejà acquis par la transaction de 1125, dont il a été parlé ci-dessus.

Mais le roi Philippe le Hardi, non content d'avoir occupé le comté de Toulouse, s'empara aussi du comté Venaissin & de la ville d'Avignon, & garda le premier jusqu'en 1273, qu'il le céda au pape Gregoire X, & la moitié de la ville d'Avignon jusqu'en 1290, que Philippe le Bel la remit à Charles II,

PREUVES N.° 5.

roi de Naples & comte de Provence, pour le dédommager en quelque maniere des comtés du Maine & d'Anjou, que ce Prince avoit donnés en dot à ſa fille Marguerite, femme de Charles de France, comte de Valois & frere du Roi.

C'eſt ainſi que les deux moitiés de la ville d'Avignon furent réunies ſous un même ſouverain, après avoir été ſéparées pendant 165 ans, depuis le traité de 1125 juſqu'à celui de 1290.

Cette Ville eut bien-tôt après l'avantage de devenir la réſidence ordinaire des ſouverains Pontifes. Clément V. après avoir ſucceſſivement établi ſon Siége à Poitiers & à Bordeaux, le fixa enfin à Avignon en 1305, ſous le bon plaiſir du roi Charles II, qui ne prévoyoit pas que ces hôtes nouveaux deviendroient inceſſamment ſouverains de la retraite qu'il leur accordoit.

Charles II. mourut en 1309, après avoir fait un teſtament très-remarquable. Com- PREUVES N° 6.

me son fils aîné avoit hérité du royaume de Hongrie, aux droits de sa mere Marie, Charles institua héritier universel du royaume de Naples & du comté de Provence, son fils puîné Robert & ses descendans mâles à perpétuité; en leur substituant, quant au comté de Provence seulement, ses autres fils suivant l'ordre de primogéniture, & leurs descendans mâles suivant la proximité du degré, & n'appellant les femmes à cette succession qu'au défaut absolu d'hoirs mâles issus & descendans de ses fils.

Cette Pragmatique-sanction n'empêcha pas le roi Robert de faire en 1331, une disposition toute différente en faveur de ses deux petites filles, Jeanne & Marie, filles de son fils unique Charles, duc de Calabre. Il s'assura d'abord, pour cet effet, de l'aveu des Etats de Provence, & particulierement de la ville d'Avignon, en lui *faisant prêter hommage à ces deux jeunes Princesses.*

PREUVES N.° 7.

trocité de cette action révolta contre elle tout l'univers. Le roi de Hongrie fondit avec une armée nombreuſe ſur ſes Etats d'Italie, & le pape Clément VI la cita elle-même devant ſon tribunal, pour s'y juſtifier comme ſa vaſſale, en qualité de reine de Naples, de l'aſſaſſinat du jeune André qu'on lui imputoit. Jeanne qui venoit de ſe remarier à ſon oncle à la mode de Bretagne, Louis prince de Tarente, ſe hâta d'autant plus de ſe rendre à cette ſommation, qu'il n'y avoit que la faveur & la protection du ſouverain Pontife qui pouvoient la rétablir ſur le trône de Naples, & lui aſſurer celui de Provence, que les prétentions de ſes grands oncles n'avoient déjà que trop ébranlé.

Arrivée à Avignon, elle plaida ſa cauſe avec tant de graces, que Clément VI & tout le ſacré Collége en furent attendris. Dès-lors ſa juſtification ne parut plus douteuſe à la cour d'Avignon. Cependant le Saint Père ne reconnut que l'année ſui-

vante son innocence, publiquement & authentiquement. On sait que le jugement de la postérité n'a point été aussi favorable à cette Princesse.

Ce fut dans l'intervalle de la comparution de Jeanne devant le sacré Collége, & de son absolution publique, que la vente d'Avignon fut consommée.

Cette malheureuse Princesse avoit été soupçonnée de tramer cette aliénation au moment même qu'elle arrivoit en Provence pour comparoître au tribunal de Clément VI. Ses Etats lui avoient fait à ce sujet des remontrances d'autant plus imposantes, qu'ils auroient pu, depuis la mort du jeune roi André leur maître légitime, méconnoître sa souveraineté : mais la Reine avoit protesté qu'elle n'avoit jamais eu cette pensée; elle s'étoit même engagée envers ses Etats, par une stipulation solennelle confirmée par serment, de n'aliéner jamais en faveur de qui que ce fût, aucunes villes, châteaux ni terres

PREUVES N.° 10.

Il maria, en 1333, l'aînée à ſon petit neveu André, fils du roi de Hongrie, auquel ſa ſucceſſion appartenoit par le teſtament de Charles II, & fit lui-même un autre teſtament en 1343, dans lequel il s'efforça inutilement de prévenir les événemens qui arriverent cinq années après. PREUVES N.° 9.

Il y inſtitua ſon héritiere univerſelle ſa petite-fille Jeanne, & par ſubſtitution directe & fidéi-commiſſaire, ſon autre petite-fille Marie, comteſſe d'Albe. Comme ces deux Princeſſes étoient encore mineures, il confia la régence de tous ſes Etats à la reine Sanchette ſa femme, aſſiſtée de l'évêque de Cavaillon, du ſénéchal de Provence, de l'amiral de Naples & d'un certain Charles Artus; déclarant nuls de toute nullité, ſans force & non avenus, tous contrats onéreux, & principalement toutes ſortes d'aliénations quelconques, que la reine Jeanne & ſon mari feroient juſqu'à leur majorité ſans la participation & le conſentement ex-

dépendantes ou annexes des comtés de Provence & de Forcalquier ; elle avoit déclaré que ſi jamais elle contrevenoit à cette promeſſe, les villes, châteaux & diſtricts aliénés ſeroient en droit de s'y oppoſer & de refuſer l'hommage à leurs acquéreurs quelconques. Cette aſſurance tranquilliſa les Provençaux, & ils ne firent plus de difficulté de prêter à Jeanne le ſerment de fidélité qu'elle leur demandoit.

Ce fut quinze mois après ces promeſſes, que Jeanne vendit au pape Clément VI & à tous ſes ſucceſſeurs, par un contrat daté du 12 Juin 1348, de l'aveu & du conſentement de ſon mari Louis de Tarente, la ville & le territoire d'Avignon *en ſon comté de Provence*, pour la ſomme de 80000 florins d'or de Florence bien trébuchans, qu'elle déclara avoir reçus comptant, & employés à ſa plus grande utilité. PREUVES N.° 11.

Cette vente indigna toute la Provence. Les Avignonois uſant de la faculté que la

capitulation de 1347 leur donnoit, refuserent absolument de se soumettre à leur nouveau Souverain. Ce ne fut que neuf ans après, qu'ils se désisterent enfin d'une opposition inutile, & prêterent au pape Innocent VI l'hommage que son prédécesseur n'en avoit jamais pu obtenir.

Il est certain que Jeanne n'étoit pas âgée de vingt-quatre ans quand elle conclud cette vente. La plupart des Historiens placent sa naissance au commencement de 1326, & cette date paroît d'autant plus juste, que le contrat de mariage de sa mere n'a été signé qu'au mois de Janvier 1324. Jeanne pouvoit donc avoir, en 1348, tout au plus vingt-trois ans accomplis, & se trouvoit encore dans l'obligation de requérir en ces sortes d'occasions le consentement des Régens que le roi Robert avoit nommés. Cependant il n'est point fait mention de leur aveu dans le contrat de 1348, & Jeanne ne s'y fonde que sur l'approba-

tion de ſon mari Louis prince de Tarente.

Une circonſtance plus remarquable encore, puiſqu'elle regarde l'eſſence même du contrat, c'eſt que la Reine négligea entiérement d'y faire intervenir les parties intéreſſées. Elle ne conſulta ni les princes de Hongrie, iſſus du frere aîné de ſon ayeul Robert, ni les comtes de Durazzo, deſcendans du ſecond frere de ce Prince, auxquels le teſtament du roi Charles II donnoit un droit inconteſtable ſur la Provence. Elle crut même pouvoir ſe paſſer de l'aveu de ſa propre ſœur Marie, quoique tous ſes Etats fuſſent ſubſtitués à cette Princeſſe, par le teſtament du roi Robert, & qu'elle eût reçu, conjointement avec Jeanne, l'hommage & le ſerment de fidélité de la ville d'Avignon.

Jeanne ne borna pas là les démembremens du domaine de Provence; elle y garda ſi peu de meſures, que le pape Clément VI, uſant de l'autorité que ſa

qualité de pere commun des Fidéles, & la ſuzeraineté du royaume de Naples lui donnoient ſur cette malheureuſe Princeſſe, déclara en 1349, par une bulle particuliere, *nulles & non-avenues toutes les aliénations qu'elle avoit faites, tant au royaume de Naples qu'en Provence, depuis la mort du roi Robert, d'autant que ce Prince les avoit expreſſément prohibées par ſon teſtament.*

Voyez Bouche, Hiſtoire de Provence, *tome* 2. à l'ann. 1349.

Il réſulte de cette bulle, que Clément VI étoit inſtruit que toute aliénation étoit interdite à la reine Jeanne, & que la nullité des engagemens qu'elle avoit contractés étoit ſi notoire, que ce Pontife crut être de ſon devoir de les anéantir, en vertu de ſon autorité Apoſtolique. On ignore les motifs qui firent qu'Avignon demeura excepté de la révocation générale, & qui autoriſerent Clément VI à ne pas réſilier en même temps le contrat qui le rendoit maître de cette ville.

A peine la reine Jeanne fut-elle deve-

nue

nue majeure, que convaincue de l'illégitimité des aliénations faites pendant sa minorité, elle publia un édit, daté du 15 Septembre 1350, dont les moindres expressions méritent d'être remarquées. Preuves N° 13.

Elle expose d'abord, que les loix accordoient à ses moindres sujets la restitution en entier, contre toutes les conventions préjudiciables à leurs intérêts qu'ils faisoient, pendant leur minorité; elle rappelle ensuite l'édit & le testament de son ayeul, qui défendent absolument toutes les aliénations du domaine de la Provence. Elle avoue après ce préambule, « que *son Excellence*, entraînée par les malheurs des » temps, vaincue par l'importunité *de gens* » *puissans*, abusée par différentes *astuces*, » & succombant à la fragilité de son sexe » & à l'imbécillité de son âge, avoit contrevenu en plus d'une maniere à ces loix » sacrées: Quoi voulant réparer, elle ordonne par ce présent édit, confirmé & » rendu inviolable par un serment prêté

» sur les saints Evangiles, que toutes les » aliénations dont elle s'étoit rendue cou- » pable depuis la mort de son ayeul, à quel » titre & en faveur de quiconque elles » eussent été faites, *même quand elles » auroient été munies de l'approbation de » son mari*, fussent censées & réputées, com- » me elles étoient en effet, nulles, vaines, » & de nulle valeur, pour avoir été arra- » chées par erreur, séduction ou importu- » nité de gens puissans, à une femme *mi- » neure*, malgré les défenses expresses de » ses ancêtres, & contre ses propres enga- » gemens ».

Jeanne ne pouvoit pas se rétracter d'une maniere plus énergique, ni peindre avec de plus fortes couleurs les moyens dont on s'étoit servi pour l'engager à démembrer le domaine de la Provence.

Ces lettres patentes n'ayant pas produit tout l'effet qu'on en devoit naturellement attendre, la Reine cassa de nouveau, par un second édit de l'année 1365, toutes les

PREUVES N.° 14.

aliénations qu'elle avoit faites contre la défense expresse du roi Robert ; & réunissant de rechef à son domaine, en vertu de cette disposition, les villes, châteaux & terres qui avoient appartenu à son ayeul, ou qu'il avoit possedés le jour de sa mort, elle enjoignit par un troisieme édit à son sénéchal de Provence, de rembourser aux acquéreurs des villes & terres aliénées les finances qu'ils en avoient payées ; & même de les contraindre, s'il le falloit, par la force des armes, à recevoir les remboursemens ; & pour donner plus de force à ces révocations, elle permit par un quatriéme édit de la même année 1365, à toutes les villes aliénées en mains étrangères de se confédérer, & de résister à main armée à tous ceux qui voudroient, sous prétexte de pareilles aliénations, les réduire ou retenir dans leur obéissance. PREUVES N.º 15. PREUVES N.º 16.

Toutes ces dispositions furent répétées dans un cinquiéme édit publié en 1368. PREUVES N.º 17.

La reine Jeanne périt misérablement

en 1382, après qu'elle eut adopté pour fils & successeur Louis de France duc d'Anjou, frere du roi Charles V.

Il n'est pas nécessaire d'examiner ici, si cette adoption fut légitime, & si Jeanne a pû disposer en faveur du duc d'Anjou d'un bien solennellement substitué à sa sœur Marie. On ne rappellera pas non plus les droits que le roi de Naples, Charles III, dit de Duras, petit neveu du roi Robert, avoit acquis sur la Provence, par le testament de son bisayeul Charles II, & par son mariage avec la princesse Marguerite, fille unique de Marie. Il suffit de remarquer que Louis d'Anjou emporta le comté de Provence sur son concurrent, en grande partie par la faveur du pape Clément VII.

Ce Pontife ne borna pas ses bienfaits à ce seul bon office, il le sacra aussi roi de Naples; mais Charles de Duras en occupa le Trône.

Louis d'Anjou signala son gouvernement par la réunion d'une grande quan-

tité de domaines aliénés ; mais il avoit trop d'obligations à Clément VII, pour comprendre la ville d'Avignon dans cette révocation ; ou bien il vécut trop peu, pour accomplir l'ouvrage qu'il avoit commencé. Il mourut en 1384, & laissa sa veuve chargée de la tutelle de son fils Louis II, & de ses comtés de Provence & de Forcalquier.

Les premieres années de l'administration de cette Princesse furent très-orageuses. Les principaux Etats de la Provence se liguerent contr'elle, & ne reconnurent enfin son autorité que sous la loi expresse, que la Régente, le Duc Louis son fils, & tous ses successeurs, comtes de Provence à perpétuité, promettroient par serment de réunir, & réuniroient en effet au domaine de cette province toutes les villes, terres & châteaux qui en avoient été distraits ; faute de quoi faire, les Confédérés ne seroient pas tenus de rester sous sa domination. Les mesures PREUVES N.° 18.

prises en conséquence de cet engagement solennel, ne purent opérer la restitution d'Avignon, qui resta entre les mains des Papes.

Nous passons sous silence les événemens du regne de Louis II, & ceux qui illustrèrent le regne de son fils aîné Louis III, parcequ'ils sont absolument étrangers à notre sujet.

René d'Anjou succéda à son frere Louis III, en 1433. Ce prince vit éteindre toute la maison de Charles II, roi de Naples & comte de Provence. Il n'en restoit plus que la reine de Naples Jeanne II, qui étoit, du côté de son pere, la derniere descendante du rameau de Durazzo; & par sa mere, la derniere héritiere du roi Robert. Elle mourut en 1435, après avoir adopté le duc René. Ce prince ayant ainsi réuni dans sa personne tous les droits que les collatéraux de la reine Jeanne Iere avoient eus sur la ville d'Avignon, donna en 1462 une déclaration, par laquelle considérant que le do-

Voyez La Table Généalogique.

PREUVES N.° 19.

maine de Provence ne pouvoit, ni ne devoit pas être aliéné, il enjoignit à sa chambre des comptes d'y réunir tout ce qui en avoit été transporté, à qui que ce pût être.

René mourut en 1480, & eut pour successeur son neveu Charles, duc du Maïne, fils unique de son frere, qui légua en 1481 le comté de Provence au roi Louis XI, au dauphin Charles VIII, & à la couronne de France, à laquelle il fut incorporé en 1486. PREUVES N° 20. 23.

Les rois de France se trouvant ainsi subrogés aux droits des comtes de Provence, n'ont jamais cessé de réclamer comme eux la réintégration du domaine de cette province.

Nous ne jetterons qu'un coup d'œil léger sur les ordonnances, édits & déclarations qu'ils ont fait publier en différens temps sur cet objet, & nommément relativement à la ville d'Avignon.

Charles VIII déclara dès 1482, dans sa réponse aux cahiers des Etats de Proven-

PREUVES N.° 21. ce, que non seulement il n'aliéneroit rien de leur domaine ; mais qu'il prendroit aussi, par rapport aux anciennes aliénations, le parti que sa prudence & sa religion lui suggéreroient. Ce parti fut la révocation générale de toutes ces aliénations ; mais qu'il modifia par son édit de 1487, PREUVES N.° 22. sur les remontrances de la noblesse qui en avoit profité.

François I renouvella les édits de révo- PREUVES N° 24. 25. 26. 27. cation en 1517, 1536, 1539 & 1542.

Henri II accorda en 1551 des lettres de PREUVES N° 28. naturalité « à Philippe Griffon, natif de la » *ville d'Avignon, dépendante, & qui a été* » *éclipsée* de son comté de Provence, uni » & incorporé à la couronne de France ; » au moyen de quoi les originaires en cette » ville doivent être réputés & censés com- » me originaires dudit pays de Provence, » régnicoles de sondit royaume. . . A CES » CAUSES, &c. sans préjudice *des droits par* » *lui prétendus, & qui lui appartiennent* » *sur la ville & cité d'Avignon* ».

Charles IX s'exprima de la maniere suivante, dans les lettres de naturalité accordées en 1566 à Laurent Fortia. PREUVES N° 29.

« Quoique les natifs d'Avignon & du » comté Vénaissin, dépendant du comté de Provence, dussent jouir des mêmes » libertés que les régnicoles, toutefois » causants que ladite ville d'Avignon & » comté Venaissin sont à présent tenus & » possédés par notre Saint Pere le Pape, » par *engagement* de nos prédécesseurs... » A CES CAUSES... sans préjudice des droits » de propriété, qui nous appartiennent en » ladite ville d'Avignon, &c ».

Le même Roi déclara en d'autres lettres de naturalité de l'année 1567, « Que » les natifs & originaires de la ville d'Avignon & du comté Venaissin, ont toujours » été & sont tenus, censés & réputés être » en son royaume, ses sujets & régnicoles; » mais étant que ladite ville & comté sont » à présent hors sa dévotion & puissance » tenues & possédées par notre Saint Pere PREUVES N.° 30.

» le Pape, *par engagement de ses prédé-
» cesseurs* . . . A CES CAUSES, sans préju-
» dice des droits de propriété, qui nous
» appartiennent en ladite ville d'Avignon
» & comté Venaissin, &c. ».

PREUVES No 31. 33. 34. Nous ne citerons pas les édits des rois Louis XIII & Louis XIV, touchant la révocation des domaines aliénés en Provence; mais il est essentiel de remarquer qu'en 1662, le parlement de cette province a déclaré « la ville d'Avignon & comté Venaissin être de l'ancien domaine & dépendance du comté de Provence, & d'icelui n'avoir pu être aliénés ni séparés; & au moyen de ce les a réunis à la couronne; & en conséquence ordonné que le Roi sera mis en possession & jouissance de ladite ville & comté Venaissin, droits & appartenances . . . sauf à Sa Majesté d'ordonner, pour le remboursement de la finance qui aura été effectivement payée lors de l'aliénation de ladite ville d'Avignon, ainsi qu'il appartiendra ».

PREUVES No 32.

Le traité de Piſe ayant rétabli en 1664 la cour de Rome dans la poſſeſſion de la ville d'Avignon, pour en jouir comme auparavant, le parlement de Provence renouvella en 1688 l'arrêt de 1662; mais l'effet en fut de nouveau ſuſpendu après la mort du pape Innocent XI.

Voilà l'hiſtoire abrégée de la ſouveraineté des Papes ſur Avignon, & le précis des titres qui peuvent ſervir à juger de la nature de leurs droits ſur cette ville.

En peſant mûrement tous les faits avérés qui viennent d'être expoſés, il ſemble qu'on ne peut s'empêcher de reconnoître la nullité du contrat de 1348.

Nous avons vu en effet que la ville d'Avignon, ainſi que tout le comté de Provence, a été doublement ſubſtitué: 1.° en 1309, par le roi Charles II, à tous les deſcendans mâles de ſes fils, dont la race ne s'eſt éteinte qu'en 1414: 2.° en 1343, par le roi Robert, à la ſœur de la reine Jeanne & à ſes deſcendans à perpétuité.

Or les loix Romaines qu'on a toujours suivies en Provence ; condamnent absolument les aliénations d'un bien substitué & déclaré fidéi-commis de famille.

Lege finali, §. Sed quia 2. & *seq. auth. Res quæ Cod. commun. de leg. Lege* Peto 69. §. Prædium ff. *de leg.* 2.° *Lege* Marcellus. §. Res quæ ff. *ad Sct. Trebell.*

2.° Nous avons remarqué, que la défense d'aliéner le domaine de Provence a été une clause expresse du testament qui instituoit la reine Jeanne Iere héritière de cette province, & que cette Princesse s'y est soumise en confirmant par serment les dernieres dispositions de son ayeul.

3.° Qu'elle prit en 1347 un engagement solennel avec les Etats du comté de Provence, de n'en point faire d'aliénations, & que cet engagement fut, pour ainsi dire, une condition de l'hommage que ces Etats lui prêterent.

4.° Qu'elle étoit mineure, & tout au plus âgée de vingt-trois ans, lorsqu'elle vendit la ville d'Avignon, & partant dans l'obligation de ne rien faire sans l'aveu & l'approbation expresse du Conseil de

Régence, que ſon ayeul avoit établi, mais qui ne fut pas conſulté dans cette occaſion.

5.° Qu'elle ne demanda & ne procura pas le conſentement de ſes collatéraux; & moins encore celui de ſa ſœur Marie, quoique cette Princeſſe joignît à ſa qualité générale d'héritiere éventuelle de la reine Jeanne, celle de co-ſouveraine de l'Etat d'Avignon en vertu de l'hommage éventuel & commun de 1331.

6.° Que la reine Jeanne, à peine devenue majeure, révoqua toutes ſes aliénations, ſans en excepter aucune, & réitéra ces rétractations ſolennelles en 1365 & 1368.

La nullité eſſentielle du contrat de 1348 paroît réſulter de ces obſervations, ainſi que le vice irréparable de la poſſeſſion que la cour de Rome y fonde depuis quatre cents ans.

Les apologiſtes de cette poſſeſſion recourent en vain à la preſcription pour la

justifier; car toute prescription suppose; 1.° que la chose qu'on veut prescrire soit en effet prescriptible; 2.° que la possession qui doit servir de base à la prescription, soit fondée sur un titre légitime & propre à transférer la propriété; 3.° qu'elle ait été appréhendée & continuée de bonne foi, c'est-à-dire, dans l'ignorance des droits qu'un tiers pouvoit avoir sur la chose possédée; & 4.° qu'elle n'ait jamais été interrompue par les réclamations du véritable propriétaire.

Appliquons ces caractères incontestables de la prescription au fait dont il est question.

Lege 4. 5. 6 & 12. & seq. ff. *de Usucapionibus.* *Lege* 6. *Cod. pro emt.*

1.° Les Loix Romaines déclarent expressément qu'on ne peut jamais prescrire des choses dont l'aliénation a été prohibée. Or nous savons que toutes les aliénations du domaine de Provence ont été expressément défendues à la reine Jeanne, non-seulement par le testament de son ayeul, mais encore par celui du roi

Charles II, qui le ſubſtituoit à l'infini à tous ſes deſcendans.

2.° Le contrat de 1348, n'eſt rien moins qu'un titre habile à fonder une preſcription légitime. Ce contrat paſſé par une femme mineure, ſans l'aveu de ſes curateurs, ſans le conſentement de ſes cohéritiers, malgré la prohibition ſévere de l'auteur de ſa poſſeſſion, & contre ſes propres engagemens; ce contrat déſavoué par la partie principale, au moment qu'elle devint majeure; en un mot, ce contrat déclaré frauduleux & involontaire, ne peut être légitimement regardé comme un titre tranſlatif de propriété.

3.° On ne peut pas dire que les poſſeſſeurs d'Avignon aient ignoré les vices eſſentiels de leur titre, puiſqu'ils ont reconnu publiquement la nullité de toutes les autres aliénations de la reine Jeanne, & réclamé pour cet effet les loix prohibitives du roi Robert. Il eſt évident par-là, qu'ils ont également connu les droits des cohéritiers de

la reine Jeanne, en général, & ceux de ſa ſœur Marie en particulier; ils avoient vu cette princeſſe recevoir l'hommage de la ville d'Avignon.

4.° Enfin on ne peut point ſoutenir que la cour de Rome ait continué ſans interruption la poſſeſſion de la ville d'Avignon, tandis qu'il exiſte une chaîne perpétuelle d'actes publics, de rétractations, d'édits révocatoires, & d'arrêts de la reine Jeanne & de ſes ſucceſſeurs comtes de Provence & rois de France, qui condamnent indiſtinctement toutes les aliénations de cette Princeſſe, & en ordonnent la réunion au domaine de la Provence.

Les défenſeurs de la cour de Rome cherchent vainement à ſe prévaloir des déclarations réitérées faites par les rois Charles VIII en 1483, Louis XII en 1503, François I en 1517 & 1532, Louis XIII en 1615, & Louis XIV en 1668, qu'ils ne prétendoient pas comprendre dans ces révocations les domaines aliénés par les anciens

anciens comtes de Provence, avant la réunion de cette province à la Couronne. Ces déclarations ne regardent évidemment que la nobleſſe Provençale, qui les a ſollicitées & obtenues, & ne roulent que ſur les biens inféodés à cette nobleſſe par leurs anciens ſouverains Quand il ſeroit poſſible de méconnoître cette vérité dans les édits qu'on vient de citer, où elle eſt ſi clairement exprimée, on la retrouveroit dans les cahiers des Etats de Provence de l'année 1612, & dans les fameuſes remontrances de la nobleſſe de cette province de l'année 1668, où elle déclara très-poſitivement, qu'*elle ne s'occupoit point des aliénations faites à un autre Prince, mais ſeulement des inféodations, échanges & aliénations faites en faveur des gentilshommes du pays*, ſous la réſerve *de la ſouveraineté & de la majeure ſeigneurie.* On retrouveroit auſſi cette vérité inconteſtable dans les arrêts du parlement d'Aix. Toutes ces déclarations n'empêcherent

pas ce tribunal ſuprême de réunir en 1662 la ville d'Avignon au domaine du comté de Provence, & il ne crut pas déroger aux lettres patentes de 1668, en déclarant de rechef, en 1688, que ce domaine étoit inaliénable.

Mais on dira peut-être que la poſſeſſion de la cour de Rome a été pleinement juſtifiée par l'article XIV du traité de Piſe de l'année 1664, & que la reſtitution que Louis XIV s'y eſt engagé de faire au pape Alexandre VII, de la ville d'Avignon, qu'il avoit occupée, eſt un titre ſuffiſant pour en valider l'acquiſition primitive.

Il eſt vrai que ce Monarque s'eſt engagé par le traité de Piſe à reſtituer Avignon au ſouverain Pontife; il eſt vrai auſſi qu'il a religieuſement rempli cette ſtipulation: mais le traité de Piſe ne parle que *de la ſimple poſſeſſion*, d'une pure jouiſſance. Il porte ſeulement que le *roi Très-Chrétien* remettroit le ſaint Siége apoſtolique en *poſſeſſion de la ville d'Avignon*, &

feroit lever tous les obſtacles, afin que le ſaint Siége apoſtolique en puiſſe jouir comme auparavant. Un rétabliſſement pareil n'a point donné de droits à qui n'en avoit point eu originairement. Il n'a pû changer la nature du titre auquel la cour de Rome poſſédoit Avignon. Les deux parties furent ſimplement remiſes dans le même état où elles étoient avant les brouilleries ſurvenues entre les deux Cours, & avant l'arrêt de 1662. Louis XIV renonça à la vérité à l'exercice momentané de la faculté de retirer Avignon des mains du Pape; mais loin qu'aucune ſtipulation du traité indique que ſon intention fût de renoncer au fond de ſon droit, l'attention avec laquelle les ſtipulations en furent ménagées, prouve au contraire, qu'il prétendoit conſerver les anciens droits de ſa Couronne, dont l'aliénation auroit d'ailleurs, ſelon les loix du Royaume, exigé des formes qui n'ont point été obſervées.

Il eſt bon d'ajouter encore que cette

reſtitution précaire de la ville d'Avignon n'a pas même été pure & ſimple: Louis XIV ne l'accorda que ſous des conditions qui n'ont jamais été exécutées par la cour de Rome. En effet, le même traité de Piſe enjoignoit aux ſouverains Pontifes de reſtituer aux ducs de Parme les principautés de Caſtre & de Ronciglione: mais la cour de Rome a ſçu éluder juſqu'ici cette convention. Celui qui viole le premier une loi ne peut plus l'appeller à ſon ſecours; & quiconque n'accomplit pas lui-même les conditions onéreuſes d'une ſtipulation, ne doit jamais en tirer avantage.

Nous avons réſervé pour la fin l'argument le plus captieux dont les apologiſtes de la cour de Rome ſe ſoient jamais ſervi. Ils rapportent que l'empereur Charles IV, ſuzerain du comté de Provence, a confirmé le contrat de 1348, par lettres patentes données à Goerlitz en Luſace, le premier novembre de la même année; & ils prétendent que cet acte ſeul ſuffit pour

le légitimer & le maintenir contre toutes ſortes de réclamations.

On peut dire d'abord que Charles IV n'étant devenu empereur légitime qu'au mois de juillet 1349, cet acte doit être regardé comme nul & non avenu : on pourroit auſſi ſe prévaloir de la défenſe que les loix de l'Allemagne ont faites de tout temps aux Empereurs, de ne rien aliéner ſans l'aveu des Etats, & ſur-tout des co-héritiers féodaux; & dire avec le ſavant Conringius, que les lettres patentes de 1348 n'ont jamais vu le grand jour, & que la réputation de Bzovius, qui s'eſt appuyé le premier de cette piece intéreſſante, n'eſt pas aſſez bien établie, pour qu'on puiſſe croire un fait pareil ſur ſa ſeule parole. Nous ſuppoſons néanmoins que ces lettres de l'empereur Charles IV ont été véritablement expédiées, ſur la foi d'un auteur contemporain de la vie de Clément VI, publiée par Baluze, qui nous en donne un extrait très-circonſtancié; mais l'empe- PREUVES N.° 12.

reur Charles IV a-t-il connu les vices essentiels du contrat qu'il confirma aux pressantes sollicitations du souverain Pontife ? & s'il en a été instruit, la confirmation la plus étendue d'un pareil acte le purge-t-elle de ses vices ? Voilà les termes auxquels, dans la supposition même de l'existence & de la validité du diplome de Charles IV, la question se trouvera réduite. Or c'est une maxime reconnue en jurisprudence, que les Rescrits accordés par le souverain sur un exposé quelconque, n'ont de valeur qu'autant que cet exposé est fondé dans la vérité & dans la justice; & celui de Charles IV ne fait point mention qu'on lui ait exposé les droits des collatéraux de Jeanne, ni les autres circonstances de l'aliénation d'Avignon.

Lege finali, Cod. De divers. Princ. Resc. Lege 3 & 7. Codice, De precib. Imp. offerendis. Lege 6. Codice, Si contra jus vel utilit. publ.

D'ailleurs, quand il seroit possible de croire que Charles IV, pour complaire à un Pontife, dont les foudres & les intrigues venoient de précipiter Louis de Baviere du trône de l'Empire, pour l'y placer, auroit eu

la foiblesse d'approuver l'aliénation vicieuse du fief d'Avignon ; cette approbation ne pouvoit pas nuire aux héritiers féodaux de la reine Jeanne, ni aux co-seigneurs de cette ville. Le texte II Feudor. 39, est bien clair : *Alienatio feudi paterni non valet, etiam domini voluntate, nisi agnatis consentientibus, ad quos beneficium quandoque sit reversurum.* Ainsi, quand nous accorderions tout ce qu'il est possible d'accorder, quand nous supposerions la confirmation du contrat de 1348 vraie, expresse, faite avec connnoissance de cause, & absolument légitime, il faudroit toujours revenir à dire que l'effet n'en pourroit être étendu au-delà des termes de la vie de la reine Jeanne, & que toute leur valeur expira au moment que sa succession fut ouverte à ses héritiers féodaux, qui n'avoient point consenti à l'aliénation de leur fief.

Le texte II, Feudor. 53, ne laisse aucun doute sur cette vérité.

Nous croyons que tout lecteur éclairé & attentif, conclura de toutes ces obſervations, que le contrat de vente de la ville d'Avignon eſt nul, quant au fond & quant à la forme : que le roi Charles IX a très-bien défini ce contrat, en le traitant de ſimple *engagement* ; & que les rois de France, ſubrogés aux droits des anciens comtes de Provence, ſont fondés à réunir à leur couronne ce domaine, éclipſé par ſimple hipothèque, en rembourſant néanmoins à la cour de Rome les ſommes que Clément VI avança en 1348 à la reine Jeanne, comteſſe de Provence.

Ceci nous conduit à examiner à quelle ſomme le rembourſement que la France feroit au Pape, devroit monter, relativement au numéraire actuel, ſi cette Couronne vouloit uſer de ſon droit de *réluition*, dont ſon reſpect pour le ſaint Siége, & ſes égards pour la perſonne des ſouverains Pontifes, paroiſſent avoir ſuſpendu l'exercice. Nous terminerons par-là nos recherches.

Le contrat de 1348, porte que la reine Jeanne reçut 80000 *florins d'or de Florence* bien trébuchans : c'est la valeur de cette monnoie qu'il s'agit de déterminer.

On sait, par deux chartes des années 1344 & 1364, que les florins d'or de Florence avoient alors cours en Provence sur le pied de seize sols, monnoie du pays, de neuf deniers chacun, ce qui revient à douze sols tournois de douze deniers. Suivant ce calcul, auquel il n'y a rien à redire, les 80000 florins d'or en question valoient exactement la somme de 48000 liv. tournois d'*alors*. Nous disons d'*alors*, car ce seroit s'abuser étrangement, que de croire qu'en remboursant à la cour de Rome 48000 livres d'aujourd'hui, la France seroit quitte envers elle de la finance des 80000 florins d'or, qu'on suppose avoir été payés par Clément VI.

Le contrat de 1348 nous apprend que ces florins étoient une véritable monnoie d'or, qu'on avoit coutume de

peſer au trébuchet. Cette ſeule circonſtance fait diſparoître l'idée qu'ils ne valoient que douze ſols de notre monnoie actuelle ; car on ne peut s'imaginer des eſpèces d'or du prix de douze ſols, dans un ſiècle ſur-tout où ce métal étoit encore d'une grande rareté.

Le ſeul moyen aſſuré d'évaluer au juſte les monnoies d'or & d'argent du moyen âge, c'eſt de comparer leur valeur numéraire au prix qu'on payoit alors des matières d'or & d'argent.

Sous le règne de Louis Huttin, mort en 1316, le florin d'or de Florence valoit neuf ſols onze deniers, le marc d'or étant à 45 liv.

Par l'ordonnance du roi Philippe de Valois, du 28 octobre 1343, il deſcendit à neuf ſols ſix deniers ; mais par celle du 13 Juin 1346, il fut remis à dix ſols juſte, le marc d'or coutant 44 liv. & le 22 mars 1355, il monta à treize ſols dix deniers, le marc d'or étant à 60 liv.

Ces calculs nous font connoître comment les florins d'or de Florence ont pu valoir en 1348 seize sols, monnoie de Provence, ou douze sols tournois; ils n'ont été à ce prix, qu'autant que le marc d'or coûtoit à peu-près 50 liv.

Voyez Le Blanc, Traité des Monnoies de France. Du Cange, Gloffar. art. *Moneta.*

Voyons maintenant à quel prix il les faut évaluer aujourd'hui que le marc d'or coûte 700 liv.

La regle des proportions nous apprend que le florin d'or valant douze sols lorfque l'or étoit à 50 liv. doit valoir 8 liv. 8 fols lorfque l'or eft à 700 liv.

Il réfulte de ce calcul, que les 80000 florins d'or de Florence, bien trébuchans, que la reine Jeanne a reçus, dit-on, du pape Clément VI, pour le prix de la vente ou de l'engagement de la ville d'Avignon, ne feroient rembourfés aujourd'hui qu'au moyen d'une fomme de 672,000 liv. à laquelle fe réduifent exactement les 48000 liv. numéraires du milieu du quatorzième fiècle.

PIÉCES JUSTIFICATIVES.

N.° 1.

1125. *Traité de partage du comté de Provence, & de la ville d'Avignon.*

IN nomine Domini. Sit notum cunctis præsentibus atque futuris, quòd hæc est pax atque concordia inter Ildephonsum Tholosanum comitem, & sancti Ægidii, & Raymundum Barchionensem comitem, & uxorem ejus Dulciam comitissam, ac filios eorum & filias, de ipsis querimoniis quas inter se habebant de ipso castro de Belcaire, & de Argentiâ & de toto territorio Argentiæ, & de toto comitatu totius Provinciæ: diffinimus namque & evacuamus nos prædicti Raymundus Barchionensis comes, & uxor mea Dulcia comitissa, & filii nostri ac filiæ, prædicto Ildephonso comiti, prædictum castrum de Belcaire, & prædictam terram de Argentiâ, cùm omnibus sibi pertinentibus; & totam terram de Provinciâ, sicut habetur & continetur, ab ipso flumine Durentiæ usque ad flumen de Yserâ, cùm ipso castro de Volebregâ; quantum

infrà prædictos terminos habemus vel habere debemus nos, vel homines noſtri per nos aliquâ ratione vel authoritate: *exceptâ medietate civitatis de Avenione, & de caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de territoriis, & de hominibus omnibus, & de univerſis his quæ ad prædictam civitatem quoquomodo pertinent*, & exceptâ medietate de ipſo caſtro de Ponte de Sorgiâ, & de ipsâ villâ, & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad prædictam villam vel caſtrum de Ponte de Sorgiâ, quoquomodo pertinere videntur, & exceptâ medietate de ipſo caſtro de Caumont, & de ipsâ villâ & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad ipſam villam vel caſtrum de Caumont, quoquomodo pertinere videntur, & exceptâ medietate de ipſo caſtro de Tor, & de ipſis villis, & de eorum territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictum caſtrum de Tor, vel ad ipſas villas pertinere videntur, ſicut ſuprà ſcriptum eſt. Nos prædicti Raymundus Barchionenſis comes, & uxor mea Dulcia comitiſſa, & filii noſtri, ac filiæ, ſic diffinimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi prædicto Ildephonſo comiti, per fidem ſive engan, ſicut tu vel aliquis per te ad utilitatem tuam meliùs intelligere poteſt, cum Comitatibus, & Caſtellis, & Epiſcopatibus omnibus univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicumque modo per-

tinentibus, *exceptâ medietate ipsius civitatis de Avinione & de ipsius castro & fortitudinibus ac territoriis*; & similiter de ipso castro de Ponte, & de ipsâ villâ & de ipso de Caumont & de Tor; quæ omnia sicut superiùs dictum est nobis fideliter reservamus: in prædictâ autem civitate de Avinione, vel in prædictis castris de Ponte, scilicet de Caumont & de Tor, si quis prædictorum comitum, Ildephonsi scilicet atque Raymundi, per se, aut per suos aliquâ occasione aliquid honoris acquisierint, alter sine alterius consilio communiter habeant, sine missione pecuniæ vel honoris, quam ibi non faciat ipse sine cujus consilio facta fuerit acquisitio illa. Et ego Ildephonsus prædictus comes Tholosanus & conjux mea Faidida diffinimus, evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchionensi comiti & Provinciæ marchioni, & uxori tuæ Dulciæ comitissæ, & filiis ac filiabus vestris, *medietatem ipsius civitatis de Avenione, & de ipso castro, & de fortitudinibus quæ ibi sunt vel erunt, & de hominibus omnibus & territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictam civitatem pertinent*, & similiter medietatem de ipso castro de Ponte de Sorgiâ, & de ipsâ villâ & territoriis, & de hominibus omnibus quæ ad prædictum castrum de Ponte de Sorgiâ pertinere videntur, & medietatem de ipso castro de Caumont, & de ipsâ villâ &

territoriis, & omnibus hominibus & de his omnibus quæ ad prædictum castrum pertinere videntur, & medietatem de ipso castro de Tor, & de ipsis villis & territoriis, & hominibus omnibus quæ ad prædictum castrum pertinere videntur, totam terram Provinciæ cum ipso castro de Mosoagâ, sicut in monte jam flumen Durentiæ nascitur, & vadit usque ad ipsum flumen Rhodani, & ipse Rhodanus vadit inter insulam de Lupariis & Argentiam, & transit per furcas, & vadit ante villam sancti Ægidii usque ad ipsum mare, sicut superiùs dictum est. Ego Ildephonsus & uxor mea Faidida, sic diffinimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchionensi comiti & Provinciæ marchioni, & uxori tuæ Dulciæ comitissæ, & filiis ac filiabus vestris prædictam terram totam, sicut superiùs scriptum est, & Durentia in monte jam nascitur, & ipse mons per fines Italiæ descendit ad ipsam terram Turbiæ & usque in medium maris, & ipsa Durentia vadit in Rhodanum, & ipse Rhodanus, sicut dictum est, descendit in mare, & usque in medium maris est; cum Civitatibus & Castellis omnibus & fortitudinibus universis, Archiepiscopatibus, & Villis & Territoriis omnibus, quantùm dici vel numerari potest infrà prædictos terminos, & nos habemus, vel aliquâ ratione, vel authoritate habere debemus; cum universis in se existentibus,

& ad se qualicumque modo pertinentibus; sicut vos, vel aliqui per vos ad utilitatem vestram meliùs intelligere potestis, per fidem sive engan. De prædictis autem honoribus quos inter nos dividimus, ego Ildephonsus non dabo nec impignorabo, nec post mortem meam alicui laxabo, nisi tantùm infantibus meis, quos de propriâ uxore habuerim: & si pignorationem facere voluero, suscipiam à vobis quatuor propinquos quos alia persona mihi fidelitatem præstare voluerit; & de hoc expectabo vos sine vestro engan per menses sex. Militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo sunt, quem vobis diffinivi, laxavi atque donavi, omni occasione postpositâ, mando ut vobis præscripto Raymundo, scilicet Barchionensi comiti, & uxori vestræ Dulciæ comitissæ, & filiis ac filiabus vestris, fidelitatem faciant, & ab illâ quam mihi fecerunt fidelitate hac indicante scripturâ de hominio & sacramento absolvo: & si obiero sine infante de propriâ uxore, totum quod superiùs dictum est vobis præscriptis sine omni dubitatione dimitto, laxo atque concedo; & Aymericus habeat in Belcaire & in Argentiâ, per vos illum fevum quem per me debet habere, & Bernardus de Andusiâ habeat illum fevum per Aymericum. De prædictis autem honoribus quos inter nos dividimus, ego Raymundus prædictus comes Barchionensis, &

Dulcia

Dulcia comitissa non dabimus nec impignorabimus, nec post mortem nostram alicui laxabimus, nisi tantùm infantibus nostris : & si impignorationem facere voluerimus, suscipiamus à vobis quatuor propinquos quos alia persona fidelitatem nobis præstare voluerit ; & de hoc expectabimus vos sine vestro engano per menses sex : militibus autem & hominibus cæteris, qui in honore illo sunt, quem vobis diffinivimus, laxavimus atque donavimus, omni occasione postpositâ, mandamus ut tibi præscripto Ildephonso comiti fidelitatem faciant, & ab illâ quam nobis fecerunt fidelitate hâc indicante scripturâ de hominio & sacramento absolvimus ; & si obierimus sine infante, totum quod superiùs dictum est, tibi præscripto sine omni dilatione dimittimus, laxamus, concedimus. Si quis autem hanc concordationis, diffinitionis, evacuationis sive donationis scripturam dirumpere tentaverit, non valeat ; sed prædicta omnia in duplum componat, & præsens scriptura prætermittere inviolabiliter maneat : Quæ acta est decimo sexto calendas Octobris, Dominicæ Incarnationis, anno centesimo vigesimo quinto post millesimum.



N.° 2.

1162. *Lettres d'Investiture de l'Empereur Frédéric I, pour le Comte Raymond de Barcellone, concernant les Comtés de Provence & de Forcalquier, & la Ville d'Avignon.*

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis: Fredericus, divinâ favente gratiâ, Romanorum imperator augustus. Cùm Romani imperii dignitas, sicut nulli mortalium in dubium venit, per se principaliter ac singulariter nullo nisi divino innixa podio, totius honestatis omniumque virtutum sit adornata fulgoribus: tanti comparatione solis quam habet ad alia sidera, excellentiori gloriâ & magnitudine omnia regna & reliquas potestates vel dignitates videtur præcellere, quanto illustrium principum ac sapientum virorum, qui portant orbem, ampliori numero & merito decoratur. Unde nos qui divino munere Romani orbis regimus habenas, præclara merita fidelium, devotionem ac fidem amicorum, præ oculis semper habentes, & imperialibus beneficiis, quæ vel immeritis præstare consuevimus, remunerare cupientes, sub taciturnitate & silentio velut ingrati nec debemus præterire nec possumus. Verùm

per præsentes apices ad notitiam universorum imperii fidelium deducere & dignum duximus palam omnibus declarare, quam sincera, quam diligens, quam prona & quam fervens circa gloriam & honorem imperii, & circa nostram dilectionem fides & devotio nostri charissimi Raymundi Barchionensis comitis, & illustrissimi principis extiterit: & revera magnifica ejus obsequia & præclara opera subsequuta apertius declarassent, quantæ fidei ac devotionis circa nostram personam fuerit, nisi divinâ vocante gratiâ, quæ aufert spiritum Principum, de medio ipse sublatus fuisset, de cujus indigno obitu non possumus in perpetuum non dolere. Hùc accedit quod nostra præcordialis dilectio erga talem ac tantum amicum ociosa esse nullatenùs potuit, præsertim cùm ejus sincerum amorem & studium circa personam & honorem charissimæ neptis nostræ Richildis, Hispaniarum reginæ, oculata fide perspeximus, & ipso rerum affectu veraciter ita esse probavimus. Ea propter cognoscant universi fideles Imperii præsentes & futuri, quòd nos ob memoriam tantæ fidei ac dilectionis, quæ à nostro corde nunquam recedet, ejusdem præfati comitis charissimi amici nostri nepotem, Raymundum scilicet prædictæ neptis nostræ illustrem maritum, vice patrui cum plenitudine dilectionis & gratiæ amplectimur & diligimus, eique sicut dilecto & fideli

Principi nostro ejusque hæredibus omnibus comitatum Provinciæ concessimus & in feudum dedimus, sicut tenuit eum comes Barchionensis, & prædecessores ejus inclyti Principes tenuerunt, à Durentiâ scilicet usque ad mare, & ab Alpibus usque ad antiquum Rhodanum; & sicut divisit cum comite Amphoso, & quod habuit ultrà Durentiam *sive in Avinione*, seu aliis castris, cum omnibus pertinentiis suis & pertinentibus ad regale, vel imperiale servitium. Insuper concessimus ei in feudum civitatem Arelatensem, ita ut omnes cives sint ad ejus fidelitatem & servitium, sicut esse deberent ad servitium nostrum, tam milites quam populares. Et quòd omnia regalia ipsius sint tam in monetis quam portubus, ripaticis, pratis, pascuis, salinis, & omnibus aquis, aquarumque decursibus, & omnia omninò hæc quæ ad jus Imperiale spectant: excepto eo quod archiepiscopus & ecclesia Arelatensis habet, vel habuit à centum annis retrò in eadem civitate. Prætereà damus ei in feudum comitatum Forocalcherii, cum omnibus regalibus suis pertinentibus ad comitatum: ita quod idem comes de Forocalcherio faciat hominium & fidelitatem comiti Provinciæ, quemadmodum nobis deberet. Quod si facere noluerit, perdat comitatum. Hoc ideo de Forocalcherii comite fecimus, quoniam ex quo Romani Imperii diadema divinitùs adepti

ſumus, ad curiam noſtram venire & beneficium ſuum à manu noſtrâ recipere contumaciter ſuperſedit: cujus comitatus juſto judicio ita nobis adjudicatus, eſt quod inde faciamus quicquid nobis placuerit. Prædictus verò Raymundus illuſtris comes Provinciæ, juravit nobis fidelitatem contra omnes homines, & hominium præſtitit, quod faciet ſervitium nobis & imperio pro prædicto feudo. Pro regalibus autem quæ conceſſimus ei, tam in Arelate quam in ſupradicto feudo, dabit nobis ſeu ſucceſſoribus noſtris Regibus & Imperatoribus ſingulis annis, in Purificatione ſanctæ Mariæ, apud Arelatum, tam ipſe quam ejus ſucceſſores legitimi hæredes cuncti, quindecim marchas auri boni ad juſtum pondus Coloniæ: & Comes faciet legatum vel legatos noſtros noſtrorumque ſucceſſorum ſecurè conduci, & ei vel eis prout decet & convenit honeſtè ſerviri per totam terram ſuam. Si autem placuerit nobis, ſeu noſtris ſucceſſoribus, aliquo tempore intrare Provinciam, ſeu civitatem Arelatenſem, tam Comes, quam Comitatus, & Civitas & tota terra erunt ad noſtram fidelitatem & ſervitium, & mandatum vel ſucceſſorum noſtrorum. Sanè ne contra hanc noſtram donationem, vel confirmationem, quis temerè venire preſumat, vel aliquod reſcriptum præſenti paginæ obviare vel refragari valeat, omni corroborationis munimine

eam confirmamus. Veniens enim ad præsentiam nostram, apud Taurinum Hugo de Baucio, duo privilegia aureis Bullis signata attulit, unum videlicet divæ memoriæ Cunradi regis, dilectissimi patrui nostri, & aliud nostrum in quibus continebatur quòd patruus noster & nos concessimus ei omnem terram quam tenebat quondam Gislabertus avus ejus & avia ejus. Occasione autem verborum illorum nitebatur probare marchiam, & totum comitatum Provinciæ ab utroque sibi esse concessum. Cujus probationem utpotè frivolam & omni veritate vacuam, verborumque illorum injustam interpretationem, in præsentiâ Principum & totius Curiæ cassavimus: & quòd comitatus Provinciæ seu marchia, prædictorum privilegiorum autoritate nullo modo ad præfatum Hugonem de Baucio spectare deberet, hac ratione promulgavimus. Ex uno quòd regem Cunradum, dilectissimum patruum nostrum nunquàm oculis suis vidit, nec corporalem investituram alicujus terræ ab eo unquàm susceperit. Ex alio verò quia dum investituram terræ avi sui & aviæ suæ à nobis peteret, de comitatu vel marchia Provinciæ nullam mentionem fecit, neque nos eumdem comitatum, neque marchiam illo, vel aliquo tempore ei concessimus. Si ergo prædictus Hugo de Baucio eadem privilegia ad reiterandam probationem suam pro obtinendâ

marchiâ, vel comitatu Provinciæ, aliquo tempore produxerit, frivola ſit & omni carens vigore prædictorum privilegiorum interpretatio, quem nos ſupradicto illuſtri comiti Raymundo ſpecialiter & nominatim, cum omni jure & honore conceſſimus, & præſentis privilegii autoritate confirmamus, adhibitis idoneis teſtibus quorum nomina ſunt hæc: Cunradus, Maguntinæ eccleſiæ electus; Vodalricus, Aquilegenſis eccleſiæ electus; Hermanus, Fardenſis epiſcopus; Henricus, Laodienſis epiſcopus; Udo, Cicenſis epiſcopus; Hermanus, Hildenesheimenſis epiſcopus; Uncio, Vercelenſis epiſcopus; Hermanus, Herisfeldenſis abbas; Eſleboldus, Stabulenſis abbas; Fridericus, dux Suevorum, filius regis Cunradi; Cunradus, Palatinus comes Rheni germanus domini Imperatoris; Ladiſlaus, dux Polonorum; Udalricus, dux Bohemorum; Albertus, marchio Saxoniæ; Otto, Palatinus comes Witelinesbach; Burchardus, caſtellanus Magdeburgenſis; Ulricus de Hurnigen; Wilelmus, marchio de Monteferrato; Manfredus, marchio de Unaſto; Hugo Magnus, marchio de Unaſto; Heinricus Vuerze de Unaſto; Hubertus, comes de Blandrato; Marquardus de Grumbach; Gubeardus de Luchembergâ; Conradus de Balnhuſen; Rudolfus Dapifer; Hermanus, camerarius; Bertholfus triſcamerarius; & alii quamplures.

Signum domini Friderici, Romanorum imperatoris invictissimi.

Ego Reinaldus, archicancellarius, & sanctæ Coloniensis ecclesiæ archiepiscopus, recognivi.

Acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis 1162, Indictione decimâ, regnante domino Frederico, Romanorum imperatore gloriosissimo, anno regni ejus decimo, imperii verò octavo. Datum apud Taurinum, post destructionem Mediolani, quinto decimo kalendas Septembris.

N.° 3.

1251. *Convention des Comtes de Provence avec la ville d'Avignon.*

ANNO ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo primo, scilicet nonis Maii; regnante Ludovico rege Francorum: Notum sit omnibus quod cùm longa fuisset dissentio, & discordia inter viros illustres, & nobilissimos dominos Alphonsum Dei gratia Pictaviæ & Tholosæ comitem, & marchionem Provinciæ, & Carolum eâdem gratia Andegaviæ & Provinciæ comitem, marchionem Provinciæ & comitem Folcalguerii ex parte una; & communitatem, & cives Avinionenses ex altera; tandem cives civitatis ejusdem ad

cor provida conſideratione reverſi, liquido cognoſcentes ſe inconſultè eiſdem comitibus, & eorum loca tenentibus contra juſtitiam reſtitiſſe, & eorumdem gratiam obtinere ſummo jure cupientes; ad ipſorum præſentiam ſolemnes nuncios, procuratores, ſindicos & actores tam milites quam probos homines civitatis ejuſdem, communi & deliberato conſilio deſtinarunt, videlicet Berengarium Raymundi, Guillelmum Cavalerii, Bermundum mille ſolidos, Guillelmum Arnaldum, Bertrñ Berengarium, Berti Macatem, Roſtanum Magiſtrum Bertrandum Taulerium, Joannem Fabrum. Dicti viri ſolemnes nuncii de plenitudine poteſtatis, quam à ſuis civibus totius univerſitatis nomine in Conſilio generali receperant, ſuper concordia cum dominis ſupradictis comitibus facienda fidem fecerunt eiſdem, per notam publicam ſcriptam manu Guillelmi de Tournon, publici notarii Avinionenſis, quam idem præſens notarius ſe ſcripſiſſe mandato generalis Conſilii fatebatur; quam redactam in formam publici inſtrumenti dominis prædictis comitibus ſe redditurum promiſerit. Poſt multos & varios ergo tractatus ſolemnes nuncii ſupradicti ſuo, & totius univerſitatis Avinion. nomine quidquid de jure dominorum comitum prædictorum vel prædeceſſorum eorum Tholoſæ, Provinciæ & Folcalguerii Comitum, Marchionum Provinciæ dicta

universitas tenet & possidet, eisdem dominis Comitibus gratis & liberè resignarunt, & ad tollendam omnem dubitationis materiam *merum & mixtum imperium, & omnem jurisdictionem* quam communitas universitatis prædictæ in civitate & territorio possidebat seu possidet, exercebat seu exercet, vel alius ejus nomine in civitate & territorio civitatis ejusdem, sive de jure sit comitum prædictorum in solidum vel in parte, sive de jure ad commune pertineat civitatis, in eosdem dominos Comites, plenissime transtulerunt; donantes eisdem & hæredibus eorum in perpetuum quidquid ultra jus eorumdem commune civitatis prædictæ tenebat, seu habebat vel habere poterat, seu debebat in mero & mixto imperio & jurisdictione prædictis, & in bonis, & juribus universis ad commune pertinentibus supradictum; quæ tamen ab alterutro comitum prædicta civitas in feudum tenuerat vel tenebat, & à quo tenebat in feudum in solidum, dicti solennes nuncii universitatis nomine plenè & liberè resignarunt, memoratis dominis comitibus promittentes reddere integrè & fideliter eis vel cui vel quibus ipsi mandaverint instrumenta omnia, & privilegia ad commune spectantia memoratum. Super damnis vero quibuscumque civibus Avinionensibus, vel episcopo Avinionensi, & ecclesiæ, & aliis ecclesiis seu locis religiosis, ecclesiasticisque personis ab ipsis

civibus irrogatis vel ab aliis eorum auxilio seu favore, necnon & super injuriis & offensis contra eosdem dominos comites vel eorum gentem commissis, dicti solemnes muncii se suo universitatis nomine & ipsam universitatem eorumdem dominorum comitum voluntati omnino de mandato & mandatis, uno diversisve temporibus proferendis gratis, & concorditer subjecerunt; tenere firmiter promittentes quidquid per eosdem dominos comites, vel alios quibus hoc duxerint committendum, mandatum fuerit seu statutum super præmissis vel aliquo præmissorum. Concives etiam & alios quos cœperunt eisdem dominis reddere promiserunt, & etiam se curaturos, & effecturos quod dicta universitas, hæc omnia & singula laudabit & approbabit, & juramento firmabit. Universa autem & singula supradicta gratis, & bono animo, non inducti terroribus sive minis, nec dolo sive machinatione qualibet circumventi firmum habentes, guidagium eundo, stando, & redeundo dictis dominis comitibus concesserunt, eos recipientes & recognoscentes in dominos; & juraverunt eisdem tactis corporaliter sacrosanctis Evangeliis fidelitatem eis tenere, vitam eorum & membra & eorum locum tenentium defendere, & salvare, jura etiam eorum manu tenere, & damna vitare pro viribus; & si ea sciverint, eadem eis vel eorum

loca tenentibus revelare: salvis civitati, & civibus Avinionen. tam præsentibus quam futuris libertatibus, immunitatibus, privilegiis & concessionibus infra scriptis à solemnibus nunciis in officio pro se & universitate nominatim, & expresse retentis, & ab eis dominis Indultis concessis, & in perpetuum approbatis. Libertates autem, & immunitates seu privilegia retenta à civibus Avinionis, & à dictis dominis comitibus eisdem tam præsentibus quam futuris indulta, concessa, approbata sunt hæc: imprimis siquidem debent prædicti domini comites, & eorum hæredes, unicum & communem extraneum, & non civem annis singulis in civitate Avinion. vicarium instituere, qui secum duos habebit judices extraneos, & non cives, qui scilicet vicarius & judices per annum tantùm continuum in officio morabuntur. Institutus autem vicarius jurabit in publico parlamento de civitate Avinion. & ejus territorio extirpare pravitatem hæreticam, episcopum & ecclesiam Avinionensem, & alias ecclesias civitatis & territorii, & eorum temporalia jura deffendere & salvare pro posse, libertates, & immunitates, & privilegia in hoc instrumento contenta civibus integra & illibata servare, sine personarum acceptione, secundum leges, & bonas consuetudines civitatis, jus reddere tam civibus quam extraneis, & ab omni munere manus excutere obstruentis.

& poſtulantis, exceptis quæ tamen legibus ſunt permiſſa; juramentum verò dicti vicarii in forma prædicta Avinionenſis epiſcopus, ſi in civitate fuerit, & parlamento intereſſe voluerit, recipiet ſi ſibi placuerit; ſi verò tunc temporis abſens fuerit, alius præſens parlamento recipiet; jurabit vicarius in forma prædicta, ſacro-ſanctis Evangeliis coram ſe poſitis & propria manu tactis, quocumque teſtium librum Evangeliorum tenente; judices verò jurabunt in manu vicarii, vel in parlamento, vel ſaltem in conſilio generali, ſine perſonarum acceptione jus reddere tam civibus quam extraneis ſecundum leges & bonas conſuetudines civitatis, amore, & odio, pretio & timore poſtpoſitis, & criminibus omnibus, exceptis eſculentis & potulentis in jure permiſſis penitus abſtinere. Tamen bona vel alia ad juriſdictionem pertinentia nullo tempore vendere poterunt domini comites vel eorum hæredes, ſeu etiam locum eorum tenentes. Item omnes cives Avinionenſes, præſentes & futuri, conventione expreſſa, conceſſione dominorum comitum prædictorum, liberi remaneant in perpetuum immunes à tallia, quiſta, & tolta, & omni . . . . dandis dominis vel eorum loca tenentibus, quam in equis emendis vel tenendis, vel aliis quibuſcumque exactionibus: ita quod novum pedagium vel ſuper indictum quodlibet, non licebit

dictis dominis, vel eorum locum tenentibus, facere in civitate prædicta, vel in territorio civitatis. Item omnes causæ tam criminales quam civiles civium Avinionis ventilari debent, & legitimè terminari in ipsa civitate prædicta, quod de causis principalibus intelligitur: causæ verò poterunt in civitate vel extra, prout dictis dominis comitibus placuere, exerceri. Item de verbis injuriosis vel factis etiam, nisi vel vulnus illatum fuerit fuste vel lapide, vel quocumque armorum genere, vel ossis fractio intervenerit, vel ictus livorem manifestum relinquens, curia dominorum comitum aliquo tempore inquisitionem ex officio suo non faciat, sed secundum ordinem juris jus reddat conquerentibus de præmissis. Hanc ipsius & omnes alias libertates concessas, & privilegia contenta superius & distincta, dicti domini comites per se & suos hæredes laudaverunt & concesserunt, & dictæ universitati & civibus præsentibus & futuris ea omnia & singula firma eis tenere perpetuò promittentes, de injuriis & offensis & damnis sibi & genti suæ illatis per civitatem & cives Avenionenses pacem & finem in omnibus facientes; salvis quæ superius sibi retinuerunt expresè: ad cujus rei memoriam atque robur, præsens instrumentum sigillorum suorum munimine roboratum, factum fuit gradibus ecclesiæ beatæ Mariæ, testes, &c.

N.° 4.

Accord d'Alphonse, Comte de Poitou, & de Charles d'Anjou, Comte de Provence, avec l'Évêque d'Avignon, touchant la Viguerie de cette Ville. 1251.

Extrait.

NOVERINT universi præsentem paginam inspecturi, quòd anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo primo, sexto idus Maii, Nos Alfonsus, Dei gratia, comes Pictaviæ & Tolosæ & marchio Provinciæ : & Carolus, eadem gratia, comes Andegaviæ, Provinciæ & Forcalquerii, marchio Provinciæ, & dominus Arelatis, promittimus vobis domino Zoen, divina providentia episcopo Avenionensi, recipienti nomine & vice Avenionensis ecclesiæ, pro vobis, & successoribus vestris, quod nobis tenentibus civitatem Avenionem, extirpabimus & curabimus extirpare de civitate prædicta, & districtu ipsius, hæreticam pravitatem, &c. & servabimus, & manutenebimus possessiones, libertates, & omnia jura ecclesiæ Avinionensis & ecclesiarum civitatis, & diœcesis, & ecclesiasticorum virorum in nostra potestate existentium ; & faciemus

quod vicarius noster, qui pro nobis veniet ad regimen civitatis ejusdem, præsentabit se vobis in civitate existenti, &c. Admissus autem jurabit, quòd extirpabit de civitate hæreticam pravitatem, &c. defendet pro viribus personam vestram, &c. Item volumus quòd in præconisationibus nomen vestrum præponatur, &c. Acta sunt omnia supra dicta apud Avenionem in domo domini Episcopi.

N.° 5.

1290. *Cession de la moitié de la ville d'Avignon à Charles II, Roi de Naples, Comte de Provence, par le Roi Philippe-le-Bel.*

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum Rex: Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quòd cùm nos per conventiones habitas inter nos, ex una, & magnificum principem carissimum consanguineum nostrum Carolum Dei gratiâ illustrem regem Jerusalem & Siciliæ, ex altera, in tractatu contracti matrimonii inter Carolum germanum nostrum carissimum, & Margaritam natam ipsius Regis, ipso procedente matrimonio, dederimus, concesserimus ac omnino dimiserimus ipsi regi Siciliæ, & ejus hæredibus comitibus Provinciæ & Forcalquerii, quidquid

quid juris habemus, vel habere poſſumus in civitate Avenionenſi, & ejus pertinentiis ac diſtrictu: nos conventiones prædictas conſummato dicto matrimonio inter præfatum Carolum germanum noſtrum, & Margaritam prædictam, prædicto Carolo regi Jeruſalem & Siciliæ, & ejus hæredibus comitibus Provinciæ & Forcalquerii damus & quittamus liberaliter, & omnino dimittimus quidquid juris habemus ac debemus habere in civitate Avenionenſi prædicta, ac ejus pertinentiis & diſtrictu, habendum & tenendum perpetuò pacificè & quietè. Volentes, & tenore præſentium præcipientes ac mandantes omnibus prelatis, cœteriſque fidelibus noſtris dictorum civitatis diſtrictuum & pertinentiarum, quatenus ex nunc dicto regi Jeruſalem & Siciliæ, & ejus hæredibus prædictis, aut eorum mandato in omnibus quæ ad nos pertinebant, ibidem pareant efficaciter, & intendant, eiſque fidelitatis hommagia, ſeu ſacramenta fidelitatis, ac alia deveria in quibus nobis tenebantur, à quibus ipſos prælatos, fideles & ſubditos erga nos penitus abſolvimus & quittamus, impendant. Quod ut firmum & ſtabile perſeveret, præſentes litteras ſigillo noſtro fecimus communiti. Actum Pariſiis, anno Domini 1290, menſe Septembris.

N.° 6.

1308. *Extrait du Testament du Roi Charles II.*

CAROLUS secundus, Dei gratiâ, rex Jerusalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comes; universis præsentis scripti seriem inspecturis. Lex communis ab Adam conditioni humanæ fragilitatis indicta, mortem, rerum ultimam lineam, extremum terminum illi constituit, ipsamque inevitabili sorti fragilitatis solventis omnia sine aliquâ personarum distinctione subegit; quæ licet in eâ sit certa, indicta præfixi diei terminatione suspensâ, frequentet se dulcibus annis inferens actus primordia præmaturè succidit, prevenit infantiæ terminos, metas pubertatis anticipat, juventutis florem intempestivè decerpit, ac principum spiritum auferens eorum consilia diutiùs maturata dissolvit. Et cùm hominis status imbecillis & tenuis unum diem vitæ suæ in potestate, quidve futura pariat dies ignorat, laxiùs semper videndi spatium sibi promittit, ut persæpè spei promissione frustratus cautelam sui & posterorum dispositionem debitam negligat, & improvisa naufragia periculosæ mortali-

tatis incurrat. Præveniendus est igitur ordinatæ provisionis remedio dies iste, ut cùm ejus tumultuosa tempestas ingruerit, extremæ tollens dispositionis arbitrium, per repentini casus eventum disponendi potestatem non auferat, & oblivionem ex supervenientis turbationis discrimine non inducat. Iis itaque provisè pensatis, & in scrutinio libratæ considerationis adductis, nos sani corpore, mentis propria integritate sinceri, tam pro nostrorum remissione peccaminum, quam pro cautelâ etiam posterorum & parentum nostrorum animarum remedio, prout infrà sequitur, deliberavimus disponendum.

§. 2. Imprimis instituimus hæredem & universalem successorem nostrum in regnis nostris Jerusalem & Siciliæ, comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, atque in omnibus aliis terris, juribus & actionibus nostris Robertum primogenitum nostrum ducem Calabriæ. Si verò dux ipse decederet sine liberis masculis vel feminis, nobis viventibus aut vitâ functis, substituimus hæredem nostrum & successorem universalem in omnibus prædictis regnis, comitatibus & terris, illum ex liberis nostris masculum scilicet, qui juxta tenorem collationis factæ de regno Siciliæ bonæ memoriæ domino patri nostro per sanctam Romanam ecclesiam, succedere debebit in regno ipso Siciliæ. Si

verò secundum tenorem collationis ejusdem ad successionem ipsius regni Siciliæ factæ fœmina vocaretur, quæcunque sit & ex quocumque libero nostro nata, in casu illo substituimus illam hæredem & successorem in eodem regno Siciliæ & regno Jerusalem, ac aliis terris, juribus & actionibus nostris; *præterquam* in prædictis comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis ac juribus & pertinentiis eorum omnibus, præter etiam quam in aliis terris nostris quesitis & conquerendis extrà regna prædicta; in quibus comitatibus ac prædictis aliis terris, in eo casu scilicet ubi fœmina in dicto regno Siciliæ succederet, ut est dictum, substituimus Philippum filium nostrum Tarenti & Achaye principem, si tunc superesset; & si tunc non viveret, substituimus in dictis comitatibus ac pretactis terris quesitis & querendis dicto casu unum de aliis filiis nostris masculis post eundem Philippum natis & nascituris primogenitum; & si nullus de hujusmodi filiis nostris post eundem Philippum natis aut nascituris tunc superesset, substituimus unum de nepotibus nostris masculis natis aut nascituris, descendentibus scilicet ex viventibus nunc filiis nostris masculis, eum quidem qui ex nostro majore natu filio primogenitus esset; & si è majore natu non superesset masculus, substituimus in eodem casu in supradictis comitatibus & terris pri-

mogenitum ex alio filio noſtro ſequenti, & ſuper ordinem de ſequentibus filiis noſtris, ſi de priore non ſupereſſet maſculus, ſervato ordine quo ſupra in caſu ipſo nepos ex majore natu filio noſtro tunc ſuperſtes aliis nepotibus ex ſequentibus noſtris filiis præfetatur. Si autem nobis viventibus dux prædictus decedat relictis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis aut naſcituris, & caſus eſſet, in quo ad ſucceſſionem dicti regni Siciliæ non vocarentur ex tenore collationis prædictæ, ſubſtituimus ipſos liberos ejuſdem ducis in ducatu Calabriæ, ſicut invenietur per nos ipſi duci conceſſus, ita quod inter eos maſculus fœminæ & primogenitus preferatur; ita quod idem primogenitus fratribus & ſororibus teneatur providere juxtà conſuetudinem & conſtitutionem regni in talibus obſervatas, & in ipsâ proviſione ſubſtituimus eiſdem minores.

§. 3. Item relinquimus jure inſtitutionis eidem Philippo filio noſtro principi Achaye & Tarenti ducentas uncias auri annuas, ſolvendas ſibi in vitâ ſuâ tantùm, de camerâ Regis vel ſuper aliquibus regni partibus aſſignandas, ultrà principatus Achaye & Tarenti, & terras alias ac proviſiones quas ex dono celſitudinis noſtræ tenet. In quibus omnibus ipſum principem inſtituimus hæredem; &, ſi in vitâ noſtrâ decederet dimiſſis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis vel naſcituris, ſubſtitui-

mus ipsos liberos ipsis principatibus, & prædictis terris, quas scilicet ex collatione nostrâ perpetuò tenet vel tenebit tempore mortis suæ, majoris natu & sexus masculini inter eos prærogativâ servatâ. Minores verò ex ordine substituimus in provisione ipsis debita à principatibus & terris eisdem juxtà consuetudinem & constitutionem prædictis.

§. 4. Item relinquimus jure institutionis, Joanni & Petro filiis nostris, comitatus & terras, quas nunc tenent & habent in domo nostrâ, qui si non valeant quatuor millia unciarum, duo videlicet millia unciarum pro quolibet eorumdem, suppleatur eis defectus in aliis ex cadentibus dicti regni, & donec supplementum ipsum assequantur, recipiant illud annuatim de camera nostra in pecunia. Relinquimus etiam jure institutionis, aliis filiis nostris ex præsenti vel alio matrimonio nascituris, cuilibet scilicet eorumdem pro se & suis hæredibus ex suo corpore legitimè descendentibus, annuum redditum duorum millium unciarum auri, assignandum cuilibet ipsorum in comitatu vel comitatibus aut baroniis, dummodo titulum habeant comitatus, ita scilicet quod ipsi filii nostri nati & nascituri suo ordine hujusmodi assignationes recipiant, si simul non currerent omnibus vel pluribus eorum faciendæ. Et intendimus quod donec hujusmodi assignationes fiant eis, recipiant de came-

ra regia, vel ſuper regni proventibus, in pecunia dictum redditum annuum duorum millium unciarum auri. Hoc ſalvo, quòd ſi aliqui eorum eſſent impuberes, non teneatur hæres regni hujuſmodi aſſignationem vel ſolutionem eis facere uſque ad tempora pubertatis, dummodo eis provideat in alimentis & aliis neceſſariis competenter. Intendimus etiam quod omnes filii noſtri tam principes quam alii, dictos principatus Achaye & Tarenti, comitatus, baronias, terras & proviſiones alias, quas in dicto regno & ubicumque extrà illud, quæ ſunt de feudis ejuſdem regni habent & habebunt, teneant in feudum in capite à prædictis duce vel alio, qui erit hæres & univerſalis ſucceſſor in prædicto regno Siciliæ, ſub debito militari ſervitio ac conſueto cenſu, juxtà tenores privilegiorum noſtrorum, quæ indè habent & habebunt.

§. 5. Item inſtituimus Beatricem filiam noſtram in dote & dotario ſuis, & in centum unciis auri ei ſemel ſolvendis. Item inſtituimus quamlibet filiarum noſtrarum viventium in dote datâ & in centum unciis auri ſimiliter illi ſolvendis. Similiter etiam inſtituimus nepotes & neptes noſtras ex quondam Margaritâ comitiſsâ Valeſiæ filiâ noſtrâ ſuſceptos in dotem ipſi quondam Margaritæ datam & in centum unciis illis ſimiliter exſolvendis : quæ quidem filiæ noſtræ nunc viventes, ſi in vitâ no-

ſtrâ decederent, inſtituimus ad hoc liberos remanentes ex eis. Si verò aliqua earum abſque ſui corporis prole legitimâ moriretur, ſubſtituimus ei hæredem & univerſalem ſucceſſorem regni prædicti.

§. 6. Item relinquimus jure inſtitutionis Carolo nepoti noſtro primogenito quondam primogeniti noſtri regis Hungariæ, duo millia unciarum auri ſemel, & in regno noſtro Siciliæ ſolvendarum. Item inſtituimus Beatricem filiam dicti regis Hungariæ in dote ſibi per nos donatâ & in trecentis libris Turon. parvorum ſibi ſemel exſolvendis. Item relinquimus jure inſtitutionis Clementiæ filiæ regis Hungariæ pro dote octo millia unciarum auri; ſed ſi voluerit religionem ingredi, inſtituimus eam in mille unciis ei ſemel ſolvendis.

§. 7. &c.

§. 20. Item ſi contingat illum qui ſecundùm modum & ordinationem ſuccedet prædictum in prædictis comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, abſque liberis decedere, & relinquat fratrem, vel fratres aut ſorores, vel utroſque, in caſu ipſo ſubſtituimus in ipſis comitatibus fratrem ſuum primogenitum, & ſi fratrem aliquem non haberet, ſubſtituimus nepotem maſculum primogenitum qui ſupereſſet ex fratre majore natu; & ita per ordinem de nepotibus deſcendentibus ex aliis fratribus, habendo reſpectum quod nepos pri-

mogenitus ex fratre primo natu aliis nepotibus præferatur; & in defectu nepotum eodem modo substituimus pronepotes ex fratrum masculorum lineâ de scendentes; in defectu verò nepotum & pronepotum masculorum, substituimus sororem dicti succedentis in prædictis comitatibus quæ tunc inveniretur innupta & esset habilis ad nubendum; & si plures sorores essent innuptæ, primogenita præferatur; in defectu verò innuptarum ipsarum, substituimus sororem nuptam majorem natu; & in defectu sororum omnium præmissarum nuptarum & innuptarum ac habilium, substituimus nepotes seu pronepotes; in defectu nepotum, servato gradu matrum nepotum hujusmodi, ut descendentes ex majore natu descendentibus ex aliis minoribus præferantur, prærogativa etiam primogenituræ sexûs masculini inter descendentes ipsos servata. Eodem modo substituimus in defectu nepotum & neptium, ipsorum pronepotes vel proneptes in eorum defectu, ex ipsis sororibus descendentes.

§. 21. Item volumus & declaramus quòd omnes & singulæ substitutiones suprà factæ intelligantur directæ, in casu in quo jure directè valere possunt, & hæ ut vulgaris vel pupillaris; in aliis verò casibus eas volumus intelligi fideicommissarias, & illo jure valere. Item si contingeret nobis in continenti aut vitâ functis aliquem vel aliquos natos

ve' nascituros apparere, qui prætextu presens nostrum possent nullum reddere vel rumpere testamentum, illum, & eorum quemlibet instituimus in quingentis libris Turonensium, sibi solvendis. Item ordinamus & precipimus quod non detrahatur falcidia vel trebellianica de legatis seu relictis singulariter & universaliter in presenti nostrâ dispositione seu testamento, &c.

Actum Massiliæ, anno 1308, die sexto decimo Martii, sextæ Indictionis, regnorum nostrorum anno vicesimo quarto.

N.° 7.

1331. *Acte par lequel ceux d'Avignon font hommage-lige, & serment de fidélité, à Jeanne & Marie, filles de Charles de Calabre, fils de Robert, comte de Provence.*

In nomine Domini Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi. Anno à Nativitate ejusdem millesimo trecentesimo tricesimo primo, die duodecima Aprilis, quartæ decimæ Indictionis: Dominus Joannes Andeguerii, miles, dominus Bertrandus Arnaudi, jurisperitus, cives Avinionenses, syndici universitatis

hominum dictæ civitatis, certificati per dominum Philippum de Sanguieto, militem, comitatuum Provinciæ & Forcalquerii ſeneſchallum: Qualiter dominus noſter rex Robertus, per ſuas patentes declaraverat quòd dominam Joannam primogenitam, ac dominam Mariam ſecundogenitam domini Caroli claræ memoriæ, ducis Calabriæ, filii ejus primogeniti, ſi dicta domina Joanna ipſi dominæ Mariæ ſine liberis prædecederet, hæredes ſuas ſtatuerat, & ordinaverat tam in regno Siciliæ quam in comitatibus Provinciæ Forcalquerii, & Pedemontis, eo caſu videlicet quo ipſe dominus noſter Rex decederet maſculina ſobole non relicta, nonobſtantibus inſtitutionibus, vel ſubſtitutionibus ſi quæ in contrarium factæ eſſent; quodque mandaverat, idem dominus noſter Rex prælatis, baronibus, nobilibus & univerſitatibus dictorum comitatuum, ut hommagium ligium, fidelitatis debitæ ſacramentum facerent & præſtarent ipſi domino ſeneſchallo, prædictarum dominarum procuratori ad hoc ſpecialiter ordinato per regiam Majeſtatem in caſibus ſupradictis, prout hæc & alia de quibus etiam certificati fuerunt continentur in quodam publico inſtrumento ſcripto per me notarium infrà ſcriptum, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo primo, die ſeptimâ Aprilis, hujus Indictionis. Ipſi ideò ſyndici, ſyndicario

nomine quo supra, & nominibus suis propriis, flexis genibus, & junctis manibus, cum pacis osculo, & tactis Evangeliis fecerunt, & præstiterunt hommagium ligium & fidelitatis debitæ sacramentum, ipsi domino seneschallo recipienti pro parte, & nomine dominatum prædictarum sub modo, forma, & in casibus, & cum protestationibus contentis in prænotato instrumento mei notarii infra scripti; & protestati fuerunt solemniter, ante & post præstationem dicti hommagii, & sacramenti ab hac protestatione nullatenùs recedere, intendunt sed etiam perpetuò sibi fore salvam, ac etiam ea in singulis agendis, dicendis, & faciendis pro repetito habita quod hommagium, & fidelitatis sacramentum per eos præstandum universitatis consilium & singulares personas ejusdem universitatis, civitatis Avinionis non astringat ad alias personas, seu aliis personis quam illustrissimo domino nostro domino Roberto, Dei gratiâ, Jerusalem & Siciliæ Regi, eo vivente; sed post ejus mortem, ex eo quòd absit masculina sobole non relicta & in casum ordinationis, & successionis per eum factæ, ex nunc, ut ex tunc suum sortiantur effectum; & quòd si plus vel aliter facerent in prædictis hommagio & fidelitatis debitæ sacramento quam fuerit pro parte dictorum consilii universitatis, & singularium personarum ejusdem fieri, vel præstari

debitum, ſeu conſuetum per eorum prædeceſſores, illud plus habeatur pro non facto, vel minùs fieret, illud quod defecerit pro facto habeatur: ita quod per omnia forma debita, & antiquitus obſervata hic repræſentari videatur, & quidquid aliter fieret pro non facto reputetur; & quod etiam caſus hujuſmodi hommagii & fidelitatis ſacramenti noviter præſtandi ſi de jure minime fieri ſeu præſtari non debebat, non poſſit in futurum in exemplum deduci, nec præjudicium aliquod prænominatis conſilio univerſitatis, & ſingularibus ejuſdem in poſterum generare proteſtantur; etiam quod omnes & ſingulæ immunitates, franqueſiæ, privilegia, & boni uſus & conſuetudines, litteræ regiæ, & conventiones dictæ univerſitatis Avinionis, necnon & alia omnia jura dictæ univerſitatis, & ſingularibus perſonis ejuſdem competentia, remaneant firma, & ſalva ex integro, ac etiam illibata; & quod eis per ejuſmodi hommagii & fidelitatis ſacramenti præſtationem, & alia eis adhærentia, ſeu ex eis dependentia nullum præjudicium generetur, nec in aliquo derogetur; & quod etiam prædicti ſcindici hoc ex præcepto, ſeu neceſſitate non faciunt nec facere intendunt, ſed gratis annuere, & obedire volentes in hoc caſu pro eo quia dictus dominus rex Robertus, qui eſt verus dominus, per Dei gratiam adhuc vivit, & ipſo vivente aliis fieri non deberet

proteſtatione præmiſſa, quòd ſi ad magis tenetur ut devoti, & fideles regiæ majeſtati, & ejus ordinationi ſuper hoc ut dicitur factæ ; & quod etiam pro cautela ipſorum & univerſitatis memoratæ, & perſonarum ſingularium ipſius , idem dominus ſeneſchallus copiam concedat in formam publicam mandati regii quod ſuper hoc hommagia recipiendo dicitur habuiſſe, necnon & quod hoc ratificari faciat infra certum tempus per dictum dominum noſtrum regem ut avum paternum, balivium & legitimum adminiſtratorem dictarum dominarum, litteras ejus opportunas eis ſuper hoc obtinendo. Actum Avinion, in domo quam inhabitat dictus dominus ſeneſchallus. Teſtes ad hoc vocati, & rogati domini Biſus Aves, epiſcopus; Joannes de Juvenatio, legum doctor, & Fulco de Pontittes, miles; & ego Joannes de Maranto de Tramonto , notarius, &c.

Extractum à regiis Provinciæ archivis & ab magno inſtrumento conſervato in armario hommagiorum , & cum eodem debite collationatum, mandato magnificorum dominorum cameræ computorum, per me Rationald, ſecretarium archivarium regium prædictorum archivorum & cameræ ſupra dictæ: ſubſignatum; ſigno Boisson.

N.° 8.

Édit du Roi Robert, Comte de Provence, par lequel il déclare ledit Comté inaliénable. 1334.

ROBERTUS, Dei gratiâ, rex Jerusalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ, & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii, ac Pedemontis comes. Universis præsentes litteras inspecturis tam præsentibus quàm futuris. Cùm comitatuum nostrorum Provinciæ & Forcalquerii cum comitatibus comprehensis vel annexis eisdem Provincia quidem Provinciæ non immeritò sit vocata, quæ inter mundi cæteras quemdam prærogativæ noscitur obtinere primatum, à fœlicis memoriæ dominis avia & avo nostris patrimoniale & hæreditarium nostrum sit, promiserit devotissimis incolis comitum firmissimè sæpè fieri circumdatum, & robustæ constantiæ muro conclusum, quiete siquidem pacificum, tranquilla fertilitate amœnum, & à turbinibus quibus aliæ mundi provinciæ plurimæ agitantur insigniter alienum : ideò nec incongruè inter alias specialiter nobis eorum juramento emisso immutabiliter firmavimus, nunquàm cuique in illo aliquod stabilitium nos da-

turos, cùm illa intelligamus, & esse volumus de nostro domanio: & hoc præsentibus nihilominùs de certa nostra scientia declaramus, quin potiùs seneschallo & majori judici comitatuum jam dictorum præsentibus & futuris damus expressiùs in mandatis, quod quædam quibusdam vel ad certum tempus, & usque ad dandum pro illis competens excampium alibi, vel in pecunia sunt concessa, citiùs quod poterunt debeant redimere, & illa ad manus & comitam solitam nostræ curiæ curent cum sollicitudine revocare providentiâ regiâ; inter plurima advertentes quòd quando distractis propriorum jurium redditibus fiscales pecuniæ non adveniunt, incumbentibus interdùm arduis coguntur principes subditos aggravare, ob quod etiam justi quodammodo complectuntur ad iniquitatem extendere manus suas: mandantes & injungentes præsentibus nostris quibuscumque hæredibus in illis quocumque tempore in futurum sub nostræ benedictionis obtentu, ut ipsi & eorum quilibet hoc idem debeant inviolabiliter observare. In cujus rei testimonium & certitudinem atque robur, cautelam & memoriam posterorum præsenti privilegio seu litteris manu propria subscripsimus; quæ quadruplicari & multiplicari ad cautelam mandavimus, & quædam ex illis aurea bulla majestatis nostræi mpressa typario, & alia ejusdem Majestatis sigillo

ſigillo cereo, nulla verò utroque fecimus communiri. Datum Neapoli, per manus Joannis Grilli de Salerno, juris civilis profeſſoris, vice-protonotarii regni Siciliæ, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo-quarto, die viceſimo-primo Decembris, tertiæ Indictionis, regnorum noſtrorum anno viceſimo-ſexto. Nos Rex prædicta ſubſcripſimus manu noſtrâ.

N.° 9.

Extrait du Teſtament du Roi Robert. 1343.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti: anno Nativitatis ejuſdem 1343, regnante ſereniſſimo principe & domino noſtro domino Roberto inclyto Dei gratiâ, rege Jeruſalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comite, regnorum verò ejus anno trigeſimo quarto, feliciter, Amen. Die 16.° menſis Januarii, 11.ª Indictionis, Neapoli in regio Caſtro-Novo, in camera ejuſdem domini Regis; Nos Nicolaus de Aliſia per totum regnum Siciliæ ad contractus regiâ authoritate judex, Mapillus Ruffullus de Napoli publicus ubilibet per totum præfatum regnum Siciliæ eadem regiâ authoritate nota-

rii, & ſubſcripti teſtes litterati, ad hoc ſpecialiter vocati & rogati: Videlicet venerabilis pater dominus frater Guillelmus, epiſcopus Salon, dominæ reginæ confeſſor, venerabilis & religioſus vir frater Joannes de Bortholco, illuſtris dominæ duciſſæ Calabriæ confeſſor, ordinis minorum; dominus Joannes Grilli, vice-protonotarius regni Siciliæ; frater Robertus de Miloto; dominus Petrus Beaudeti, magiſter capellæ & eleemoſinarius regius; dominus Egidius de Bevanco magnæ regiæ curiæ magiſter rationalis, ac dominus Guigue de Cavillione, & dominus Hugo de Figueria, milites; magiſter Joannes de Ariano, & magiſter Bartholomæus de Giſcuto, phiſicus; ſecretarii reginales, Raymundus de Roca, & Audibertus de Roca filius ejus, regii cambellani & familiares; præſenti ſcripto publico declaramus, notum facimus & teſtamur, quòd accerſitis nobis ad præſentiam ejuſdem domini Regis exiſtentis in camera ſua ſui dicti Caſtrinovi, idem dominus Rex attentione ſalubris proviſionis advertens quòd primi parentes à paradiſo declinantes, per culpam in carne tranſgreſſionis abjectio in totam futuram ſobolem ad mortis pœnam propagata fragilitate transfuſa miſerè incertudinaliter dormivit, quod in hac lachrymarum valle mortales vitam in ipſius ſæculi tenebris, quæ nihil aliud videre ſinunt cruicoſa noſtra diſſolutione, & ſic

omnibus poſteris indicta lex mortis ejuſdem facta eſt æqualis & unica, quod inter reges & principes, non diſcernens ſeu edacitatis in fine morſu communiter & æquè pariter cuncta mordet : ideoquè piâ conſideratione revolvens ſuum incolatum prolongatum per dies in ejus curſu dubitati certi termini omninò inſcium, & vocatione peremptoriâ rationabiliter plus verendum, ut ejus animæ ad confitendum nomen domini de carcere feliciter educendæ ſibi talenti diſpenſatione providâ conſulat, & illum diem præveniendo noviſſimum ejus domini conſultâ ordinatione diſponat hora ſua tranſiturus, ſub ſpe divinæ clementiæ ad habitandum cùm beatam habitantibus manſionem; ipſe dominus Rex licet ægrotans corpore, ſanæ tamen mentis exiſtens, rectè loquens, & ordinatè diſpoſitus, de regno Siciliæ ultrà citraquè Farum, ac comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, necnon omnibus aliis terris, ſuis dominiis, juriſdictionibus, bonis & rebus ſuis quibuſlibet ſtabilibus & mobilibus ubicumque ſiſtentibus ſibi quoquomodo competentibus & competituris, coràm nobis judice, notario, teſtibuſquè prædictis, diſpoſuit prout infrà deſcribitur, & tale ſuum optimum condidit teſtamentum. In primis quia teſtamenti cujuſlibet inſtitutio principium eſſe dignoſcitur ſivè caput, inſtituit ſibi hæredem univerſalem Joannam duciſ-

sam Calabriæ, neptem ejus, primogenitam claræ memoriæ inclyti domini Caroli ducis Calabriæ ejusdem domini Regis primogeniti, in regno Siciliæ ultraquè Farum, necnon comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis ac omnibus aliis terris, locis & rebus suis stabilibus & mobilibus ubicumquè sistentibus sibi competentibus & quomodolibet competituris. Item spectabilem dominam Mariam similiter neptem suam, & ejusdem quondam domini ducis Calabriæ secundogenitam hæredem dumtaxat instituit in comitatu Albæ, necnon justiciaratu Vallis gratiæ, & terræ Jordanæ, cùm terris, castris, hominibus vassallis, planis, montibus, nemoribus, aquis aquarumquè decursibus, fructuariis, juribus & pertinentiis suis omnibus quibuscumquè, ac in unciis triginta millibus in pecunia tempore sui maritagii per competentes terminos exhibendis; de quibus eam contentam esse voluit, ita quod ultrà vel ampliùs de dicta ejus hæreditate petere non possit vel debeat ullo unquàm tempore quocumque jure, ratione seu causâ, seu alio quovis modo; quos quidem comitatum & justiciariatum præfata domina Maria tenere debeat in feudum immediatè & in capite ab eadem dominâ ducissâ & suis hæredibus seu regiâ curiâ, sub debito servitio ac etiam consueto : hâc tamen conditione, quod ubi præfata domina ducissa dabit & assigna-

bit ſeu dari & aſſignari faciat eidem dominæ Mariæ ſorori ſuæ vel alii pro ea in pecunia ſimili per terminos competentes uncairum decem millia in compenſatione dicti juſticiaratûs Vallis gratiæ & terræ Jordanæ ultrà dicta triginta millia unciarum, & dictus comitatus dicti juſticiaratûs remaneat dominæ duciſſæ pro ſe & hæredibus ſuis, & revertatur ad manus ipſius & ſuorùm hæredum prædictorum, dicto tamen comitatu modò remanente dominæ Mariæ cùm unciarum triginta millibus ſupradictis; & in præmiſſis caſibus altera alteri beneplacito & aſſenſu domini Regis præſentis renunciavit voluntar iè & expreſsè in bonis hæreditariis regiis ſupradictis & aliis quibuſcumque, præterquàm in caſu ſubſtitutionis infra ſcriptæ. Item voluit & mandavit dominus Rex quòd in caſu, quod abſit, quòd præfatam dominam Joannam duciſſam decedere contigerit quandocumquè liberis ex ſuo corpore legitimis non relictis, vel illis ſuperſtitibus ſine legitimis hæredibus decedentibus ſuccedat ſibi præfata domina Maria ſoror ejus vel hæredes ſui, ſeu hæredes hæredum ſuorum in regno Siciliæ ultrà citraquè Farum, ac comitatibus & omnibus aliis ſupradictis; & vice verſâ quandocumque, quod abſit, contingeret, præfatam dominam Mariam decedere liberis ex ſuo corpore non relictis, vel illis ſuperſtitibus ſine hæredibus legitimis decedentibus,

ſuccedat ſibi domina Joanna nunc duciſſa ſoror ejus primogenita, vel hæredes ſui ſeu hæredes hæredum ſuorum. In omnibus & ſingulis ſupradictis, & in ſubſtitutione præmiſsâ, altera ſimiliter alteri ſponte & libere ipſius Regis interveniente beneplacito & aſſenſu conſentiit; & voluerunt expreſsè illam exiſtere inviolabilis efficaciæ & vigoris; & pro majori robore firmitatis & pleniori cautelâ unam alteri ſubſtituit in caſibus ſupradictis, ac per fideicommiſſum rogavit eaſdem & voluit ſubſtitutiones ipſas valere omni viâ & modo quibus de jure meliùs valere poſſunt & debent; ità tamen quòd quarta trebellianica, falcidia, vel quæcumque alia, nullum in diſpoſitione præſenti & ſubſtitutione prædictâ vindicet quomodolibet ſibi locum. Item ſtatuit & voluit quòd in caſu quo dictam dominam Joannam duciſſam decedere, quod abſit, contingeret legitimis liberis ex ſuo corpore non relictis, illuſtris dominus Andreas dux Calabriæ, vir ejus, habeat & habere debeat principatum Salerni cùm titulo principatûs & fructibus, redditibus, juribus & pertinentiis omnibus quibuſcumque, ſibique ſuppleri dicto principatu computato uſque ad quantitatem integram cum redditu unciarum auri duorum millium, juxta tenorem privilegii proindè ſicut dicitur ſibi facti, tenendum per eum immediatè & in capite à domino Rege vel Reginâ

Siciliæ, qui vel quæ pro tempore fuerit ſub debito & conſueto ſervitio, ſecundum uſum & conſuetudinem dicti regni. Item, voluit & ordinavit corpus ſuum ſepeliri in eccleſiâ monaſterii ſui reginalis ſancti Corporis Chriſti de Neapoli, ubi provideatur de certâ ſpeciali eleemoſinâ, ſicut ſereniſſimæ dominæ reginæ Sanchiæ, conſorti ſuo & aliis executoribus infraſcript. ſui teſtamenti hujuſmodi viſum fuerit. Item, ſtatuit & mandavit quòd præfata domina Regina principaliter, necnon venerabilis pater dominus Philip. epiſcopus Cavallic. regni Siciliæ vice-cancellarius, ac magnifici viri dominus Philippus de Sanguinetto comes Alti fulminis, ſeneſchallus Provinciæ, dominus Gaufridus de Marſan comes Squallacii admiralus dicti regni, & Carolus Artus ſint & eſſe debeant gubernatores, diſpenſatores, rectores & adminiſtratores, vel quocumque alio modo & nomine meliùs cenſeri poſſunt de jure, dicti illuſtris domini Andreæ Regis, ducis Calabriæ ac præfatarum dominarum dominæ duciſſæ & dominæ Mariæ ſororum, & regni, comitatuum & aliorum omnium prædictorum, quouſque præfati domini dux & duciſſa ac domina Maria compleverint viceſimum quintum annum : ſic equidem quòd præfati domini dux & duciſſa, & Maria nihil debeant vel poſſint agere in judicio vel extrà judicium, contrahendo, dando vel alienando, ſeu aliàs

quomodocumque & qualitercunque, sine expressa conscientia & assensu principaliter ipsius Dominæ Reginæ & aliorum administratorum, rectorum, dispensatorum & gubernatorum præd. Quòd si interim usque post lapsum dicti vicesimi quinti anni secùs fortè fecerint, quod ipse Dominus Rex non credit neque intendit, ipso jure sit nullum, ac prorsùs vacuum & inane. Item, voluit & ordonavit quòd Domina Maria præfata debeat matrimonialiter contrahere cum inclyto Principe Ludovico præsente Rege Hungariæ, propter certas conditiones secretas quæ ipsum Dominum Regem movent, sicut expressit; quòd si dictum matrimonium aliquod impedimentum reciperet, propter matrimonium quod ponitur juratum & firmatum inter ipsum Dominum Regem Hungariæ & Regem Boemiæ, vel ejus filiam, nubere debeat cum primogenito excellentis Domini, Domini Joannis Ducis Normandiæ, primogeniti illustris domini Philippi præsentis Regis Francorum, vel in ejus defectu cum secundo genito Regis Franciæ supradicti, Item statuit & mandavit quòd omnes & singuli officiales & familiares sui cujuscumque conditionis & statûs remanere debeant & esse secundum gradum cujuslibet in servitio præfatorum Dominorum, Domini Ducis & Dominæ Ducissæ, ac Dominæ Mariæ; eo modo & sicut fuerant in servitio ejusdem Domini Regis, & ipsi

omnibus & quibuſcumque aliis præduci debeant & præferri ; & mandat expreſsè eidem Dominæ Reginæ principaliter necnon dictis gubernatoribus, diſpenſatoribus, rectoribus, adminiſtratoribus, quòd hoc procurent & faciant fieri ac effectualiter executioni mandari & tenaciter obſervari, &c.

Item, ſtatuit & ordinavit quòd prædicta Domina Regina ac domini Ph. Cavallic. archiepiſc. Phil. de Sanguineto amiratus regni, & Artus, ſupradicti ſint executores hujuſmodi ſuæ ultimæ voluntatis, quam valere voluit jure teſtamenti ; & ſi non valet vel valebit jure teſtamenti, valere debeat jure codicillorum, ac donationis causâ mortis, vel cujuſlibet alterius ultimæ voluntatis, alio jure & modo quibus meliùs valere poteſt & debet. Item, voluit & mandavit quòd ex prædictis gubernatoribus, rectoribus, diſpenſatoribus, adminiſtratoribus & executoribus, cum præfatâ Dominâ Reginâ ipſâ vivente, & intereſſe valente vel volente, ſive poſt mortem ipſius, duo tantùm aliis mortuis, vel modo aliquo nequentibus intereſſe prædictas gubernationem, regimen, diſpenſationem, adminiſtrationem, & executionem, ac omnia præmiſſa & ſingula, prout ſuperius exprimuntur ; exercere, exequi habeant, juxta votum teſtatoris jam dicti : concedens præfatus Dominus Rex dictis ſuis executoribus, vel duobus ex eis, ſicùt prædicitur, facultatem li-

beram & omnimodam poteſtatem authoritate propriâ capiendi bona ejus omnia mobilia ubicumquè conſiſtentia, ac etiam fructus, redditus & proventus, & jura regni & comitatuum prædictorum, præmiſſis ſuprà expreſſis dumtaxat exceptis, & illa ac illos vendendi, diſtrahendi, alienandi & faciendi, ſicùt meliùs pro executione integrâ dicti teſtamenti viderent expedire. Item, præfati Dominus Dux ac Domina Duciſſa & Maria ſoror ejus puberes ſe affirmantes, & ſic ex eorum aſpectu apparebat, in præſentiâ dicti Domini Regis noſtrique judicis, notarii, & teſtium ſupràſcriptorum, promiſerunt & juraverunt ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta, præmiſſa omnia & ſingula tenaciter & inviolabiliter obſervare, & nullo unquam tempore per ſe vel per alium quovis modo contra facere vel venire, recipientes ſibi ad invicem ipſam promiſſionem, & ſacramentum prædictum, meque notario tanquam perſona publica etiam recipiente promiſſionem eandem & ſacramentum ipſum à prædictis Domino Duce, ac Dominabus Duciſsâ & Mariâ ſorore ejus, & legitimè ſtipulantibus pro parte omnium & ſingulorum quorum intereſt & poterit intereſſe quoquomodo : in præmiſſis autem omnibus & ſingulis, non obſtantibus quibuſcumque legibus, conſtitutionibus, juribus, conſuetudinibus, ritibus, & quibuſcumque aliis præmiſſæ regiæ diſpoſitioni

seu ultimæ voluntati repugnantibus vel refragantibus quoquomodo sub quâcumque serie & expressione verborum, etiamsi de illis vel aliquo seu aliquo illorum vel illarum esset hìc specialis & expressa mentio facienda, quæ & quas in præsentiâ nostrûm qui suprà, judicis & notarii & testium præfatus dominus Rex, velut solutus legibus, de certâ suâ scientiâ, & regiæ potestatis plenitudine, quoad præmissa omnia & singula, nullius esse voluit & censuit roboris, efficaciæ vel vigoris, & habere pro specificatis, appositis & expressis, omnemque supplet defectum: ita & taliter, quod in omnem eventum hujusmodi sua dispositio, seu ultima voluntas vicem legis obtinens, præscripto modo, in omnibus & singulis effectum suum realiter & infallibiliter consequatur. In cujus rei testimonium prædictorum domini ducis, & dominæ ducissæ, & dominæ Mariæ sororis, ac omnium aliorum & singulorum quorum interest & poterit interesse, certitudinem & cautelam de præmissis, facta sunt ex eodem quatuor publica consimilia instrumenta, per manus mei notarii supradicti, signo meo solito signata, suscriptione mei qui suprà judicis, & nostrum subscriptorum testium subscriptionibus roborata; quæ scripsi ego qui suprà Mapillus Rufullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum regnum Siciliæ, eadem regiâ authoritate notarius, qui præmissis om-

nibus unà cum testibus subscriptis interfui, eaque rogatus scripsi, signoque meo consueto signavi, &c. anno, indictione, die vicesimo septimo Januarii, pontificatus subscr.

N.° 10.

1347. *Déclaration de la Reine Jeanne I.re, touchant l'inaliénabilité du domaine de Provence.*

IN nomine Domini, amen. Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo, die decimo nono februarii, primæ Indictionis. Noverint universi præsentes pariter & futuri. Excellentiæ dominæ nostræ dominæ Joannæ, Dei gratiâ, Jerusalem & Siciliæ reginæ, comitatuum Provinciæ, Forcalquerii ac Pedemontis comitissæ, in reginali Palatio civitatis Aquensis, videlicet in camera dictæ reginalis excellentiæ, in qua dicta reginalis excellentiæ existebat sedendo, barones & nobiles subscripti & syndici civitatis Aquensis, & centum eorum socii de civitate Aquensi prædicta eis adjuncti, ut consules dictorum syndicorum, quorum nomina dictorum baronum & nobilium, syndicorum & consiliario-

rum ſequuntur, ut ecce nomina dictorum baronum & nobilium : primò magnificus & potens vir dominus Raymundus de Agoult, miles ; dominus Vallis-Saltus & dictorum comitatuum ſeneſchallus, & ad guerram capitaneus generalis ; Iſnardus de Pontevez, dominus dicti loci ; Bonifacius de Caſtellana, dominus de Foſſis ; Nerimus de Vintimillo dominus du Verderia ; Bermundus de Vouta, dominus Caſtellionis ; dominus Bonifacius ſancti Martini ; dominus Guillelmus Fulcudius præpoſitus Graſſenſis ; dominus Jacobus Berengarii, miles de Aquis, & Raybaudus de ſancto Paulo dominus Caſtri Dupli : & nomina dictorum ſyndicorum hæc eſſe noſcuntur ; videlicet Mitrius Berengarius de Turribus Aquenſibus, Bernardus Thomarii, & Petrus Menſure, ſyndici, & ſyndicario nomine dictæ civitatis Aquenſis, ut aſſerunt : nomina dictorum ſociorum & conſiliariorum præfatorum, ſunt hæc ; dominus Joannes de Cario, juriſperitus, advocatus dicti conſilii & univerſitatis ejuſdem Aquenſis ; nobilis Hugo Monachi ; Bartholomæus de Groſſis, Petrus Vincentii, Aymerius de Samaria, & Blacacius de Pigono. Qui prædicti barones & nobiles ac ſyndici & conſiliarii dictæ univerſitatis Aquenſis prædictæ, ut dicunt, nominibus eorum propriis, & vice & nomine omnium illorum baronum & nobilium de comitatibus ſupra dictis, ac etiam vice & nomine omnium

aliarum universitatum, terrarum & locorum adjacentium dictis comitatibus eis adhærere volentium, in supra dictis & infra scriptis, in præsentia & audientia dictæ reginalis excellentiæ, flexis genibus exîstentes, devotè & fideliter suplicando postularunt & dixerunt. Ut cum ista provincia inter alias mundi provincias sit fidelis & devota, & fuerit pepetuò suo majori dominio & senhoriæ, ac esse intendatque, dignetur, & velit dicta reginalis excellentia benignè concedere & promittere prædictis postulantibus nominibus eorum propriis, ac vice & nominibus omnium aliorum baronum & nobilium, universitatum & locum dictorum comitatum Provinciæ & Forcalquerii; & aliorum locorum dictis comitatibus adjacentium eis adhærere volentium, in præmissis & subscriptis jurare ad sancta Dei Evangelia, quòd dicta Domina Regina non vendet, permutabit, donabit, seu pignori obligabit, aut titulo aliquo sive modo transferet dictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, vel aliquam civitatem, terram, villam, seu loca aliqua vel castra, infra dictos comitatus existentes, vel adjacentes eisdem comitatibus; per se vel alium directè vel per obliquum, aut alias quoquomodo alicui personæ mundi, collegio seu universitati, cujuscumque statûs, conditionis aut præeminentiæ existeret vel existere posset, promittat eis, eis juret si placet quòd ipsos

comitatus Provinciæ & Forcalquerii, seu loca dictis comitatibus adjacentia nunquam alienaverit, vendiderit, donaverit, permutaverit, pignori obligaverit, seu excambiaverit, vel aliquo alienationis titulo sive modo ea usque nunc per se vel per aliam personam ab ipsa interpositam alicui personæ mundi, collegio, seu universitati, cujuscumque conditionis, status, dignitatis seu præeminentiæ existat alienaverit; & si unquam contingeret, quod Deus avertat, quod dicta Domina Regina dictos comitatus vel alia loca dictis comitatibus adjacentia venderet, alienaret, donaret, vel excambiaret, pignori obligaret, aut quovis jure, titulo sive modo per subtile ingenium alienaret seu transferret in posterum, dictos comitatus vel loca adjacentia dictis comitatibus, vel forsitan alienaverit, ut est dictum, ad aliquam mundi personam, prout superiùs est expressum, quod dicta Domina nostra Regina ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, promittat & cum juramento conveniat dictis baronibus & nobilibus ac syndicis & consiliariis prædictis præsentibus postulantibus & solemniter recipientibus eorum propriis & quibus suprà nominibus eis adhærere volentibus, in præmissis & infra scriptis, ut est dictum, quod ipsa Domina vel ille in quem transferrentur vel alienarentur, non possint universitatem dictorum comitatuum Provinciæ & Forcalque-

rii tam nobilium quàm popularium personarum infrà dictos comitatus existentem, & loca adjacentia, vel singulares personas dictorum comitatuum & eis adjacentium compellere seu compelli facere per se vel alium directè, vel per obliquum, vel aliquod homagium vel fidelitatis sacramentum alteri quam sibi & dicto domino Carolo filio suo primogenito & ab ipsis legitimè descendentibus qui comites essent Provinciæ & Forcalquerii, non teneantur nec compelli possint: & prædicta Domina Regina & comitissa habito prius ejus consilio, statim dixit & respondit dictis baronibus, nobilibus ac syndicis & consiliariis nominibus eorum propriis, & quibus supra dictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, seu loca adjacentia eisdem usque ad præsentem diem per se vel per aliam ab ipsa personam interpositam, quovis jure, titulo sive modo nemini alienasse sive contulisse quoquomodo: sed volens gratificare dictis baronibus & nobilibus ac syndicis & consiliariis præsentibus & requirentibus, & solemniter stipulantibus per se quibus suprà nominibus, non vi & metu coacta, sed sua spontanea voluntate per solemnem stipulationem promisit dictis baronibus & nobilibus, ac syndicis & consiliariis prædictis, nominibus eorum propriis, & quibus suprà, prædictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, seu loca adjacentia eisdem, nullo unquam tempore, per

per ſe vel per ſummiſſimam perſonam ipſius alienare, ſeu in aliam perſonam, collegium ſeu univerſitatem transferre quoquomodo : dùm tamen ipſi barones & nobiles, ac ſyndici & conſiliarii, eorum propriis nominibus, & vice & nominibus quibus ſuprà, dictam Dominam Reginam & dictum dominum Carolum ejus filium primogenitum, & ſuos & deſcendentes ab eis dictorum comitatuum comites, & eorum bona & jura & honorem ſemper ſervent & deffendant contrà omnes perſonas cujuſcumque conditionis, dignitatis ac præeminentiæ ſint, fuerint, & eſſe poſſint, ſicut fideles ſui vaſſalli & homines, ſalvis ſemper eis omnibus libertatibus, franqueſiis, privilegiis, ac conventionibus quibuſcumque quas habent & conſueti ſunt habere ab ipſa Domina & prædeceſſoribus ſuis. Et ibidem in continenti dicti barones & nobiles, ac dicti ſyndici & conſiliarii promiſerunt, & ad ſancta Dei Evangelia juraverunt corporaliter & ſponte eorum propriis & quibus ſuprà nominibus dictæ reginali excellentiæ præſenti ſtipulanti, & ſolemniter recipienti pro ſe & dicto domino Carolo Martelli ejus filio primogenito, & ſuis & deſcendentibus ab eis dictorum comitatuum comitibus, eos & eorum bona, jura & honorem ſemper ſervare & deffendere contrà omnes perſonas cujuſcumque ſtatûs, dignitatis aut præeminentiæ ſint, fuerint,

Bertrando Albaroni de Tarascono, familiaribus dictæ dominæ nostræ Reginæ, Martino notario de Aquis.

N.° 11.

1348. *Contrat de vente de la Ville d'Avignon.*

IN nomine Domini, amen. Universis præsentes litteras seu præsens instrumentum publicum inspecturis, Joanna, Dei gratiâ, Hyerusalem & Siciliæ Regina, Provinciæ & Forcalquerii comitissa, & Domina civitatis Avenionensis, salutem & præsentibus perpetuam dare fidem. Notum facimus, quòd in præsentiâ notariorum publicorum infrà scriptorum ad & proximè infrà scripta coram nobis accersitorum specialiter, & vocatorum personaliter existentes, gratiâ, sponte & non coacta, non seducta, nec ab aliquo in aliquo circumventa, sed ex mera, libera & spontanea animi voluntate nostrâ super hoc ducta, & ex certâ nostrâ scientiâ, de & cum voluntate & consensu illustrissimi viri domini Ludovici de Tharenta, comitis Provinciæ, legitimi viri & mariti nostri, ad hæc præsentis & ad infrà scripta licentiam & autoritatem, si & quatenus, in hâc parte indigemus, nobis super omnibus & singulis sequentibus præstantis; vendimus, cedimus,

& ad perpetuum quittamus pro nobis & hæredibus ac successoribus nostris quibuscumque sanctissimo & beatissimo patri, domino Clementi, divinâ providentiâ Papæ VI. sacrosanctæ Romanæ ac universalis ecclesiæ Romanæ, venerabili viro magistro Guillielmo de Malesicco, clerico cameræ ipsius domini nostri Papæ ac procuratoris in hac parte per eundem dominum nostrum Papam, tàm pro se, quàm etiam nomine dictæ Romanæ ecclesiæ ad hæc legitimè constituto, ibidem præsenti & recipienti, ac pro ipso domino nostro Papâ, ejus successoribus ac ecclesiæ memoratis, super singulis infrà scriptis solemniter stipulanti, ac in ipsos dominum sanctissimum pontificem, ejus successores & ecclesiam prælibatam, titulo procuratorio perpetuæ venditionis transferimus irrevocabiliter pleno jure, ad habendum, tenendum & perpetuò ac pacificè possidendum per dictum dominum nostrum Papam & ejus successores ac Romanam ecclesiam suprà dictam, & aliter ad faciendum eorum omnimodam voluntatem, videlicet, civitatem nostram Avenionensem cum toto territorio & confinibus, quæ prætenduntur intra territoria & confinia castrorum ad Pontem Sorgiæ & de Vedena Castrinovi, & de Cavismontibus ex parte unâ, & comitatum Venessim ex aliâ, & territoria Castrinovarum, Castri Raynardi & de Berbentina ex aliâ; & territoria

castrorum Rupe Mauræ & Podii alti, Rupe fortis de Sado, & de termino ac flumine Rhodani, quantùm ad nos spectat, secundùm confinia & limites civitatis ejusdem ac territorii ipsius & reliqua; ac omnibus & singulis villis, castris, burgis, locis adjacentibus, pertinentiis & sequelis universis; hominibus, vassallis, emphiteutis, nomine homagiis, feudis retro - feudis, fortalitii, ingressibus & egressibus, ac omni dominio, & omni jurisdictione & justitiâ altâ, mediâ & bassâ, mero & mixto imperio, superioritate, omnique actione reali & personali ad nos pertinentibus ratione prædictæ civitatis Avenionensis & aliorum præmissorum, vel alicujus ex his infrà fines territorii & districtus ipsius civitatis consistentium, & cum omnibus & singulis censibus, redditibus, residentiis, juribus, deveriis, honoribus, servitiis, emolumenti & explectis, quos, quas & quæ habemus & habere possumus & debemus, quoquomodo ea ad nos spectant & pertinent, quacumque causâ seu ratione in civitate prædictâ ejusque territorio & districtu ac pertinentiis eorumdem; nihil actionis, petitionis, possessionis, proprietatis, dominii, jurisdictionis, meri & mixti imperii, honoris, ressorti, superioritatis, servitutis, emolumenti seu explecti, seu cujuscumque alicujus juris nobis seu successoribus nostris in prædictis, seu prædictorum aliquo penitùs retinendo; pro pretio vi-

deſicet octuaginta millium florenorum de Florentiâ, boni & legitimi ponderis.

§ 2. Quos quidem octuaginta mille florenos auri, nos dicta Regina venditrix, recognoſcimus publicè & in veritate legitimè confitemur nos habuiſſe & recepiſsè plenariè & integrè pro pretio ante dicto, per manum reverendi patris in Chriſto domini Stephani, Dei gratiâ epiſcopi ſancti Pontii, theſaurarii camerarii ejuſdem domini noſtri Papæ & apoſtolicæ ſedis, in bonâ & electâ pecuniâ numeratâ. Et de quo quidem pretio præfatum dominum Papam, & ejus ſucceſſores, atque eccleſiam Romanam pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris in perpetuùm ſolvimus, quittamus omninò, cum pacto ſolemni & valido per hoc ſuper nos interpoſito, de ulterius ab eiſdem domino Papæ, ejus & ſucceſſoribus & eccleſiâ Romanâ, causâ vel ratione hujuſmodi aliquid non petendo. Cujuſmodi pecuniam nos dicta Regina regnoſcimus in evidentem utilitatem noſtram ac pro neceſſariis & utilibus negotiis fuiſſe converſam.

§ 3. Et ex nunc quidquid dicta civitas Avenionenſis cum ejus territorio, pertinentiis & diſtrictu, juribus ſupradictis plus valet ſeu in futurum plus valebit pretio ante dicto; conſiderantes quod ſecundum apoſtolum verba Domini Jeſu memorantem, beatius eſt dare, quam accipere; ideo

præfato domino summo Pontifici & dicto ejus procuratori recipienti & stipulanti ut supra, ac dictæ ecclesiæ Romanæ ex certâ scientiâ, donatione purâ, simplici & irrevocabili facta cum insinuatione præsentium, solemniter inter vivos totum illud plus meliori modo & formâ, quibus possumus, damus, cedimus, concedimus ad perpetuùm, ac penitùs quittamus & donamus.

§ 4. Cedentes nihilominus & quittantes nos dicta Johanna regina prædicta sanctissimo patri & domino nostro Papæ, ejus successoribus, ac Romanæ ecclesiæ prælibatæ, ac in eos transferentes titulo & causâ prædictis, perpetuò, totaliter, pleno jure, omnia jura, nomina & actiones quascumque & quidquid juris, actionis, jurisdictionis, meri & mixti imperii, honoris, superioritatis, ressorti, censûs, redditûs, residentiæ, servitii, emolumenti & explecti, proprietatum, cognitionis, possessionis & deverii habemus, habere debemus & possumus, quacumque causâ seu ratione in dictâ civitate Avenionensi, ejusque territorio ac districtu, villis, burgis, locis, adjacentiis, confinibus, sequelis & pertinentiis eorumdem, ratione civitatis Avenionensis, ac in & cum omnibus hominibus, vassallis, subditis nostris, civitatis, territorii & districtûs ipsius, cujuscumque conditionis existant, necnon ordines, actiones reales & personales, mixtas, utiles

prætorias ac civiles nobis & nostris immediatè competentibus & competituris in præmissis omnibus & singulis ; ac contra quascumque personas, ratione & occasione præmissorum seu alicujus ex eis.

§ 5. Ac insuper prædictum dominum nostrum sanctissimum Pontificem, ejusque successores ac Romanam ecclesiam memoratos ex nunc facimus & constituimus in omnibus & singulis prædictis, veros dominos proprietarios, possessores, procuratores, actores ut in rem suam propriam, devestientes nos de civitate prædicta, ejusque territorio & districtu, pertinentiis, & sequelis, ac omnibus aliis universis & singulis, sicut præmittitur, per nos venditis perpetuò & quittatis, & de omni jure nobis & nostris in præsenti & in futurum quomodolibet & competenti & competituro in eisdem ; præfatum dominum nostrum Papam in personam dicti procuratoris sui ibidem præsentis & recipientis, ac vice, loco, nomine & autoritate ipsorum domini nostri Papæ, ejus successorum & Romanæ ecclesiæ in hac parte solemniter stipulantium, per traditionem annuli nostri de eisdem liberaliter investimus ; constituentes nos nihilominus ex nunc præmissa omnia & singula sic per nos vendita ut præfertur, ipsius domini nostri Papæ & ejus successorum & ecclesiæ Romanæ precario nomine &

vice, & non aliter nec aliàs nos à modo tenere ; & etiam possidere, donec possessio vel quasi dictæ civitatis fuerit per ipsum dominum nostrum Papam, vel ejus successorem, vel alium seu alios nomine ipsorum realiter apprehensa ; dantes & concedentes plenariam & liberam potestatem, memorato domino nostro Papæ, à modo per se vel alium seu alios dictæ civitatis & territorii ac districtûs, villarum, locorum, homagiorum, recognitionum, & aliorum præmissorum, juriumque & pertinentiarum eorundem possessionem vel quasi pacificam, liberam & quietam, autoritate propriâ quandocunque voluerit apprehendendi, & perpetuò penes se retinendi.

§. *6.* Mandantes nihilominus per præsentes, hominibus & vassallis, emphiteutis ac subditis universis & singulis prædictæ civitatis & ejus territorii, mandamenti & districtûs, pertinentiarumque ejus, cujuscumque fuerint conditionis, ut à modo eisdem domino nostro Papæ, ejusque successoribus ecclesiæ Romanæ prælibatæ respondeant, pareant, obediant efficaciter & intendant ; tanquam vero domino civitatis ejusdem, territorii, districtûs, pertinentiarumque ipsius, ac cum ipso, ejusque successoribus & ecclesiâ Romanâ prædictâ deinceps in omnibus & per omnia perpetuò sequantur. Et prædictos vassallos, emphiteutas, ho-

mines & ſubditos cujuſcumque conditionis exiſtant, à ſacramento fidelitatis & ab aliis juribus quibuſcumque, ad quæ nobis ratione dictæ civitatis & territorii, diſtrictûs & pertinentiarum ejuſdem quoquomodo, ſive ratione eorumque tenent infra civitatem, territorium ſeu diſtrictum ejuſdem ex quacumque causâ tenebantur ac teneri poſſunt & debent, ex nunc pro nobis & noſtris prædictis, ſolvimus, liberamus penitùs, perpetuò atque quittamus, cum pacto valido & ſolemni per nos ſuper hoc legitimè interpoſito, de alterius aliquid ab eis ſeu eorum aliquo modo à modò in perpetuùm non petendo; quòd ſi faceremus, quod abſit, volumus non audiri aliquatenus, nec admitti, imò perpetuum ſilentium nobis & noſtris prædictis ſucceſſoribus imponimus in hac parte.

§. 7. Promittimuſque inſuper nos Johanna regina præfato domino Papæ & ejus procuratori prædicto pro ipſo domino ac ejus ſucceſſoribus & eccleſiâ prædictâ ſuper hoc ſtipulanti, ſtipulatione ſimiliter interpoſitâ : prædicta omnia & ſingula ſicut prædicitur, per nos eis vendita, tam in poſſeſſione, quàm in proprietate legitimè defendere & perpetuò guarentire, & ea in pace tenere ab omnibus & contra omnes, & omni domino, dominio, communi, collegio, univerſitate, lite, queſtione, causâ, calumniâ, brigâ, controverſiâ, ſaiſinâ,

evictione universali & particulari, amparamento, perturbatione, & alio impedimento quocumque. Promittimus etiam (ut supra) litem, debatum seu controversiam non facere aut fieri permittere aut procurare in futurum, per nos vel alium seu alios contra dominum Romanum Pontificem memoratum, qui nunc est, & qui pro tempore erit, seu ecclesiam Romanam prædictam, aut eorum gentes vel officiales quoscumque, quoquomodo ratione præmissorum seu aliquo eorumdem, causâ vel occasione quacumque, imò omnem causam, litem, brigam, controversiam, si quæ in posterum moverentur per aliquem seu aliquos, contra prædictum dominum Papam seu ejus successores ac ecclesiam Romanam, ratione præmissorum, seu aliquorum ex eis in nos totaliter assumere, & in expensis nostris propriis, ac sine ipsius domini ejusque successorum ac ecclesiæ Romanæ aliquibus custibus & expensis usque ad finem debitum prosequi & finire, nihilominusquè ea omnia & singula damna & interesse pariter & expensas quæ & quas memoratus dominus Papa, seu ejus successores, aut ecclesia Romana, ob eam causam & defectum guarantiæ hujusmodi quomodo libet facerent seu substinerent in futurum, promittimus legitimè & bona fide eidem domino nostro & eidem procuratori, ut supra stipulanti, reddere, solvere, emendare, refun-

dere, & resarcire omninò, idque simplici verbo etiam domino Papæ, seu ejus successoribus, de damnis, interesse & expensis hujusmodi stare, credere efficaciter & parere, ut sufficienti probationi; non obstante jure dicente, quod aliquis in causâ suâ propriâ judex, testis & arbiter esse nequit, cui juri certioratæ ei expressè renunciamus in hac parte.

§. 8. Cæterum nos dicta Regina certificata prius legitimè, quid sonant renunciationes sequentes, & de effectibus earum, renunciamus deliberatè & consultè, ac expressè omni exceptioni doli, fraudis, læsionis & venditionis exceptæ per nos sicut præmittitur, de prædictis non factæ non habitæ nec receptæ per nos; nec numeratæ pecuniæ ob causam prædictam & omni speciei numerationis & exceptionis futurorum actioni & exceptioni in factum, & juri per quod læsis & deceptis ultrà dimidium justi pretii vel aliter quomodolibet, subvenitur, beneficio minoris ætatis, & restitutioni in integrum, si nobis forsam competeret in hâc parte; & L. Juliæ de fundo dotali non alienando, & omni alii juri & privilegio in favorem mulierum introducto quomodolibet & introducendo, & omnibus juris legibus, authenticis, & glossis in toto corpore utriusque juris canonici & civilis contentis, statutis & consuetudinibus patriæ sive loci quibuscumque, per quæ hæc præsens venditio, donatio hujusmodi

possent cassari, infringi, irritari & aliter quomodolibet annullari in totum vel in aliquâ parte suâ etiam minimâ, de quibus in præsentibus litteris seu instrumento publico expressam oporteret fieri mentionem, & specialiter alii juri, per quod cassatur invalida renunciatio generalis, nisi quatenus in contractu esset expressa.

§. 9. Pro quibus omnibus & singulis sicut præscriptum est tenendis per nos & faciendis, complendis, attendendis & inviolabiliter observandis, nos dicta Regina venditrix, hæredes & successores nostros jure pignoris & hypothecæ obligamus, afficimus, & adstringimus, ac specialiter & expressè Regna nostra Hyerusalem & Siciliæ, comitatus nostros Provinciæ & Forcalquerii, & alias terras nostras omnes & singulas ubicumque sint & existant, & omnia alia bona nostra mobilia & immobilia, præsentia & futura, quocumque nostro nomine dici possint; quæ quidem regna, bona, terras, & alia supra dicta constituimus nos prædicto domino Papæ emtori, & successoribus ac ecclesiæ Romanæ prædictæ precario nomine possidere, donec possessio dictæ civitatis in ipsum dominum Papam vel successores suos, vel alium seu alios, ejus & dictæ ecclesiæ Romanæ nomine fuerit apprehensa.

§. 10. Prætereà si aliquod dubium vel obscurum

esset, vel fositan emergeret in futurum in & super præmissis & ea tangentibus; nos dicta Regina volumus pro voluntate nostrâ, & ex certâ scientiâ concedimus, quod ille dominus memoratus illud illi possit interpretari; cujus declarationem & intellectum haberi volumus pro voluntate nostrâ; ac legis habere vigorem efficaciamque perpetuam obtinere, perinde ac si ore nostro proprio expressissemus.

§. 11. Volumus etiam & concedimus, quod fiant super his litteræ aut instrumenta sigillo nostro sigillanda melioribus modo & formâ, quibus fieri poterunt & dictari de & cum consilio sapientum, volentes & constituentes insuper nos supra dicta Regina, si cùm quando & quoties opus fuerit, nos, hæredes, successores nostros quoscumque, cogi & compelli ad observantiam omnium & singulorum prædictorum per auditores, vice-auditores, locumtenentes, officiales & commissarios curiæ domini nostri Papæ, & per quascumque alias ecclesiasticas personas, ecclesiastica censura & per brachium seculare, strictiori & firmiori modo, quo fieri poterit conjunctim, & divisim semel & pluries uno & eodem tempore vel diversim aut meliùs visum fuerit expedire, & per solam exhibitionem seu ostênsionem præsentium litterarum.

§. 12. Jurantes nihilominus nos dicta Regina tactis sacro-sanctis Evangeliis manu nostra, contra præsentem venditionem & donationem ac contractum ratione minoris ætatis vel alias ullatenus in posterùm non venire, nec aliquid per nos vel alium seu alios facere vel procurare clam vel palam, directè vel indirectè, propter quod venditio, donatio, translatio, cessio & quittatio hujusmodi possent aliquatenus vel in toto vel in parte infirmari vel etiam irritari.

§. 13. Postquam incontinenti nos memorata Regina pro securitate & cautelâ præfati sanctissimi domini nostri Pontificis & ecclesiæ Romanæ, tenore præsentium facimus & constituimus procuratores nostros veros & legitimos in meliori formâ, videlicet venerabiles viros & discretos dominum Bernardum de Noxia, archidiáconum Antverpiensem in ecclesiâ cameracensi, præpositum & sacristam ecclesiæ Beatæ Mariæ de Damno, decanum & sacristam sancti Grigoli Avenionensis diocesis, qui nunc sunt, & qui pro tempore erunt; magistrum Petrùm de Menantio, cadurcensem, & Guillielmum de Bordiâ Agennensem ecclesiarum canonicos; & Joannem de Nayvaro, licentiatum in legibus, licet absentes tanquam præsentes, & eorum quemlibet in solidum, ita tamen, quod non sit conditio melior occupantis, sed quod per unum eorum inceptum

tum fuerit, per alium ſeu alios eorumdem proſequi, & mediari valeat & finiri; ad comparendum pro nobis & noſtro nomine ad omnes dies, loca & horas, quandocumque, quotieſcumque & ubicumque; ad confitendum & recognoſcendum coram dicto Auditore curiæ cameræ domini noſtri Papæ, ejuſque locumtenente & commiſſario quolibet ipſius, ſive judice vel judicibus aliis quibuſcumque & eorum quolibet, circa omnia & ſingula ſuper illis in præſenti inſtrumento contenta; cum omnibus expenſis, damnis & intereſſe, ſi quæ eſſent vel fierent per ipſum dominum noſtrum ſeu ejus ſucceſſores ac Romanam eccleſiam in futurum, prout ſupra tactum eſt occaſione præmiſſorum, & juriſdictione omnium & ſingulorum judicum prorogandi; in quos & in eorum quemlibet ex nunc tanquam in proprios judices conſentimus, ut poſſint nos & noſtros ſucceſſores condemnare, mulctare & excommunicare, & omnem juriſdictionem pro præmiſſis in nos ac noſtros prædictos exercere eccleſiaſticam vel civilem; & ad ſubmittendum nos, ſupra dictos hæredes ac ſucceſſores ac Regna noſtra quæcumque eccleſiaſtico interdicto, & aliter juriſdictioni & mero examini eorum & cujuſlibet eorumdem; & ad audiendum & recipiendum pro nobis & noſtro nomine ac noſtris ſuprà dictis omnem condemnationem, præceptum,

monitionem, novumque terminum longum vel brevem, ac excommunicationis ſententiam in nos & noſtros prædictos, & interdictum in ipſa regna noſtra ac terras noſtras quaſcumque & comitatus prædictos, & alia remedia, quæ de jure poſſent ſuper hoc adhiberi de omnibus & ſingulis ſupra dictis loco & tempore, per dictos judices, ſeu alterum eorumdem; & ad volendum & conſentiendum, quod ipſe auditor, vice-auditor, locumtenens & commiſſarius, & alii judices in & contra nos, hæredes & ſucceſſores noſtros prædictos excommunicationis ſententiam ferant, ac in regnis, comitatibus, terris & aliis bonis noſtris ſupra dictis interdictum eccleſiaſticum apponant, ac cenſuram eccleſiaſticam aggravent & promulgent, & quoſcumque alios proceſſus faciant pro præmiſſis; & generaliter ad omnia talia & univerſa & ſingula & facienda & dicenda, quæ nos faceremus & diceremus, ſi perſonaliter præſentes eſſemus; promittentes nos dicta Regina notariis publicis infra ſcriptis & publicis perſonis, necnon dicto procuratori ut ſupra ſtipulanti ſolemniter nomine illorum omnium quorum intererit, pro nobis ratum & gratum habituros, quicquid per dictos procuratores noſtros aut eorum alterum actum, factum, recognitum, confeſſatum, ſubmiſſum, receptum, ſuſceptum & geſtum fuerit, vel alias quomodolibet procuratum;

& eoſdem procuratores non revocare, imò præmiſſa omnia & ſingula tenere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere aliquatenus in poſterum vel venire per nos vel per interpoſitam perſonam, ſub omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum obligatione & hypotechâ.

§. 14. Cæterum nos Ludovicus de Tharentâ ſupra nominatus, comes Provinciæ, & maritus legitimus præfatæ Reginæ comitiſſæque, omnibus univerſis & ſingulis, prout ſuperiùs ſcripta ſunt per eandem conſortem noſtram chariſſimam, de & cum licentiâ & authoritate noſtrâ, aſſenſu pariter & conſenſu per nos eidem primitus in hâc parte liberaliter præſtitis & conceſſis cum omnia & ſingula præmiſſa agerentur & fierent: ibidem in præſentiâ notariorum publicorum ac teſtium infra ſcriptorum perſonaliter; & ea audientes, pleniuſque intelligentes ac recognoſcentes & confitentes publicè & legitimè penitus eſſe vera; ſponte, providè & ſcienter ac deliberatè, conſultè ac expreſsè in eiſdem omnibus, univerſis & ſingulis noſtrum liberum impartimus aſſenſum pariter & conſenſum, & nihilominus ad inſtantiam & requeſtam præfatæ Reginæ, comitiſſæque, conſortis noſtræ chariſſimæ; quantum in nobis eſt, & ad nos pertinet, melioribus jure, modo & formâ, quibus poſſumus, eadem omnia, univerſa & ſingula ex cer-

tâ ſcientiâ noſtrâ laudamus, approbamus, omologamus, authoriſamus, & ratificamus, expreſsè pro nobis ac hæredibus & ſucceſſoribus noſtris quibuſcumque : & ea volumus valere & tenere ac habere perpetui roboris firmitatem ; & in ſingulis prædictis nos efficaciter obligamus ſub omni juris & facti renunciatione pariter & cautelâ ; eaque bonâ fide tenere promittimus & inviolabiliter obſervare, & contra in aliquo nunquam facere vel venire, ratione minoris ætatis vel aliter, ſeu aliquid attentare quoquo modo, nec contra venire volenti aliquatenus conſentire, ſeu aliter dare opem, operam, conſilium, auxilium vel favorem verbo vel facto per nos, alium ſeu alios, clam vel palam, directè vel indirectè ; ſub bonorum noſtrorum omnium præſentium & futurorum obligatione & hypotechâ, procuratore ſupra nominato ac notariis infra ſcriptis vice & nomine dicti domini noſtri Papæ & ejus ſucceſſoribus ac Eccleſia Romana prælibata ſuper omnibus & ſingulis prædictis & infra ſcriptis ſolemniter ſtipulantibus in hac parte.

§. 15. Et ſi forſitan aliquid contra prædicta ſeu aliqua ex eis (quod abſit) in futurum nos ſeu hæredes ac ſucceſſores noſtros facere vel attentare quoquomodo contingeret, volumus & expreſsè concedimus, nos & hæredes noſtros ac ſucceſſores prædictos de evictione totali ſupra dicta domino

noſtro Papæ præfato, ejuſque ſucceſſoribus ac ſanctæ Romanæ Eccleſiæ teneri omninò ex hoc totaliter repelli. Et inſuper nos Ludovicus comes præfatus modo ſimili, quemadmodum prædicta Regina comitiſſaque chariſſima conſors noſtra cameræ domini noſtri Papæ & aliorum judicum eccleſiaſticorum & ſecularium quorumcunque ſe ſuppoſuit ac voluit compelli per auditores, vice-auditores, locumtenentes, & commiſſarios eorumdem, & per alios quoſcumque judices eccleſiaſticos & ſeculares, conjunctim & diviſim, prout ſuperius plenius habetur; nos etiam pari modo & forma compulſioni & correctioni prædictæ nos & noſtros ante dictos atque terras noſtras quaſcumque ſupponimus ac ſubmittimus, & volumus per eoſdem auditores, vice-auditores, locumtenentes & commiſſarios, & quoſcumque alios prælibatos ac eorum quemlibet cogi & compelli. Et nihilominus ad actus omnes & ſingulos ad quemlibet eorum in ſolidum pro nobis faciemus & conſtituimus procuratores noſtros in meliori formâ per præſentes: quos quidem procuratores noſtros promittimus, ut ſupra, nullatenus revocare, imò præmiſſa omnia atque ſingula ſervare, ſub bonorum noſtrorum omnium præſentium & futurorum expreſsâ obligatione.

§. 16. In quorum omnium præmiſſorum nos Johanna regina comitiſſaque, & Ludovicus comes con-

ſortes præfati præſentes litteras ſeu præſens publicum inſtrumentum fieri fecimus & mandavimus per notarios publicos, ac ſigillorum noſtrorum unà cum ſigillis, ſignis & ſubſcriptionibus ſolitis notariorum eorumdem, noſtrum fecimus apponi ſigillum. Acta verò fuerunt hæc Avenione, in domo habitationis noſtræ, die 12 Menſis Junii 1348, Indictione primâ, pontificatus præfati domini noſtri papæ Clementis VI. anno ſeptimo: præſentibus dicto reverendo in Chriſto Patre ac domino Stephano, epiſcopo ſancti Pontii theſaurario; ipſius domini papæ camerario, Nicolao de Acherolio, milite; & Johanne de Cerano, juriſperito in legibus, conſiliariis noſtris Reginæ & comitis prædictorum; magiſtris Bertrando de Channaco, clerico cameræ apoſtolicæ Privacenſi, & dictæ Johannæ reginæ ſcriptore, pœnitentiario domini noſtri Papæ ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.



N.° 12.

Extrait des Lettres-patentes de l'Empereur Charles IV, portant confirmation de la vente d'Avignon, datées de Goerliz, 1.er Novembre 1348; tiré de la première vie du Pape Clément VI, dans Baluze, Hiſt. Pap. Aven. tom. I, p. 263. 1348.

CIVITATEM etiam Avinionenſem cum ſuo territorio à Johanna, regina Siciliæ, ad quam per priùs ſpectabat, tenebaturque in feudum ab imperio, pro Romana eccleſia dato magno pretio emit, conſenſu tamen & voluntate memorati Karoli regis Romanorum in imperatorem electi; qui etiam auctoriſando, approbando, & confirmando emptionem hujuſmodi, voluit & conceſſit quod in perpetuùm pertinerent ad jus & proprietatem dictæ eccleſiæ & præfati Papæ ſuorumque ſucceſſorum canonicè intrantium, quodque per eos liberè teneantur & poſſideantur in franco allodio, nec proipſis homagium ſeu fidelitatem, ſervitium ſeu recognitionem cuiquam in poſterum facere teneantur. Et in ſignum adeptæ poſſeſſionis & tranſlationis dominii eorumdem, de domo communi ſita juxta eccleſiam ſancti

Petri Avinionensis arma dictæ Reginæ in ea affixa amota fuerunt, & in ipsorum loco arma ipsius Papæ apposita & affixa. Quod quantum eidem Romanæ ecclesiæ utile & fructuosum extiterit inæstimabile est, cùm hodiè non habeat locum alium in toto orbe in quo liberiùs & securiùs commoretur, ut de ipsius solemnitate ac situs commoditate taceatur.

N.° 13.

1350. *Premier Edit de révocation de la Reine Jeanne, de toutes ses aliénations.*

JOHANNA, Dei gratiâ, &c. Ad conservanda patrimonia subjectorum, ne delapidentur, student principes subjectis ætate minoribus auxilium restitutionis impendere : quanto magis studio debent intendere, ut eorum patrimonia tueantur, &c. Regum sapientissimus, recolendæ memoriæ, dominus rex Robertus avus noster, & comes comitatuum Provinciæ & Forcalquerii provido suo edicto statuit, & sacramento firmavit, nullam alienationem, nullam concessionem, vel donationem de terris & locis, jurisdictionibus, juribus suis domanialibus comitatuum eorumdem factas, aut fortasse fiendas imposterum, per se hæredesque suos, in,

ſeu de comitatibus antè dictis valere, tenere, aut alicujus roboris firmitatis ſubſiſtere, hæredes etiam ſuos eoſdem obligans ad præmiſſa ſervanda, &c. Verùm poſt obitum ejuſdem domini avi noſtri, ad nos hæreditario jure dictis comitatibus devolutis, operante malitia temporum, noſtra excellentia, nonnunquam ex importunitate potentium, nonnunquam de fragilitate noſtri ſexûs & ætatis ſubducta, & per diverſas aſtutias circumventa, de comitatuum ipſorum noſtrorum terris, caſtris, juriſdictionibus noſtris domanialibus, conceſſiones, dominationes, & alienationes in alias perſonas fecit, concedendo illis privilegia, tamquam bene meritis, & in recompenſationem ſervitiorum ipſorum, cum aliquorum ex eis nulla merita vel ſervitia præceſſerint. Verumtamen ne adhuc nobis in majori ætate conſtitutis, ex ſeductione aut fragilitate ejuſdem, per excellentiam noſtram, fiant modo ſimili conceſſiones, donationes, remiſſiones noſtrotum jurium, & alienationes prædictæ; propterea cupientes modis omnibus ſalubriter obviare: pro bono ſtatu noſtrorum fidelium eorumdem comitatuum, quorum intereſt potiùs immediatè ſub nobis vivere, quam in alios per nos transferri, & ut nobis & fiſco noſtro provideamus, &c. præſenti noſtro edicto, quod tactis ſacroſanctis Evangeliis corporaliter validamus, ſtatuimus, & declaramus, de certa noſtra

ſcientia, omnes & ſingulas donationes, remiſſiones, conceſſiones, infeodationes, & quovis titulo aut contractu alienationes jam factas per noſtram excellentiam, à tempore dicti domini avi noſtri, aut fortaſſe fiendas impoſterum, ſive per Dominum virum noſtrum regem, noſtra auctoritate firmatas, de civitatibus, terris, caſtris, baſtitis, aliiſque locis mero ſeu mixto imperio ipſorum comitatuum, per modum alienationis, &c. fore, fuiſſe & futuras nullas, vacuas, irritas, & inanes, tanquam factas per nos deceptam, & in ætate minori conſtitutam, contra edictum regium avitum præfatum, & per importunitatem potentium, &c. in præjudicium & enormem jacturam noſtræ reipublicæ, &c. Datum Neapoli, anno domini M. CCC. L. die decima quinta ſeptembris, quarta Ind.

N.° 14.

1365. *Second Edit de révocation des aliénations faites par la Reine Jeanne.*

JOHANNA, Dei gratiâ, regina Jeruſalem, Siciliæ; ducatûs Apuliæ & principatûs Capuæ *Provinciæ*, Pedemontii ac Forcalquerii comitiſſa, univerſis præſentis edicti ac declarationis & intentionis noſtræ

ſeriem inſpecturis, tam præſentibus quam futuris. Quæ in diſpendium perſæpe noſtrorum fiſcalium jurium & emolumentorum ac in diminutionem hæreditatis noſtræ importunis plurimorum inſtantiis minus conſultè & inadvertenter conceſſimus, ſatis dignè illa per maturæ reformationis conſilium in melius reducendo, dirigimus & ad ipſorum fiſcalium jurium & emolumentorum reintegrationem debitam revocamus. Sane infrà clauſtra mentis noſtræ noviter revolventes, & in debita meditatione penſantes quod ex conceſſionibus & alienationibus factis huc uſque in comitatibus noſtris Provinciæ & Forcalquerii reſpublica læſa noſcitur & dicta particularis hæreditas regiæ domûs noſtræ ipſorum comitatuum multipliciter eſt exhauſta, adeo quod nihil quaſi videtur nobis competere in eiſdem. Et propterea conſiderantes, quod ſecundùm jura non debet pudere principem ſe corrigere qui poſitus eſt aliorum vitam reformare, ut munda ſit manus quæ ſordes diluit alienas : attento etiam quod in hac parte movemur ex eo quod claræ memoriæ D. Robertus Dei gratiâ Jeruſalem ac Siciliæ rex illuſtris, reverendus dominus avus noſter, certo modo fieri prohibuit hæredibus & ſucceſſoribus, ſub verbis comminatoriis perpetuæ benedictionis ſuæ, in reſcripto ſuo propriæ manus appoſitis & expreſſis, tales alienationes, permutationes,

donationes seu quomodocumque dici possent in comitatibus antedictis : idcirco cognoscentes nos minus consultè egisse, & intendentes omnino reformare indecenter facta, quæ omissibiliter transivimus facienda; & alias intendentes ejusdem domini avi nostri vestigiis inhærere, & cum ipsius salubribus beneplacitis concurrere, ejusque jussionibus feliciter obedire, prævia consulta deliberatione & maturitate discussa assistentis nobis consilii, præsenti edicto & ordinatione firmiter valitura statuimus, ordinamus & volumus, ac jubemus & declaramus apertè, omnes civitates, terras, castra, casalia, villas & loca, aliaque domanialia bona & jura quæcumque, quæ per ipsum dominum nostrum avum, quam diu vixit usque ad tempus & tempore mortis suæ in regali & in regio domanio & dominio in comitatibus prædictis tenebantur ac tentæ & possessæ fuerunt quoad domanium & proprietatem ipsorum, ac quæ per eum tenta fuerunt debere in eodem domanio & dominio ipsorum comitatuum perpetuò remanere, & ad ipsum domanium regium & dominium reintegrata esse declaramus & decernimus ipso jure pariter & reducta : ipsasque civitates, terras, castra, casalia, villas & loca ac domanialia bona & jura quæcumque sicut ad ipsum regale domanium & dominium prædictorum comitatuum pertinuerunt de certa nostra scientia

vigore præſentium integramus, unimus & integrando ac uniendo reducimus : eaque ſimul cum civitatibus, terris, caſtris & bonis & juribus domanialibus aliis dictorum comitatuum declaramus, jubemus & volumus de ipſa noſtra certa ſcientia perpetuò retineri ; cùm ſatis expediat utilitatibus publicis atque noſtris civitates ipſas, terras, caſtra, caſalia, villas & loca, jura & bona quæ patrimonium principum eſſe cenſentur in eodem domanio & dominio retineri, &c. quorum alienatione dicta reſpublica notoriè læſa eſt & aſſiduè læditur, & paſſim jura noſtra regalia diſpendialiter minorantur. Datum Neapoli, per manus nobilis Thomæ de Buffalis, locum-tenentis protonotharii regni Siciliæ, anno Domini MCCCLXV. die XXIV. maii, III Indictionis, regnorum noſtrorum anno vigeſimo tertio.

N.° 15.

Troiſième Edit de la Reine Jeanne, portant révocation de ſes aliénations. 1365.

JOANNA, Dei gratiâ, regina Jeruſalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ, & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſa, ſeneſchallo

comitatuum noſtrorum Provinciæ & Forcalquerii, vel eorum loca tenentibus præſentibus, & futuris fidelibus noſtris gratiam, & bonam voluntatem. Scire vos facimus quòd noviter edictum noſtrum ſeu quandam ordinationem ac revocationem factam in ſerie ſubſequenti: Joanna, Dei gratiâ, regina Jeruſalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ, & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſa univerſis præſentis edicti, ac declarationis & intentionis noſtræ ſeriem inſpecturis, tam præſentibus quàm futuris. Quæ in diſpendium perſæpe noſtrorum fiſcalium jurium, & emolumentorum ac in diminutionem hæreditatis noſtræ importunis plurimorum inſtantiis minus conſultè & inadvertenter conceſſimus, ſatis dignè illa permaturæ reformationis conſilium in melius reducendo dirigimus, & ad ipſorum fiſcalium jurium, & emolumentorum reintegrationem debitam revocamus. Sane infra clauſtra noſtræ mentis noviter revolventes, & in debita meditatione penſantes quod ex conceſſionibus & alienationibus factis hucuſque in comitatibus noſtris Provinciæ & Forcalquerii reſpublica læſa & dicta peculiaris hæreditas reginalis domus noſtræ ipſorumque comitatuum multipliciter eſt exhauſta, adeo quod nihil quaſi videtur nobis competere in eiſdem: & propterea conſiderantes quod ſecundùm jura non debet pudere principem ſe cor-

rigere qui poſitus eſt aliorum vitam reformare, ut munda ſit manus qui ſordes diluit alienas; attento etiam quod in hac parte movemur ex eo quod claræ memoriæ dominus Robertus, Dei gratiâ, Jeruſalem & Siciliæ rex illuſtris reverendus dominus avus noſter, certo modo fieri prohibuit hæredibus, & ſucceſſoribus ſub verbis comminatoriis perpetuæ benedictionis ſuæ in reſcripto ſuæ propriæ manus appoſitis, & expreſſis tales alienationes, permutationes, donationes, ſeu quomodocumque dici poſſint in comitatibus ante dictis. Idcircò cognoſcentes nos minus conſultè egiſſe, & intendentes omnino reformare indecenter facta quæ omiſſibiliter tranſivimus facienda, & alias intendentes ejuſdem domini avi noſtri veſtigiis inhærere, & cum ipſius ſalubribus beneplacitis concurrere ejuſque juſſionibus filialiter obedire: prævia conſulta deliberatione, & maturitate diſcuſſa aſſiſtentis nobis conſilii, præſenti edicto, & ordinatione firmiter valitura ſtatuimus, ordinamus, volumus & jubemus ac declaramus apertè omnes civitates, terràs, caſtra, caſalia, villas & loca, aliaque domanialia bona, & jura quæcumque, quæ per ipſum dominum avum noſtrum quamdiu vixit uſque ad tempus, & tempore mortis ſuæ in regali ac in regio domanio & dominio in dictis comitatibus tenebantur, ac tenta & poſſeſſa fuerunt quoad dominium, &

ad proprietatem ipsorum ac quæ per eum tenta fuerunt, debere in eodem domanio & dominio ipsorum comitatuum perpetuò remanere, & ad ipsum domanium regium & dominium reintegrata esse declaramus, & decernimus ipso jure pariter & reducta, ipsasque civitates, terras, castra, casalia, villas, & loca ac domanialia bona, & jura quæcumque sint ad ipsum regale domanium & dominium dictorum comitatuum de nostra certa scientia vigore præsentium integramus, unimus, & integrando ac uniendo reducimus, eosque simul cum civitatibus aliis dictorum comitatuum integratas, unitas atque reductas in nostro domanio & dominio ipsorum comitatuum declaramus, jubemus & volumus, de nostra certa scientia, perpetuò retineri; cùm satis expediat utilitatibus publicis atque nostris, civitates ipsius terras, castra, casalia, villas, & loca jura & bona quæ patrimonium principum esse censentur, in eodem dominio & domanio retineri, & ex quorum alienatione dicta respublica notoriè læsa est & assiduè læditur, & passim jura nostra regalia dispendialiter minorantur.

Et quia aliquæ venditiones in dictis comitatibus de nonnullis bonis, terris, & juribus factæ noscuntur in præjudicium nostræ curiæ supradictæ: & propterea pro evitandis ejusdem curiæ dispendiis opportuna consilia ad ipsorum jurium reintegrationem;

nem ut expedit, capientes; omnes, & ſingulas venditiones factas hucuſque per nos ſeu cum poteſtate noſtra tenore præſentium, de certa noſtra ſcientia acceptamus, quas ipſarum ementes tenere poſſint & debeant quo uſque eis de pecunia per ipſos forſan pro bonis hujuſmodi exſoluta integraliter ſatisfiat. Poſtquam verò fuerit eis de eadem pecunia ſati factum, dictas venditiones intendimus fore ex tunc penitus revocatas, & volumus bona ipſa ad manus noſtræ curiæ quam citius revocari, procuranda pro ipſius curiæ noſtræ parte. Alias autem dationes in ſolutûm, ac aſſignationes & tranſlationes factas per nos vel noſtros ipſorum comitatuum ſeneſchallos, necnon venditiones factas ſimiliter per ſeneſchallos eoſdem abſque poteſtate noſtra, de dicta certa noſtra ſcientia, eorumdem vigore præſentium revocàmus, annullamus ac viribus & efficacia penitus vacuamus, parati omnibus & ſingulis jus prætendentibus ſuper illis facere totum id, ad quod rationabiliter tenemur eiſdem. Præſentibus reductioni in domanium reintegrationi, & unioni factis per nos velut præmittitur de dictis civitatibus, terris, caſtris, locis, caſalibus, & emolumentis ac regalibus, juriſdictionibus, mero & mixto imperio, appellationibus, recognitionibus, rationibus, territoriis, tenementis, ac juribus, & bonis aliis domanialibus, necnon revocationi, & retractioni donationum,

alienationum, concessionum, permutationum & translationum, assignationum, transactionum & dationum in solutum, illorum & illarum velut superius declaratur, obsistere nolumus quascumque concessiones & donationes, indulta, privilegia, litteras vel rescripta factas & facta sive concessa per nos seu dictum quondam dominum Regem avum nostrum quibuscumque personis, cujuscumque status praeeminentiae seu dignitatis existant, sub quacumque forma vel expressione verborum aut tradita potestate, etiamsi de totis tenoribus concessionum, & litterarum ipsarum seu rescriptorum de verbo ad verbum, aut aliqua ipsorum clausula seu clausulis esset in edicto seu ordinatione praesenti specialis & seriosa mentio facienda : nec obstare similiter volumus quascumque leges, constitutiones, capitula, rescripta, statuta, edicta, ordinationes, consuetudines, sive ritus, ac sanctiones cujuscumque continentiae, vel tenoris existant factas, vel in posterum faciendas sub quo instituto, sive colore, serie, sive forma, per quae & quas posset praesentibus quoquomodolibet derogari, cum nos ipsius publici, & praesentis salubris ordinationis nostrae causa poscente, ac certo nos ad id rationabili inducente motivo jam dictas concessiones, dationes & alienationes, indulta, & privilegia ac litteras, necnon praefatas leges, constitutiones, capitula, sta-

tuta, edicta, ordinationes, conſuetudines, ſive ritus, ſanctiones, & reſcripta earumque vigorem in hac parte de dicta certa noſtra ſcientia, & plenitudine dominicæ poteſtatis tollamus, caſſemus, irritemus, vacuemus, annullemus & revocemus omnino, ipſaque pro caſſis, irritis & annullatis ex toto volumus & cenſemus haberi tamquam invalida, & omni quoad id robore & firmitate carentia, & ex decreto præſenti nullius velimus & cenſeamus exiſtere efficaciæ, roboris vel momenti.

Et quia nihil eſſet ſtatuta condere, niſi eorum realis executio ſequeretur, volumus & fidelitati veſtræ de certa ſcientia noſtra præſentium tenore jubemus expreſsè, quatenus ſtatim receptis præſentibus, tu prædicte præſens ſeneſchalle hujuſmodi declarationem & intentionem noſtram facias per ſingulas terras, & loca dictorum comitatuum publicè divulgare, & deinde ad revocationem omnium & ſingularum donationum, conceſſionum, alienationum & permutationum factarum modo præmiſſo cum omni ſollicitudine, etiam armata manu ſi expedierit, præſentium autoritate procedas, & omnes & ſingulas civitates, terras, caſtra, caſalia, appellationes, & in ſolutum dationes, jura & bona, ut præfertur, conceſſa pariter & donata, necnon conceſſiones factas de mero & mixto imperio cures inſtanter ad manum noſtræ curiæ revocare ac reci-

pere de manibus quorumcumque, quantumcumque ſuper illis ſive aliquo competere ſibi putent; nulli in hac. parte quomodolibet deferendo ſicut habes noſtram gratiam charam : & nihilominus tenore præſentis edicti ac declarationis noſtræ quod alia in illo contenta exequaris, ac facias debitæ executioni mandari ac efficaciter obſervari juxta ipſius continentiam & tenorem, & deinde tam tu ipſe præſens ſeneſchalle, vel locum tenentes, quam vos alii ſucceſſivè futuri, præſentes noſtras litteras officiorum veſtrorum temporibus inviolabiliter obſervetis, ac hominibus circa defenſionem eorum, ac circa reſiſtendum conatibus illorum eos ſubjugare nitentium debitis præſidiis & favoribus aſſiſtatis, ac eos ad obediendum & parendum ipſis, ac faciendam recognitionem & præſtanda fidelitatis debitæ juramenta nullatenus compellatis, neque eos prætextu pœnæ cujuſcumque commiſſæ propterea & etiam committendæ per dictos homines occaſione defenſionis ipſorum pro libertate eorum, quomodolibet moleſteris; cùm intendamus quod dicti homines ſe impunè præmiſſo modo defendere valeant quodque ejuſdem revocationis & declarationis noſtræ realis effectus infaillibiliter ſubſequatur. Facturus tu præſens ſeneſchalle de executione hujuſmodi duo publica conſimilia inſtrumenta, quorum uno tibi retento reliquum in dicto archivio aſſignes in

ibi pro cautela ipsius curiæ conservandum. Præsentes autem litteras post opportunam inspectionem earum pro cautela restitui volumus præsentanti, efficaciter in antea valituras, conservandas in dicto archivo nostro Aquensi, unà cum edicto jam dicto ad ipsius curiæ certitudinem, & cautelam. Datum Neapoli per nobilem Thomam de Buffalis de Messana, militem, magnæ nostræ curiæ magistrum rationalem, locum tenentem prothonotarii regni Siciliæ, dilectum consiliarium & fidelem nostrum, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo-quinto, die vigesima-sexta maii, tertiæ Indictionis, regnorum nostrorum anno vicesimo-tertio.

Extractum à regiis Provinciæ archivis, & à registro viridi, & à suo folio ducentesimo quinto, ex ordine magnificorum dominorum cameræ, & cum eodem debitè collationatum per me secretarium rationalem, & archiviarium prædictorum archivorum regium, subsignatum, Boisson.



N.° 16.

1365. *Quatrième Edit de la Reine Jeanne, portant révocation de ses aliénations.*

JOHANNA, Dei gratiâ, regina Jerusalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitissa: seneschallis comitatuum nostrorum Provinciæ & Forcalquerii, cæterisque officialibus aliis eorumdem comitatuum quocumque nomine censeantur, præsentes litteras inspecturis, præsentibus & futuris, & universis ac singulis universitatibus & hominibus civitatum, terrarum, castrorum, consulum, locorum ac villarum comitatuum eorumdem, fidelibus nostris, gratiam ac bonam voluntatem. Ad obviendum sinistris eventibus ac futuris obstaculis quæ ingeri forsan possent prætextu generalis revocationis factæ per nos in comitatibus antè dictis, de quibuscumque concessionibus & alienationibus civitatum, terrarum ac castrorum, ac jurisdictionum, jurium ac bonorum, duximus de certa nostra scientia harum seriè præsentibus declarandum, ac etiam concedendum, ad instantiam præsertim excellentiæ nostræ factam pro parte universita-

tum, hominum civitatis noſtræ Aquenſis, dilectorum fidelium noſtrorum, per Roſtagnum Vincentii de Aquis, nuncium & ambaſſatiorem ad nos miſſum ſuper facto domaniorum comitatuum eorumdem; quod in caſu quo contingat per nos in futurum aliquas donationes, dationes, permutationes & alienationes fieri in ipſis comitatibus de quibuſcumque domanialibus bonis, juribus ac terris & locis, aut revocatas per nos fortè remitti ſeu reſtitui, homines univerſitatum, terrarum ac locorum, jurium atque bonorum domanialium, de quibus per nos conceſſiones, donationes, permutationes, alienationes ac venditiones fortè fierent ac revocatæ forſitan remitterentur & reſtituerentur quibuſvis magnatibus, nobilibus, ac perſonis & fidelibus noſtris aliis in comitatibus antè dictis, non teneantur eis aliquatenus obedire ac intendere & parere, neque recognitionem aliquam ac homagium facere & præſtare fidelitatis debitæ ſacramentum, neque ad hoc adſtringantur ſeu vexentur; ſed quod ab executione qualibet facta ſeu facienda per vos ſuper hoc poteſtatem habentes, poſſint & valeant reſiſtere ac ſe omnibus viribus defenſare, licitumque ſit eis ſe opponere & non ſubmittere quibuſcumque perſonis prætendentibus titulum talis donationis & conceſſionis ac in ſolutum dationis, ſeu cujuſvis alienationis habere;

quinimo alter alteri pro se opportunè tuendo & conservando in nostro domanio & dominio, possint necessarium succursum armata manu si expedierit, ac omnimodum consilium, auxilium, præsidium ac juvamen præstare, valeantque se pro eorum libertate tueri ab omnibus eos contrà intentionis nostræ propositum intendentibus subjugare, neque per ejusmodi deffensionem eorum ad pœnam aliquam quomodolibet teneantur, ac ad illam per nostram curiam seu officiales illius realiter vel personaliter non arceantur nullatenùs. Volumus & fidelitati vestræ de certa scientia nostra, sub obtentu gratiæ nostræ, ac debito fidei quo nobis adstringimini, præsentium tenore jubemus expressè, quatenus vos & quilibet vestrûm, præsentes videlicet & futuri, ipsius nostræ intentionis & declarationis attenta serie, eaque mente præfatas universitates & homines in possessionem libertatis nostri domanii, ad quod eos forma generalis nostræ revocationis duximus reducendos, manuteneatis, protegatis, & etiam justis opportunisque fervoribus deffendatis, nec permittatis ipsos super possessione, libertatibusque ejusdem, per quoscumque aliquatenùs indebitè molestari, & nihilominùs ipsos & eorum singulos ad parendum & obediendum, & faciendam recognitionem, & homagium, ac præsentatum fidelitatis debitæ juramentum, quibuscum-

que perſonis de quibuſcumque caſtris, terris, bonis, juribus, juriſdictionibus, redditibus, appellationibus & regaliis conceſſiones habentibus ſeu prætendentibus titulum donationis habere, nullatenùs compellatis, ſeu quomodolibet moleſtetis, ſed permittatis ipſos impunè ſe defendere, & tueri ab omnibus ipſos ſubjugare nitentibus, quoquomodo; aſtituri aliàs eiſdem univerſitatibus & hominibus, ac ſingulis eorum cum requiſiti fueritis, auxiliis, conſiliis ac præſidiis & favoribus opportunis, ac armata etiam manu prout fuerit opportunum, quanti ne contrarium aliquatenus præſumatur; neque dictas univerſitates & homines ad pœnam aliquam impingendam eiſdem prætextu ſeu occaſione defenſionis eorum aliquatenùs compellantur, cùm nolimus ipſas univerſitates ac homines ad pœnam hujuſmodi teneri aliquatenùs vel adſtringi; nos cùm omnem & quamcumque exactionem factam vel faciendam per vos ſeu veſtrum alios contrà præſentis declarationis effectum, ac mentis noſtræ propoſitum, nullam exiſtere decernimus, & de noſtra dicta certa ſcientia harum ſerie revocamus, adeòque quod in eventum quemlibet efficaciam aliquam non habeant nec obtineant ubilibet roboris firmitatem; voſque prædicti univerſitates & homines præmiſſa intentione noſtra diligenter attenta, poſſitis & valeatis ab hominibus & ſingulis quique

fuerint, vos vel vestrûm alias vel alios subjugare nitentibus impunè defendere & tueri, pro libertate & conservatione vestra in nostro dominio & domanio supradicto, quodque eis seu officialibus nostris sub quibusvis comminationibus sive pœnis obedire vel intendere ac parere nullatenùs præsumatur, & nihilominus juxtà præsentium seriem ac propositum nostræ mentis quibuscumque & singulis universitatibus & hominibus terrarum & locorum, jurium & bonorum de quibus concessiones ejusmodi factæ forent, eaque fierent ad requisitionem eorum vel aliquorum ex eis opportunum & necessarium præstetis, ac assistatis auxilium, consiliis ac præsidiis, & favoribus opportunis, etiam armata manu si sibi expedierit, absque pœna alia vobis per officiales nostros seu quosvis alios forsitan imponenda, quibus non teneamini aliqualiter obedire, sed tenere vias quaslibet cum eisdem, per quas dictæ terræ, loca, jura, & bona ad nostrum dominium & domanium revocentur, ac etiam reducantur, & in illo pariter conserventur; Nos enim totum & quidquid per dictos officiales & alios contra vos & vestrum singulos attentare continget, ex nunc prout ex tunc de dicta nostra certa scientia nullius existere decernimus efficaciæ vel vigoris, omnemque eis executionem interdicimus & pariter annullamus: præsentes autem litteras post op-

portunam inſpectionem earum pro cautela reſtitui volumus præſentanti efficaciter in anteà valituras. Datum Averſæ, per nobilem Thomam de Buffalis, de Meſſana, militem, magnæ noſtræ curiæ magiſtrum rationalem, locum tenentem protonotarii regni noſtri Siciliæ, dilectum conſiliarium & fidelem noſtrum : anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo-quinto, die viceſimo-ſeptimo, quartæ Indictionis, regnorum noſtrorum anno viceſimo-tertio.

N.° 17.

Cinquième Edit de la Reine Jeanne, touchant ſes aliénations du domaine de Provence. 1368.

JOANNA, Dei gratiâ, regina Jeruſalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ, & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſa : Univerſis præſentes litteras inſpecturis, tam præſentibus quam futuris. A reginali affectu provenit, & ad principis gloriam cenſetur rationabiliter adſcribendum, ſi quod interdùm diſcreta regis proviſio lege immobili in mente ſua tenaciter fixerit, ad recreationem animorum ſuorum fidelium quam

temporum conditione causante sola devotio impulit, ut de sacrata voluntate innotesceret clariùs, per patentes litteras scilicet pignus probabile affectûs regii lucidiùs patefiat; ex hoc enim regis benevolentia dum se sic claram exhibet, se obnoxius format in solio, & subditos suos luculentioribus meritis ad ardentioris fidei cultum excitat, & sibi quodam caritatis conglutino magis jungit. Sanè longa foret series si explicitè commemorare vellemus inconcussam fidei constantiam, quam divæ memoriæ progenitoribus nostris & majestati nostræ, quam divina gratia ad regiminis apicem regni Siciliæ, comitatusque Provinciæ & Forcalquerii voluit pervenire, fideles ipsi nostri de ipsis comitatibus Provinciæ & Forcalquerii, tàm prosperitate quàm adversitate fortuna, volubili in quibusvis partibus, tam inter comitatus eosdem quam extra in mari & in terra patenter & probabiliter ostenderint; quo non immeritò progenitores ipsi nostri jam dicti comitatus eosdem dictæ Provinciæ & Forcalquerii, ac terras & loca peculiaria & antiquum patrimonium, civesque & incolas eorumdem velut pupillam oculorum caros electione præcipua habuerunt. De quibus quidem progenitoribus nostris claræ memoriæ dominus rex Robertus avus noster & dominus reverendus, cujus vestigia sunt exemplariter imitanda, velut

à fonte trahens benevolentiæ rivulum, apud fideles jam dictos partium earumdem in ſuo ultimo quod condidit teſtamento ordinavit, & voluit quod comitatus jam dicti Provinciæ & Forcalquerii à perpetuo dominio & domanio noſtro nullomodo per nos aut hæredes noſtros abdicarentur, alienarentur aut diſtraherentur quovis modo, quinimò ſemper penes illum ex ſuis hæredibus devenirent, quem divina clementia continget regni habere dominium, ità quòd tamquàm unum & inſeparabile patrimonium tenerentur. A cujus quidem domini regis Roberti obitu, ſicut ipſi provinciales potuerunt aſpicere & reddere teſtimonia laude digna, conati ſemper ſumus & conari intendimus omni tempore, favente nobis divina dextera, & ipſius Altiſſimi gratia miniſtrante, habere ipſos caros, ſervare ſtatu pacifico, amabiliter proſequi, nobiſque ſemper junctos reddere & ab oppreſſionibus liberare; mentem noſtram ad hoc cauſa rationabili inducente, quod inter cunctos nobis ſubditos quos gubernationi & regimini noſtro gratia divina ſubmiſit, claros ſemper in fide invenimus, promptos ad obſequia, & noſtrorum quorumcumque caſuum non expertes. Ea propter ut tam ipſis provincialibus fidelibus noſtris de benevolentia & intentione noſtra, quam cum progenitoribus noſtris in hac parte intendimus

conformare, evidens pateat & probabile argumentum, quod nos de ferventiori fide & constantiori promptitudine dictorum provincialium plenius possimus præsumere, & certiora colligere documenta, quæ cum eis elucescat quantum geratur in nostris visceribus charitatis, non sine laudibus firmamus in solio qui quidem non expediat, sed in signum plenioris affectus & pro abundantia cordis nostri: tenore præsentium de certa nostra scientia promittimus, ac in verbo regali pollicemur pro nobis ac hæredibus & successoribus nostris, dictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, seu partem ipsorum vel alterius eorumdem, nullo unquam tempore vendere, alienare seu distrahere cuicumque vel quibusvis, quocumque colore vel causa fuerit, sed eos nostro dominio & peculiari domanio perpetuò retinemus, sectantes in hoc laudabilia vestigia progenitorum nostrorum & dicti domini avi nostri, cujus testamentum seu ultimam voluntatem quantum ad dispositionem de non alienandis comitatibus jam dictis, sive sacramentum per nos præstitum de non contraveniendo dictæ ultimæ voluntati suæ, sed observando dispositionem eamdem promittimus tenaciter observare, nec contravenire, aut alias revocare; & ad observantiam præmissorum, ac ut certius vinculum hujusmodi regiæ promissionis nostræ provincialibus patefiat, quos speciali

cura & favore complectimur ; præsentibus magnificis viris Guillelmo comite Iberg ; Angelo de Aëzarolis, comite Maltha, magno regni Siciliæ seneschallo ; Nicolao Spinello de Juvenatio, legum doctore, & milite, ac regni Siciliæ cancellario ; Hugone de sancto Severino ; Americo de Cavalliantibus, milite ; & Jacobo de Capro, collateralibus & consiliariis nostris : juramus præmissa omnia & singula observare omni tempore, nec contra facere vel venire ; ita quòd si contingat per inadvertentiam, vel alio quovis modo, in præmissis vel aliquo præmissorum nos deficere, vel hæredes nostros, quominùs præmissa omnia & singula inviolabiliter observentur, licitum sit eisdem provincialibus resistere & se tueri omnibus viis & modis quos & quas aptas & competentes viderint ; quo efficaciter in nostro & sub nostro dominio & peculiari domanio consistant, & in nostræ fidelitatis constantia perseverent. In cujus rei testimonium præsentes litteras fieri & pendenti majestatis nostræ sigillo jussimus communiri. Datum Neapoli, per nobilem Thomam de Buffalis de Messana, militem, magnæ nostræ curiæ magistrum rationalem, locum tenentem protonotarii regni Siciliæ, consiliarium & fidelem nostrum dilectum, anno Domini millesf. trecentesf. sexag. oct. die primo maii, sextæ Indict. regnorum nostrorum anno vigesimo-sexto.

N.° 18.

1387. *Extrait des reversales données par Louis II, Comte de Provence, aux Etats de Provence, touchant les aliénations du domaine de cette province.*

ITEM. Quod nos & prædictus illustris filius noster rex Ludovicus, Provinciæ comes, nunc & cum erit ætatis legitimæ, & omnes reges & comites successivè futuri jurare teneamur & teneantur, quod omnia quæ antiquitùs fuerunt & sunt de domanio, sive sint civitates, loca, castra, villæ, jura vel jurisdictiones, non dabimus nec alienabimus, nec ipsi dabunt, nec alienabunt in aliquam communitatem, singularem personam, vel ecclesias; & quæcumque data fuerint prout nobis & eis possibile & rationabile fuerit revocabimus & revocabunt, & maximè ea quæ consistant in vicaria Aquensi & aliis vicariis sibi confæderatis & unitis.



N.° 19.

N.° 19.

Déclaration du Roi René, touchant les aliénations du domaine de la Provence. 1462, 22 Nov.

De par le roy de Sicile. Nos amez & féaux : Pour ce que notre intention est de retirer à nous notre domaine qui a été par ci-devant aliéné & transporté ; nous voulons & vous mandons expressément par ces présentes, que vous regardiés & visitiés en notre archif & Chambre des Comptes d'Aix tout ce qui a été aliéné, baillé & transporté par toutes & chacunes les terres & seigneuries que le feu seigneur de Belleval, en son vivant grand sénéchal de notre pays de Provence, dit avoir en son nom & par lui acquises, & tout ce qu'en trouverez par nous & nos prédécesseurs avoir été baillé, transporté & aliéné, faites-les réunir & remettre aux receptes & clavairies ordinaires, en chargeant les clavaires d'en faire recette & entrée dorénavant comme par le passé a été accoutumé de faire, quelques lettres de don, ou de transport que nous ou nos prédécesseurs en puissions avoir fait par écrit : attendu que rentes domaniales ne se peuvent ne doivent par raison aliéner ne transporter, en y don-

nant opposition, adjournés & appellés avec vous l'un de nos procureurs, & icelle opposition rédigez & enregistrez par écrit, avec celles de nos lettres closes que voulons avoir lieu & efficace de lettres-patentes, ou papier journal du archif & domaine dudit archif & Chambre des Comptes, pour procéder puis après au recouvrement dudit domaine, ainsi qu'ils se trouveront être à faire par raison, & gardez qu'en ce ne commettiés défaut. Nos amez & féaux, notre seigneur soit garde de vous. Escrit en notre châtel d'Angers, le 22 novembre 1462, *signé*, RENÉ. Faites qu'il n'y ait faute nulle.

N.° 20.

1481. *Extrait du Testament de Charles d'Anjou, dernier Comte de Provence, par lequel il institue Louis XI, Roi de France, & après lui, le Dauphin, & autres successeurs des Rois de France: fait à Marseille, le 10 Décembre 1481.*

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo primo, die decimâ mensis Decembris, pontificatûs sanctissimi in Christo patris

Domini nostri domini Sixti, divinâ providentiâ Papæ quarti anno undecimo. Universis & singulis hoc verum & publicum instrumentum visuris, lecturis, ac etiam audituris, tàm præsentibus quàm futuris evidenter pateat & sit notum: quòd cùm nihil morte certius sit, nihilque incertiùs horâ mortis, & in manus Dei mors & vita consistant, ac fragilitatis humanæ conditio nullius statûs certitudinem habeat, nulliusque divitiis aut potentia à mortis nexibus liberetur, sed omnibus humaniter viventibus mors ipsa comes habeatur; discretione igitur provida consulente melius est sub spe mortis vivere in hoc mundo, & de bonis suis providere & ordinare, quàm sub spe vivendi ad mortem subitò pervenire, quia tunc humana conditio mortis cogitatione turbata, & passionum agitata doloribus nequit aliquando illa potissimè quæ animæ saluti congruunt, & rerum temporalium dispositionem concernunt, memoriæ commendare. Quapropter serenissimus & excellentissimus princeps & dominus noster dominus Karolus Andegaviæ, Dei gratiâ, Hierusalem & Siciliæ Rex, comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii comes, sanus mente & in memoria ejus bona persistens, quamvis, permittente Altissimo, in lecto jaceret infirmitate gravatus, volens & admodùm cupiens, dum sibi licet de regnis, comi-

tatibus, vice-comitatibus, baroniis, dominiis, terris, cæterisque bonis & rebus, juribusque, fortunis & facultatibus suis ab eo testando disponere, ac etiam ordinare, quòd nulla inter successores suos imposterùm oriri valeat materia quæstionis, suum ideo testamentum ultimum nuncupativum suamque ultimam voluntatem, dispositionem & ordinationem finalem fecit, condidit & ordinavit, in modum qui sequitur infrascriptum.

In primis namque & ante omnia ipse serenissimus dominus noster Rex testator, & verus, & fidelis Christicola, commendavit animam suam, corde devoto & humili, altissimo omnium creatori Domino nostro Jesu-Christo, & gloriosæ beatæque Virgini Mariæ matri suæ, totique curiæ cœlestium supernorum; & voluit & ordinavit corpus suum tumulari atque sepeliri quandoque de hoc sæculo à vita miserabili Christus dignabitur eum vocare, videlicet in ecclesia beati Salvatoris civitatis Aquensis; exequias verò & funeralia fienda & impendenda, tàm dùm ejus corpus tradetur ecclesiasticæ sepulturæ, quàm etiam post quandocumque, omnino remisit dispositioni excellentis Francisci domini de Luxemburgo, ejus consobrini charissimi, & aliorum suorum executorum infrascriptorum: & pro suâ sepulturâ in eadem Ecclesia sancti Salvatoris, arbitrio & determinatione dictorum suorum gar-

diatorum & executorum, construenda & fabricanda legavit sive reliquit dictus testator duo millia scuta, per hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvenda.

Item. Legavit, &c. &c. &c.

Et quia hæredis institutio est caput & fundamentum cujuslibet testamenti, ultimæ voluntatis & dispositionis finalis, dictus serenissimus dominus noster Rex testator, ob id & ex certis aliis causis moventibus justè & rationabiliter mentem ejus, his melioribus modo, via & forma quibus de jure, more, ritu, stilo vel consuetudine facere potest & debet in omnibus, universis & singulis regnis, comitatibus, vice-comitatibus, baroniis, terris, dominiis, rebus, bonis, actionibus, juribus, rationibus, fortunis & facultatibus sive mobilibus, & immobilibus, ac per se moventibus, ac nominibus debitorum ad eumdem serenissimum dominum nostrum Regem testatorem, de jure, more, ritu, stilo & consuetudine, & item quavis ratione, occasione, sive causa, pertinentibus, competentibus & spectantibus, seu pertinere & spectare potentibus & debentibus, nunc vel in futurum, videlicet præsentibus ac futuris, quæcumque, qualiacumque & quantacumque sint, & in quibuscumque locis, terris, prædiis ac regionibus, & penes quascumque personas existant, & quocumque no-

mine seu vocabulo nuncupentur, fecit, instituit & ordinavit, ac ore suo proprio nominavit sibi hæredem suum universalem & in solidum, christianissimum ac excellentissimum principem dominum, dominum Ludovicum, Dei gratiâ Francorum Regem, ejus consobrinum ac dominum carissimum atque reverendissimum, & post eum illustrissimum & clarissimum principem dominum Karolum Delphinum, ejusdem excellentissimi domini Francorum Regis primogenitum, & consequenter omnes & quoscumque successores suos descendentes ex Coronâ Franciæ, per quem siquidem christianissimum ac præclarissimum dominum Francorum Regem, tanquàm hæredem suum universalem ac in solidum idem serenissimus dominus noster Rex testator exsolvi, exequi, compleri & adimpleri voluit ac ordinavit omnia ut suprà per eum legata, relicta, disposita & ordinata, post ipsius domini nostri Regis fælices dies : post hæc autem præfatus serenissimus Dominus noster Rex testator, de ejus certa scientia, ac proprio motu instructus, patriam suam Provinciæ ac terras illi adjacentes ipsi christianissimo domino Francorum Regi hæredi suo jam dicto mente & animo commendavit, eumdem christianissimum Regem dominum studiosè rogavit ac humiliter deprecatus est, rogatumque facit atque deprecatur per hoc suum ultimum testa-

mentum, ut pro Deo & amore quem ipse dominus Rex testator habet ac visceribus gerit erga ipsum dictum clarissimum dominum Delphinum, patriam ac terras ipsas adjacentes, non solùm intuitu precium suarum, quas iterùm ac iterùm preces precibus accumulando infundit, suscipiat amabiliter, commendatissimè, ac brachiis suæ humanitatis ac mansuetudinis amplectatur, verùm etiam in suis pactionibus, conventionibus, privilegiis, libertatibus, franchisiis, statutis, capitulis, exemptionibus ac prærogativis etiam, & item in usibus, ritibus, moribus, stilis, ac laudabilibus consuetudinibus, quas, quæ & quos acceptare, ratificare, approbare ac confirmare dignetur ac velit, quemadmodum idem dominus noster Rex testator post felices dies æternæ recordationis domini Regis regnati ejus immediati prædecessoris, ac patrui recolendi, in consilio trium statuum dictæ patriæ Provinciæ ratificavit, acceptavit, approbavit, confirmavit, ac observare, tenere & adimplere, tenerique, observari, mandari, & cum effectu facere pollicitus est, ac jurejurando promisit; suscipiat, habeat, manuteneat ac defendat, easdemque patriam ac terras adjacentes etiam amplioribus privilegiis, gratiis ac beneficiis prosequatur.

Item. Pariter jam dictus dominus noster Rex testator subsecutivè memoratum christianissimum domi-

num Regem Francorum hæredem suum rogavit; & quam humiliter deprecatus est, rogatque ac deprecatur hujusmodi sui testamenti tenore, non vulgariter quidem, sed ita ut non majori studio magisvè ex animo rogare ac deprecari possit, quatenùs Franciscum dominum de Luxemburgo, consobrinum suum dilectissimum commendatum, imò commendatissimum habeat ac suscipiat, & in ejus servitio ac penes se retineat, sibique nedùm vicecomitatum Marticii, & cætera quæ ut suprà eidem Francisco legavit sive reliquit, acceptet, ratificet & approbet, ac in quantum opus erit, iterùm ac de novo det, donet atque concedat, & incommutabiliter teneat ac observet, quin imò pro ejus amore ipsum eumdem Franciscum dominum de Luxemburgo, cùm sit sibi & singulari amicitia & tanta consanguinitate conjunctus & arctiùs copulatus carum habeat, ac gratiis atque majoribus beneficiis prosequatur amabiliter.

Item, &c. &c. &c.

Acta fuerunt hæc omnia recitata Massiliæ, in domo dicti domini nostri Regis, videlicet in camerâ in quâ Rex ipse Dominus noster ægrotus jacebat. Præsentibus ibidem reverendissimis patribus, magnificisque, egregiis, nobilibus & honorabilibus viris fratribus Elziario Garneri, priori sancti Maximini; Brancasio Bernardi, ordinis Prædicatorum,

ſacratum ſcripturarum magiſtris confeſſoribus, magiſtro Petro Robi Phyſico, domino de Graveſione; Joanne Baptiſta de Morano, domino de Carcairana, cive Arelatenſi; Matelino de Saint Mas, domino de Moſſa; Stephano Frenatt; Hectore de Montebrun, capitaneo gardæ; Bernardo de Sara, conſiliariis ſcutiferis; Joanne de Rieux, apoticario; & Joanne Salonis, loci inſulæ Martici, domeſticis & familiaribus prædicti domini noſtri Regis. Item, & Fulcone de Senaſio, Karolo Gaſſini, conſulibus; domino Bertrando Duranti, jurium doctore; Guillermo Paulo, Gregorio de Langueto, & Ludovico Boquini, tàm burgenſibus quàm mercatoribus dictæ civitatis Maſſiliæ, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, notis, cognitis, & per ipſum dominum noſtrum Regem teſtatorem ut ſuprà ſingulariter nominatis; & me Gaufrido Tallamer, Regis ſecretario, ac me Jacobo Gaufridi, Regis ſecretario, &c.



N.° 21.

1482. *Réponſe de Charles VIII, au Cahier des Etats de Provence.*

REQUISITIO XXIX.[a]

ITEM, placeat Majeſtati veſtræ non alienare ; nec in quempiam transferre domanium, & ipſius juriſdictionem ; ſed ut domanium ipſum integrum & illibatum ad honorem & utilitatem veſtræ regiæ Majeſtatis ſemper maneat, dignetur eadem veſtra regia Majeſtas pedagium Taraſconis, nec non gabellas ſalis arearum alienatum & alienatas per bonæ memoriæ regem Renatum, prædeceſſorem veſtrum, in Cœleſtinos Avenionenſes, & fratres Prædicatores ſancti Maximini redimere, & reducere ac conſolidare ad manus veſtras, & reſiduum dicti domanii, cùm iſtud ſit privilegium principum cum eccleſia permutare poſſe, maximè res quæ ab eis originem traxerunt.

RESPONSIO.

NON alienabit in futurum, & ſuper alienatis per alios providebit, prout meliùs videbitur expedire ſibi & ſuæ conſcientiæ.

N.° 22.

Lettres-patentes du Roi Charles VIII, touchant les aliénations du domaine de Provence. 1483.

CHARLES, par la grace de Dieu, roy de France, comte de Provence & de Forcalquier, à tous ceux qui ces préſentes lettres verront; SALUT. Comme tantôt après le trépas de feu notre très-cher ſieur & père, que Dieu abſolve, en notre nouvel advénement à la couronne de France, Nous, par l'avis & délibérations de pluſieurs des princes & ſieurs de notre ſang & lignage, prélats, barons & chevaliers de notre ordre, & autres gens de notre conſeil; ayant révoqué, caſſé & annullé toutes & chacunes les aliénations faites des terres & ſeigneuries, & autres choſes étant de notre ancien domaine, & ordonné icelles être repriſes & remiſes à notre dit domaine, & pour ce faire, dirigé nos lettres-patentes de comiſſions à nos officiers ordinaires de Valentinois, Dyois, Provence, Forcalquier, & autres pays de notre obéiſſance; leſquels nos officiers & commiſſaires ayant, par vertu de noſdites lettres, & en procédant à l'exécution d'icelles, prins, ſaiſi

& mis en notre main pluſieurs terres & choſes aliénées, pour icelles retirer à notredit domaine, comme dit eſt; & entr'autres choſes, Nous ayant été puis n'a guères remontré par nos chers & bien amez Jean-André de Grimaud, Evêque de Graſſe, Gaucher de Quiqueran, ſieur de Beaujeu, & maître François des Comtes de Vintimille, licentié ès droits, ſeigneur de Tourves, députés & ambaſſadeurs de par nos très-chers & bien amez les gens des trois états de nos pays & comtez de Provence & Forcalquier, étant préſentement devers nous, que les commiſſaires de par nous ſur ce ordonnez en notredit pays & comté de Provence, ſous celle de noſdites lettres de commiſſion, & en procédant à retirer & retenir leſdites choſes aliénées à noſtre domaine, ont pris, ſaiſi & empêché pluſieurs terres & ſeigneuries, héritages, droits & devoirs appartenants à pluſieurs prélats, gens d'égliſe, nobles & autres gens de tous états deſdits pays, leſquelles choſes auroient été aliénées par les prédéceſſeurs rois, reines, comtes & comteſſes deſdits pays, & ayans puiſſance d'eux paravant le temps de notredit ſieur & père, & ont du tout pris les tenanciers & propriétaires d'icelles en leur très-grand grief, préjudice & dommage; ſi comme ils dient humblement requérans qu'il nous plaiſe ſur ce déclarer notre bon plaiſir, & leur pouvoir de notre grace &

convenable remède. Sçavoir faiſons, que nous ouie ladite requête en notredit conſeil, inclinant bénignement à icelle en faveur deſdits gens des trois états, qui deſirons les entretenir en leurs droits, & les garder de moleſtations indues: Pour ces cauſes, & autres à ce nous mouvans, avons par l'avis & délibération des ſuſdits ſeigneurs de notre ſang & gens de notre conſeil, dit & déclaré, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance, grace ſpéciale & autorité royale, diſons & déclarons par ces préſentes, qu'en ordonnant & octroyant noſdites lettres de commiſſion pour retenir & réunir à notre domaine noſdites terres & choſes aliénées d'icelui en noſdits pays & comtés de Provences, Forcalquier & terres adjacentes, notre bon plaiſir & intention a été & eſt de retirer, reprendre & réunir à notre domaine les terres & choſes aliénées en nos pays & comtez, par notredit feu ſieur & père tant ſeulement, & non par les feus rois, reines, comtes & comteſſes & ſeigneurs ſes prédéceſſeurs, & les nôtres, eſdits pays & comtez, ne par leurs lieutenants & ſénéchaux à ce faire ayans puiſſance d'iceux prédéceſſeurs; & ſi aucunes terres, ſeigneuries, & autres choſes que celles qui ont été aliénées par notredit feu ſieur & père, en noſdits pays & comtez de Provence & terres adjacentes, ont été & à cette cauſe & par vertu de noſdites lettres, prin-

ſes, ſaiſies, miſes en notredite main & empeſchées ; Nous tous & chacun les empeſchemens & main-miſes avons d'icelle levé & ôté, & levons au profit d'iceux à qui elles appartiennent, & icelle leur avons mis & mettons à pure & pleine délivrance ; & voulons & ordonnons en outre par ceſdites patentes, que tous & chacuns les deniers, profits & revenus deſdites terres & choſes, prins & levés par noſdits commiſſaires ſur ce, ou aucuns d'eux, des aliénations faites par autres que par feu notre ſieur & père, au nom & par commandement & ordonnance d'eux, ſoient préſentement rendus & reſtitués à ceux deſquels ils ont été pris & levés, & que à ce faire ils ſoient contraints loyalement & de fait par toutes voies dues & raiſonnables. Si donnons en mandement par ces mêmes intérêts à nos amez & féaux conſeillers le grand ſénéchal de Provence, ou ſon lieutenant & gens de notre conſeil réſidens à Aix, conſeiller général ſur le faict & gouvernement de nos finances, & maîtres rationaux, nos conſeillers en cette partie, & à tous nos amez juſticiers & officiers de noſdits pays & comtez, & à chacun d'eux ſi comme à lui il appartiendra ; & de nos préſens grace, édit, déclaration & délivrance ils faſſent, ſouffrent & laiſſent jouir & uſer tous ceux à qui il ſe peut toucher, compéter & appartenir deſ*dits états de noſdits pays* & comtez de Pro-

vence, Forcalquier & terres adjacentes, & chacun d'eux pleinement & paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner ne souffrir être fait, mis ou donné aucun trouble, arrêt ou empeschement au contraire; ains si aucun sur ce leur étoit fait, mis ou donné, icelui réparent & mettent ou fassent réparer & mettent tantôt & sans délai à pleine délivrance, en contraignant & faisant contraindre à ce faire & souffrir, & à rendre & restituer à ceux desquels lesdits deniers, fruits, profits & revenus dessus dits ont été pris & levez contre la forme de notre présente déclaration, iceux deniers, droits & profits, lesdits commissaires, & tous ceux qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manières en tel cas requises: car ainsi nous plaist-il, & voulons être fait, & auxdits gens desdits trois états de nosdits pays & comtez l'avons octroyé & octroyons de grace spéciale par cesdites présentes, nonobstant comme dessus quelconques ordonnances, restitutions, mandements, concessions, par nous ou autres paravant ces présentes données & à donner, ou défenses à ce contraires. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel auxdites présentes. Données à Tours le 23 février, l'an de de grace 1483, & de notre règne le premier. Par le roi en son conseil. MM. les ducs d'Orléans, de Bourbon & d'Alençon; les comtes d'Angou-

lesme, de Clermont, d'Albert & de Dunois; l'archevesque de Rheims, les évêques d'Alby & de Coutances; les sieurs de Gie & de Gueldres, maréchaux de France; de Tourci, de Bichebourg, Dulac, Dargenton & de Vatran, & autres présens.

N.° 23.

1486. *Lettres de Charles VIII, Roi de France, portant réunion à la Couronne du Comté de Provence & de Forcalquier, à perpétuité. A Compiegne, au mois d'Octobre, l'an 1486.*

CHARLES, par la grace de Dieu, roy de France, comte de Provence, de Forcalquier & terres adjacentes. Sçavoir faisons, à tous présens & à venir, que comme nos très-chers & bien amez les gens du général conseil des trois Estats de nosdits pays & comtés de Provence, de Forcalquier & terres adjacentes, en continuant de plus en plus le grand, singulier & entier desir & affection qu'ils ont toujours eu, & mesmement depuis que nosdits pays & comtez sont advenuës & escheuës ès mains de feu nostre très-cher seigneur & père, que Dieu absoille,

abſoille, & ès noſtres, par le treſpas de feu noſtre couſin, le roy de Sicile, Charles, dernier treſpaſſé, en ſon vivant comte & ſeigneur deſdites comtez & terres adjacentes, & monſtrent évidemment par effet le bon vouloir qu'ils ſoient & demeurent à toujours inſéparablement ſous noſtre couronne: ayant puis naguères fait dire & requerir à nos déléguez, commis & députez, & qui pour nous & de par nous ont aſſiſté aux Eſtats dudit pays tenus en noſtre ville d'Aix au mois de mars dernier paſſé, que pour le bien & ſeureté dudit pays, & afin que doreſnavant toutes entrepriſes, invaſions & autres dommaiges & incurſions qu'aucuns pouroient précogiter & s'efforcer de faire par voie d'hoſtilité & autrement, contre les manans & habitans deſdits pays & terres adjacentes, & pour autres juſtes & raiſonnables cauſes, noſtre plaiſir fuſt de tenir ſous noſtre main & la couronne de France, noſdits Pays, comtez & terres adjacentes, & leſdits manans & habitans en iceux, ſans jamais les aliéner, transférer, permuer ni deſmembrer en autres mains par nous ou nos ſucceſſeurs roys de France, en quelque manière que ce ſoit, mais à ce les adjoindre, unir & incommutablement annexer à nous & ladite couronne de France, en gardant & obſervant leurs privilèges, libertez, conventions, chapitres de paix, couſtumes, loix & autres

franchiſes & uſages de vivre; laquelle choſe leur a été accordée par noſdits commiſſaires. Pour laquelle cauſe iceux deſdits Etats, de rechef aſſemblés au mois d'août dernier paſſé en noſtredite ville d'Aix, à fin d'avoir & obtenir ſur ce & autres affaires dudit pays, plus amples & valables proviſions, jouxte la volonté & intention de nous & deſdits manans & habitans d'iceux pays, ayant commis & ordonnez nos amez & féaux Baptiſte de Ponteves, eſcuyer, ſeigneur de Cotinyac, & maiſtre Raoulin Barthomieu, licentié en chaſcun droit, leurs procureurs & ambaſſadeurs, pour venir devers nous & nous faire plus au long leſdites requeſtes & remontrances ſur ce néceſſaires : ce que iceux ambaſſadeurs ayant depuis fait, & en la préſence des ſeigneurs de noſtre ſang & gens de noſtre conſeil, nous ayant de rechef dit & remonſtré les choſes deſſuſdites, en nous ſuppliant & requerant très-inſtamment, pour & au nom de tous leſdits manans & habitans deſdits pays, qu'il nous plaiſe faire ladite adjonction & union deſdits pays, comtez & terres adjacentes, par la manière deſſuſdite; & tous leurs privilèges, chapitres de paix, conventions, libertez, franchiſes, droits, uſages & coutumes concernans gens d'égliſe, nobles, villes, chaſteaux, communes & autres quelconques, confirmer, jurer & approuver, tant en commun comme en particu-

lier, & sur ce leur impartir nostre grace & libéralité. Pourquoi nous, ouyes lesdites remontrances & humbles requestes ainsi à nous faites par lesdits ambassadeurs & députez desdits gens des trois Estats représentans généralement tout le peuple, tant gens d'église, nobles, que autres quelconques de nosdits pays, comtez & terres adjacentes; considérant encore la grande amour & loyauté qu'ils ont par ci-devant euë, observée, entretenue & gardée, & entendent fermement & inviolablement observer, entretenir, garder, & continuer doresnavant envers nous & la couronne de France, sans varier : voulans par ce leur donner à connoistre par effet que en cette présente & autres justes & raisonnables requestes, nous sommes & serons toujours prets de leur subvenir, & les préserver & garder de tous inconvéniens & dommages, ainsi que tous roys & princes souverains doivent & sont tenus de faire envers leurs bons & naturels sujets. Pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & par l'advis & délibération desdits sieurs de nostre sang & lignage, & gens de nostre conseil résidens autour nous, Nous AVONS, pour nous & nos successeurs, roys de France, voulu & voulons avoir & tenir nosdits pays & comtez de Provence, de Forcalquier & terres adjacentes, sous nous & nosdits successeurs à ladite couronne de France, per-

pétuellement & inséparablement comme vrai comte & souverain seigneur d'iceux, sans que jamais ils en puissent être aliénez, permuez ni transférez à quelconque personne, ni pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse être, en tout ou en partie : & quant à ce seulement les avons adjoints & unis, adjoignons & unissons à nous & ladite couronne, sans que à icelle couronne ni au royaume ils soient pour ce aucunement subalternes, pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse être, ores ni pour le temps à venir en aucune manière, ni aussi pour ce aucunement nuire, préjudicier ni déroger à leursdits privilèges, libertez, franchises, conventions, chapitres de paix, loix, coustumes, droits, statuts, polices & manières de vivre esdits pays, qui leur ont esté octroyez & confirmez en général & particulier, soit à gens d'église, nobles, villes, citez, communes, & autres personnes quelconques, tant par les feus roys, reynes, comtes & comtesses d'iceux pays, ceux qui par ci-devant ont esté leurs lieutenans, gouverneurs & grands séneschaux, que par nous; mais iceux leur avons de nouvel & d'abondant, par l'advis & délibération que dessus, confirmez, louez & approuvez, confirmons, louons & approuvons, de nostre certaine science, grace spéciale, pleine puissance & authorité royale, par cesdites présentes signées de nostre main, par les-

quelles promettons en bonne foi & parole de roy, & jurons les leur garder, obſerver & entretenir, enſemble ladite union & adjonction inſéparablement, perpétuellement & à toujours; & voulons que iceux habitans deſſuſdits en jouiſſent pleinement ſans aucun contredit ou empeſchement, nonobſtant quelconques autres lettres, chartres ou mandement qui pouroient avoir été faites & octroyées à ce contraires; leſquelles, ſi aucunes en eſtoient ci-après trouvées, qui aucunement puiſſent préjudicier à ceſdites préſentes, nous avons, quant à ce, de noſtre certaine ſcience & plus ample authorité, révoqué & caſſé, révoquons & caſſons, & icelles dès maintenant pour lors déclarées & déclarons nulles & de nul effet & valeur; poſé ores qu'elles ne ſoient cy-expreſſées & ſpécifiées, nonobſtant auſſi quelconques autres ordonnances, ſtatuts, reſtrictions, mandemens ou défenſes à ce contraires.

Si donnons en mandement à nos amez & féaux le grand ſéneſchal de Provence, gens de noſtre conſeil royal, maiſtres rationaux & archivaires de noſtre chambre & archif d'Aix, nos avocat & procureur audit pays, & à tous nos autres juſticiers & officiers, ou à leurs lieutenans ou commis, préſens & à venir, & à chaſcun d'eux, ſi comme à lui appartiendra, que ceſdites préſentes ils faſſent lire, publier & enregiſtrer en noſtredit archif d'Aix &

autres cours & auditoires de leurs jurisdictions, afin de perpétuelle mémoire; & ladite union, ensemble leurs libertés & privilèges, & tout le contenu en cesdites présentes, observent & gardent, fassent observer & garder de point en point sans les enfraindre. Et aussi afin que de ce on ne puisse prétendre cause d'ignorance, nous voulons que cesdites présentes soient lues, publiées & enregistrées en nostre cour de parlement & chambre de nos comptes à Paris; & pour que de ces présentes on poura avoir à besoigner en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles fait sous scel royal, foy soit adjoustée comme à ce présent original, auquel, afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel, sauf en autres choses nostre droit & l'autruy en toutes. DONNÉ à Compiegne au mois d'octobre, l'an de grace mil quatre cens quatre-vingt-six, & de nostre règne le quatriesme. *Signé* CHARLES. Par le roi, comte de Provence, Messieurs les ducs d'Orléans & de Bourbon, les comtes de Clermont, de Montpensier & de Vendosme, vous, l'archevesque de Bordeaux, l'évesque de Perigueux, les sires de la Trimouille, de Graville, de Lisle & de Grimault, maistre Pierres de Sacierges, Charles des Potaux, maistres des requestes, Guillaume Briçonnet, général des finances, & autres présens. *Signé*, ROBINEAU.

N.° 24.

Édit du Roi François I.er, touchant les aliénations du domaine de Provence. 1517.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes. A tous ceux qui ces présentes lettres verront: Salut. Comme depuis notre advénement à la couronne, par importunité des requerans & autrement, nous ayons confirmé à plusieurs personnes les dons & transports qui leur avoient été faits par nos prédécesseurs rois & comtes de Provence, desquels ils disoient avoir joui & jouissent, en les leur augmentant & croissant d'autres droits, fait don de nouveau d'autres vieilles piéces, terres & seigneuries, justices & autres droits d'icelui notre domaine, que en ce faisant nous avons démembré d'icelui, les uns sous couleur & pour récompense des services, & les autres pour le payement des sommes qu'ils dient leur être deues que confessions avoir reçues, dont toutes fois ils n'ont aucune chose baillé, & les autres sous autres couleurs & moyens; par telles voyes notredit domaine qui est notre principal denier duquel nous nous devions aider pour le vivre & en-

tretenement de nous & de notre état royal, de notre très-chere & très-amée compagne la Reine & de nos enfans & lignée, est tellement séparé, aliéné & démembré, que nous en sommes de présent petitement subvenus & aidés ès choses dessus dites, & en défaut de ce sommes contraints nous aider & prendre pour notre vivre & entretenement des deniers de nos aides & tailles, qui comme il est notoire sont expressément ordonnées pour employer à la défense de notredit royaume & affaires qui en dépendent, à notre très-grand préjudice, domage & charge de conscience, & aussi à la énervation de nos droits, qui sommes tenus & obligés par serment fait en notre sacre, garder & défendre à notre pouvoir. Pourquoi soit besoin & requis y mettre & donner ordre & provision : sçavoir faisons que nous ce considéré & mesmement après ce que avons été informés & advertis du préjudice que nous & la chose publique avons à telles alienations, & que nos prédécesseurs ont toujours eû grand regard à la conservation dudit domaine, voulans & desirans de tout notre cœur icelui joindre & réunir, afin que nous en puissions être aidés & subvenus au vivre & entretenement de nous, notredite compagne & de nos enfans & états, ainsi qu'il est bien raisonnable. Et sur ce conseil & avis avec plusieurs princes & seigneurs de notre

ſang & gens de notre conſeil : Pour ces cauſes & autres raiſonnables à ce nous mouvans, de notre certaine ſcience, grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale & provençale, avons révoqué, caſſé & annullé, révoquons, caſſons & annullons du tout en tout par ces préſentes tous & chacun leſdits dons, ceſſions, tranſports, aliénations & conſtitutions qui ont été faites par noſdits prédéceſſeurs, ou qu'ils ſoient par nous confirmés & par exprès les dons des Greffes de Tholon, Caſtellane, vicomté du Martigues ; & ſemblablement tous & chacun les dons, ceſſions & tranſports, aliénations & conſtitutions, par nous de nouvel faits & concédés deſdits membres, portions, revenus de notredit domaine de noſdits pays & comté de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, appartenances & dépendances d'icelui, pour quelque cauſe, raiſon, faveurs & conſidérations quelles qu'elles ſoient, & puiſſent être exprimés & déclarés ès lettres ſur ce octroyées & expédiées ſoit à perpetuel, à vie, à temps, & pour ſeureté, engagement, venditions & récompenſes, faveurs, graces & bienfaits, ou autrement en quelque maniere, ne à quelque perſonne que ſe puiſſe avoir été ou être ; & iceux avons joint & uni, joignons & uniſſons inſéparablement au corps de notredit domaine, nonobſtant les vérifications, appellations, piéces & expéditions qui

ont été & pourront être faites; voulons, ordonnons & déclarons de notredite puissance & authorité royale & provençale qu'icelles parties, membres, portions, terres, seigneuries & choses aliénées & transportées, soient requises & remises à nos receptes ordinaires; & dorénavant, nous ne ferons pour quelque chose, raison ou occasion à quelque personne que ce soit, aucuns dons, aliénations, assignations, & surcharge sur icelui notre domaine que tenons de présent, & que nous pourroient valoir, & ne voulons aucunes lettres en être expédiées, scellées, vérifiées ne exécutées : toutefois nous n'entendons en cette présente révocation être compris les dons qu'avons faits de notre domaine, & à notre très-chere & bien amée dame & mere, & à notre très-chere & très-amée dame & belle-mere la reine Marie d'Angleterre, douairiere de France, pour l'assignat de son douaire; ne semblablement le grenier & vieilles gabelles de Berre, dont jouit notre très-chere & bien amée tante la duchesse de Bourbon & d'Auvergne; ne les seigneuries, fruits & revenus des baux dont nous avons fait don à notre amé & féal conseiller, maître d'hôtel ordinaire, le capitaine frere Bernardi des Baux sa vie durant; ne aussi les seigneuries, fruits & revenus de Castellane, dont avons fait don à notre amé & féal conseiller le tré-

ſorier général de notredit pays & comté de Provence, Ottobon Spinole, & à notre chere & bien amée Buchine de l'Arche ſa femme, & au ſurvivant d'eux deux; ne pareillement les venditions, aliénations & engagements qui ont été faits de notredit domaine, tant par noſdits prédéceſſeurs rois & comtes, que par nous, pour ſubvenir aux grands & urgens affaires que eux & nous avons eu à ſupporter pour le fait de nos guerres & défences de noſd. royaume & comté, leſquels nous voulons avoir lieu pour le temps aux conditions & ſous les facultés de rachapts contenues aux lettres qui ſur ce ont été expédiées. Si donnons en mandement par ces mêmes préſentes à notre amé & féal chancelier, à nos amés & féaux le grand ſénéchal, lieutenant général & gouverneur en notredit pays & comté de Provence, ou ſon lieutenant, gens de notre cour de Parlement réſident à Aix général, ayant la charge & adminiſtration de nos finances tant ordinaires qu'extraordinaires en noſdits pays & comté, préſidens & maîtres rationaux en notredite chambre des Comptes & archifs d'Aix, baillif, prevôt, châtelains, procureurs, receveurs & grenetiers; & à tous nos autres juſticiers & officiers, & à leurs lieutenans préſens & à venir, & à chacun d'eux, ſi comme à lui appartenant, que cette préſente notre révocation, loi, édit, ordonnance, conſtitution,

décrêt & anichilation, ils enregistrent ou fassent entegistrer afin de perpétuelle mémoire & observation en nosdites cour & chambre des Comptes, & icelles gardent & observent & mettent en exécution reaument & de fait de point en point selon leur forme & teneur, sans avoir sur icelles lettres à paréatis; & en ce faisant fassent dorénavant à commencer du 15e jour de Mai prochain venant, faire recette desdites choses ainsi par nous révoquées, que dessus exprimées & déclarées par trésoriers & receveurs ordinaires & autres nos officiers qu'il appartiendra, chacun en son regard, en contraignant à ce faire & souffrir les détenteurs & ceux qui pour ce seront à contraindre, nonobstant que dessus & quelconques oppositions, appellations, lettres, piéces, mandemens, déclarations, restitutions, ou défences à ce contraires, pour lesquelles ne voulons être différé. Et parceque de cesdites présentes on pourra avoir à besogner en plusieurs & divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles fait sous scel royal & provencal, foi soit adjoutées comme à ce présent original. En témoin de ce nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Amboise le 22 jour de l'an de grace 1517, & de notre régne le quatriéme. Par le roi comte de Provence. Signé ROBERTET.

N.° 25.

Édit du Roi François I.er, touchant l'aliénation du domaine de Provence. 1536.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes : A nos amez & féaux les gens tenant nôtre Cour de Parlement, maîtres rationaux, & gens de nos Comptes audit pays, ſalut & dilection. Comme à notre couronnement, ſuivant ce qui a été fait & continué par nos prédéceſſeurs rois, ayant fait & prêté le ſerment de ne vendre, diſtraire ni aliéner les biens du domaine de la couronne, & de révoquer, caſſer & annuller les aliénations que par ci-devant en ont été faites, & le tout remettre & unir à notredit domaine & couronne, à laquelle noſdits comtez & pays de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, ont été & ſont ſoumis & incorporez par diſpoſitions valables & irrévocables ; & partant que le devoir & acquit de notredit ſerment, ſoulagement de notre peuple, ſoit beſoin remettre & réunir à notredit domaine de Provence, étant de notredite couronne, comme dit eſt, ce qui en a été pat ci-devant diſtrait & aliéné, tant para-

vant leſdites diſpoſitions de union & incorporation par les comtes de Provence que depuis, veu même que ledit domaine de Provence de toujours a été inaliénable, & n'ont pu les comtes & ſeigneurs dudit pays, au préjudice de l'état, faire diſtraction & aliénation dudit domaine, ſous couleur de inveſtitures & inféodations requiſes & pratiquées par moyens grandement dommageables, ou autres contracts ou diſpoſitions induement faites & recouvers : à faire laquelle réunion pouviez être en difficulté au moyen de certaines lettres pourſuivies par nos chers & bien amez Antoine d'Oraiſon, vicomte de Cadenet, & M[e] François Jarente, ſieur de Tollonet, lors préſident de notre Chambre rigoureuſe de notredit pays, de Provence, depuis ſupprimée, eux diſans députés par nos chers & bien amez les gens des trois Etats dudit pays, par leſquelles étoit déclaré que les lettres de commiſſion pour retirer, réunir & réduire à notredit domaine de notredit pays n'auroient lieu ez biens aliénez par les feus comtes & comteſſes dudit pays, leurs ſéneſchaux & lieutenans ayant d'eux puiſſance de ce faire, auparavant que leſdits comtés fuſſent unis à notredite couronne, & tous empêchemens & ſaiſies qui auroient été miſes & appoſées, levées & ôtées, ainſi qu'eſt contenu eſdites lettres ainſi recouvertes par leſdits Cadenet & Jarente, le 20 juin 1532, enre-

giſtrées ez archives avec les lettres d'attache & entérinement d'icelles à notredite Cour de Parlement & Chambre des Comptes, ſi ſur ce n'étoit par nous pourvû de déclaration & remède convenable. Pour ce eſt-il que nous que deſirons ſur-tout nous acquitter de notredit ſerment, remettre, réunir à notredite couronne ce qui en a été diſtrait & aliéné, pour nous en aider & ſubvenir à nos affaires & ſoulager nos ſujets; vous mandons, commettons & enjoignons par ces préſentes que appellez ceux qui pour ce ſeront à appeller, procédez à ladite réunion & réduction de toutes & chacunes les terres, ſeigneuries, droits & devoirs que trouverez avoir été induement diſtraît, ſéparés & aliénés de notredit domaine de Provence, tant paravant ladite union & incorporation faite deſdits pays à notredite couronne, que depuis icelle, ſans vous arrêter eſdites lettres du 20 Juin 1532, recouvertes par leſdits députés des trois états de notredit pays, leſquelles ne voulons avoir lieu ne ſortir leur effet, ains icelles & toutes autres ſi aucunes avoient été auparavant baillées & octroyées, & ce qui s'en eſt enſuivi, de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, avons révoqué, caſſé & annullé, révoquons, caſſons & annullons par ces préſentes, eſquelles n'entendons toutes fois comprendre les terres & biens pour la réunion deſquels pro-

cès ont été ci-devant intentés, pendans & indécis en la grand'chambre des Enqueftes de notre Cour de Parlement de Paris, à laquelle avons commis le commiffaire de la réunion de notredit domaine, par autres nos lettres; nonobftant lefquelles voulons & nous plaît que procéder fur le fait de ladite réunion, quant ez terres & biens dont n'y a point procès pendans en notre chambre des Enqueftes, pour le foulagement de nos fujets, & à ce que plus briefve & plus prompte expédition en puiffe être faite pardevant vous, & aux parties ouies fait raifons & juftice : car ainfi nous plaît-il eftre fait, nonobftant comme deffus & quelconques lettres à ce contraires. Donné à Lyon le 19 avril, l'an de grace 1536, & de notre règne le 22. Par le roi, comte de Provence, *figné*, BRETON.

N.° 26.

1539. *Déclaration du Roi François I.er, fur le domaine général du Royaume.*

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roy de France; à tous ceux qui ces préfentes lettres verront; SALUT. Comme pour le bien & utilité de nous & de la chofe publique de notre royaume, confervation

&

& augmentation du patrimoine de notre couronne, que de ſa nature eſt inaliénable par quelque manière que ce ſoit ; nous ayons par ci-devant décerné & octroyé nos lettres-patentes en forme d'édits pour la révocation & réunion générale de notre domaine, en vertu deſquelles ayant été faites pluſieurs ſaiſies ſur grand nombre de fiefs, terres, ſeigneuries & héritages qui étoient anciennement de notredit domaine, & qui ont par ci-devant été uſurpés, poſſédés ou aliénés ſans titre ou avec titre non-valable, ſur leſquelles ſaiſies ſe ſont meus & intentés pluſieurs & divers procès contre notre procureur-général, ſoutenant leſdites ſaiſies & main-miſes, requérant ladite révocation & réunion d'une part ; & les détenteurs deſdites terres, ſeigneuries & héritages, défendeurs & oppoſans d'autre ; eſquels procès leſdits oppoſans, ou la plus grande partie d'iceux, ſçachant n'avoir aucun droit ez choſes contencieuſes, & icelles avoir été par eux ou leurs prédéceſſeurs uſurpées, tenues ou occupées de male-foi, contre les droits de notre couronne, ſe défendent d'une longue jouiſſance, & pour toutes défenſes propoſent preſcription centénaire & immémoriale, ſur laquelle ils attendent & eſpèrent gain de cauſe, & dont aucuns de nos juges ont par ci-devant & pouroient ci-après faire difficulté, & au jugement dudit procez s'arrêter à ladite preſcrip-

M

tion centénaire, choſe qui ſeroit grandement préjudiciable à nous, notredit royaume & ancien domaine de notredite couronne, & de périlleuſe ouverture & conſéquence. Sçavoir faiſons, que nous conſidérant notredit domaine & patrimoine de la couronne de France, tant par la loi de notredit royaume, & conſtitutions de nos prédéceſſeurs rois, comme de diſpoſitions de droit civil & canonique, & par le ſerment que nous & nos prédéceſſeurs avons fait & ont accoutumé de faire les rois de France en leur ſacre être inaliénable, par quelque eſpèce ou maniere d'aliénation que ce ſoit, directement ou indirectement, par jouiſſance, poſſeſſion, uſurpation, intention, détention ou autre façon & manière de la vouloir acquérir, attendu que ledit domaine & patrimoine de notredite couronne eſt réputé faire & ne pouvoir tomber au commerce des hommes, ce que nul de nos ſujets ne peut & ne doit ignorer; & où il en voudroit prétendre cauſe d'ignorance, telle ignorance ſeroit intolérable, attendu que telle eſt la loi commune de notredit royaume, en manière que telle jouiſſance que ne peut être fondée en titre valable, ne pouroit procéder ſans male-foi & charge de conſcience, tant envers Dieu que nous, mêmement qu'elle ſeroit & eſt contre le bien public: conſidérant auſſi que telles jouiſſances, poſſeſſions

& preſcriptions procédant plus ſouvent de la connivence & négligence de nos officiers, que quelquefois pour le crédit & faveur que ont eu par ci-devant les détenteurs & poſſeſſeurs de notredit domaine à l'entour des perſonnes de nos prédéceſſeurs ou de nous, ou pour la grandeur deſdits perſonnages ou autrement, ont paſſé & paſſent ſans diſſimulation leſdites aliénations, poſſeſſions & preſcriptions que ſeroit plus imputable à noſdits officiers, qu'à nous ou nos prédéceſſeurs rois, qui ſommes empêchés à la tuition & défenſe de notredit royaume, adminiſtration d'icelui, & au fait de nos guerres, pour ſouldoyer toutes leſquelles choſes eſt le domaine de notredite couronne introduit & doit être conſervé, & que n'avons & ne pouvons avoir particulière connoiſſance, & par le même de toutes terres, ſeigneuries, droits & héritages de notredit domaine, ni des aliénations & uſurpations d'icelui, ſinon par noſdits officiers, la négligence deſquels ſi elle venoit en conſidération au jugement des procès intentés ſur la réunion & révocation d'icelui notre domaine, ce nous ſeroit choſe de griefve importance, & grandement préjudiciable au bien de notre choſe publique. Auſſi que pour montrer manifeſtement que n'aurions entendu ſouffrir leſdites preſcriptions, ains les interrompre par des moyens à nous connus, au-

rions à l'advénement de notre couronne comme auſſi auroient fait nos prédéceſſeurs rois de France, chacun en ſon temps, fait révocation générale des aliénations, & icelles fait publier ou enregiſtrer en nos cours ſouveraines, afin qu'on n'en pût prétendre ignorance. Pour ces cauſes & autres bonnes & grandes conſidérations à ce nous mouvant, & par l'avis & conſeil des princes de notre ſang & autres grands & nobles perſonages de notre conſeil privé, avons déclaré, ſtatué & ordonné, déclarons, ſtatuons & ordonnons, que par l'édit par nous fait ſur la réunion de notredit domaine, toutes aliénations ou entrepriſes, uſurpations faites ſur icelles, de quelque temps que fût ou pût être, fuſſent ſujettes à réunion & incorporation à notredit domaine, & que ez procez meus & à mouvoir pendans & indécis ſur ladite réunion & révocation, nos juges & officiers préſens & advenir n'euſſent & n'ayent aucun égard à quelque poſſeſſion, jouiſſance & preſcription que ce ſoit, & pour quelque laps de temps qu'elle aye duré, hors qu'elle excédât cent ans, ains ſans ſoi arrêter à icelles qu'ils euſſent & ayent à paſſer outre & procéder au jugement des procès, en faiſant droit ſur les autres moyens & défenſes des parties collitigantes avec nous ou notre procureur-général, ſi aucunes ils on ont, ou ont allégué eſdits procès. Si donnons en

mandement par cesdites présentes à nos amez & féaux les gens de nos cours de Parlement, commissaires par nous ordonnez sur le fait de ladite réunion & révocation de notredit domaine, & autres nos justiciers & officiers, ou leurs huissiers présens & advenir, le contenu en cette notre présente déclaration, statuts & ordonnances, ils entretiennent, gardent & observent, & fassent entretenir, garder & observer de point en point sans enfraindre; car tel est notre plaisir; en témoin de ce nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Paris, le 30 juin, l'an de grace 1539, & de notre règne le vingt-cinquième.

N.° 27.

Commission du Roi François I.er, touchant la révocation des domaines aliénés. 1542.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes: à nos amés & féaux conseillers, Me Jean de Maynier, président; Géoffroy Salla, George Durand, François Somaty, Fouquet Fabry, Honoré de Tributys, Antoine Rolland, Nicolas Entenjaud, Jean Donneau & Bernard de Badet, con-

seillers en notre cour de Parlement; Mes Balthasar Jarente, président; Honoré Arbauld & Pierre Vittalis, maîtres rationaux en la chambre des Comptes dudit Provence séant à Aix: salut & dilection. Comme pour instruire & mettre en ordre & état de juger les procez meus & intentez en notre cour de Parlement à Paris, sur le fait & réunion de notre revenu & domaine sur nous tenu & usurpé par plusieurs personnes en notre pays & comté de Provence & terres adjacentes; nous eussions, à la requête de notre procureur général en notredite cour de Parlement de Provence, des pieça, décerné & fait expédier nos lettres patentes de commission adressantes à vous Donneau & Badet, données à Lyon le 25 Septembre 1541, par lesquelles vous seroit mandé vacquer, ou l'un de vous en l'absence de l'autre, à l'instruction desdits procez, pour après être jugez en définitive par lesdits commissaires en notredite cour de Parlement, après laquelle information auriez commencé de vacquer, & fait quelques saisies d'aucunes desdites terres, seigneuries & possession que notredit procureur général prétend nous compéter & appartenir: néanmoins pour aucunes autres nos affaires depuis survenues ou autrement, est la matière jusques à présent demeurée discontinuée, & sans sortir aucun effet, en notre très-grand préjudice, inté-

rêt & dommage & perdition de notredit domaine; de plus, pouroit être encore ci-après à l'advenir, ſi par nous n'y étoit promptement pourvu: humblement requérant notredite procureur général ſur ce notre proviſion: pourquoi nous ces choſes conſidérées, de tout notre cœur & affection, deſirant la conſervation & recouvrement de notredit domaine aliéné, & ſur nous uſurpé comme dit eſt, & leſdits procez meus & intentez à cauſe de ce être vuidez & expédiez; vous mandons commandement & expreſſément enjoignons par ces préſentes de certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, que vous congregez & aſſemblez en notredite chambre des Comptes, de la ſemaine les jours de mercredi & ſamedi de relevée, procédez ou les trois de vous en l'abſence des autres, à l'inſtruction, & mettez en ordre & en état de juger iceux procez & différends, & quant auxdites ſaiſies requiſes par notredit procureur, ou autrement par les ſept de vous en l'abſence de huit, comprins notredit préſident en notredite cour de Parlement, dudit nombre de ſept ou huit en ſon abſence, procédez au jugement d'iceux interlocutoires juſques à arrêt définitif excluſivement; & quant à la main-levée requiſe par les parties juſques à la ſomme de quarante livres tournois de rente par an tant ſeulement, laquelle diffinition &

jugement & main-levée de plus grande somme de rente ou revenus, que de quarante livres tournois par an, comme dit est, & lesdits autres procez qui seront par vous veus, instruits & mis en état de juger, comme dit est, nous avons dès-à-présent pour lors renvoyez & renvoyons par-devant lesdits commissaires par nous députez en notredite cour de Parlement de Paris sur le fait de ladite réunion, pour être par eux jugez & expédiez définitivement ou interlocutoirement, comme dit est, & ainsi que de raison, selon & en suivant le pouvoir sur ce par nous à eux donné pour le fait de ladite réunion & de nos sentences interlocutoires, comme dit est, sur ce que par vous donnerez; lesquelles en tems que besoin sera, nous avons validées & autorisées, validons & autorisons, tout ainsi que s'ils avoient été donnez par arrêt délivré de nos cours de Parlement, faites mettre à deue & entière exécution selon leur forme & teneur, & contraignant ou faisant contraindre à ce faire & tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, faites ou à faire & sans préjudice d'icelle, pour lesquelles ne voulons être différé: lesquelles de notre certaine science, pleine puissance & authorité royale, nous avons dès-à-présent pour lors évoquez & évoquons, & renvoyez

& renvoyons par-devant leſdits commiſſaires pour en connoître, décider & juger, comme de raiſon; & d'icelles interdit & deffendu, interdiſons & deffendons à tous nos autres juges & officiers, toute cour, juriſdiction & connoiſſance par ceſdites préſentes, & faites & adminiſtrées au ſurplus aux parties en cas de débat, icelles ouies, raiſon & juſtice: car ainſi nous plaît-il être fait, nonobſtant que par autres lettres à devant octroyées ayons commis & attribué auxdits commiſſaires en notre grand chambre des Enquêtes de notre cour de Parlement de Paris, la totale déciſion & connoiſſance en telles & ſemblables matieres, l'ordonnance faite ſur le fait de l'évocation de nos cours de Parlement & quelconques autres ordonnances, preſcriptions, mandemens & défenſes à ce contraires, auxquelles en tems que beſoin ſeroit, nous avons de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, dérogé & dérogeons par icelles préſentes pour cette fois tant ſeulement: de ce faire, & aux trois, ſept & huit de huit en l'abſence des autres, vous avons donné & donnons plein pouvoir, haute puiſſance, autorité, commiſſion & mandement ſpécial par ceſdites préſentes, mandons & commandons à tous nos juſticiers & officiers & ſujets que avons, en ce faiſant obéiſſent & entendent, preſtent & donnent conſeil, confort &

ayde, si métier est requis en font. Donné à Esclaron le 29 mai, l'an de grace 1542, & de notre règne le vingt-huitiéme.

N.° 28.

1551. *Lettres de naturalité, pour un né en Avignon.*

HENRI, &c. comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes; savoir faisons à tous la humble supplication de notre cher & bien amé Philippe Griffon, marchand poisonnier, chargé de femme & enfans, contenant qu'il est natif & demeurant en la ville & cité d'Avignon, dépendante, & qui a été éclipsée de notre comté de Provence, uni & incorporé à la couronne de France, au moyen de quoi les originaires & procréés en icelle ville devroient être réputez & censez comme propres originaires de notredit pays de Provence, regnicoles de notredit royaume, attendu l'union faite de notredit pays de Provence en notredit royaume; toutefois ledit Griffon doute qu'au moyen de ce que ladite ville & cité d'Avignon n'est de présent tenue & possédée par nous, on lui voulut objecter être étranger de notre royaume,

& que nos officiers ou autres, après ſon trépas, vouluſſent à l'advenir prétendre ne devoir jouir des priviléges, franchiſes & libertez dont jouiſſent les vrais originaires d'icelui, & des terres & propriétés qui ont été & ſont de préſent unies & par nous tenues & poſſédées, & en fruſtrer ſa femme, enfans & héritiers ou autres, & même les empêcher en la poſſeſſion & jouiſſance des biens & héritages & poſſeſſions qu'il tient de préſent en notredit royaume, & pourroit ci-après avoir, tenir, acquérir & poſſéder, ſi par nous ne lui étoit ſur ce octroyé nos lettres à ce convenables, humblement requérant icelles. Pour ce eſt-il que nous ce conſidéré, inclinant libéralement à la ſupplication & requête dudit ſuppliant, pour ces cauſes & autres conſidérations à ce nous mouvant, avons, *ſans préjudice de nos droits par nous prétendus, & qui nous appartiennent en ladite ville & cité d'Avignon*, permis & octroyé, permettons & octroyons, voulons & nous plaît, & lui avons donné & donnons congé, licence & permiſſion de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, par ces préſentes, qu'il puiſſe & lui loiſe demeurer, réſider, & s'y habituer en cettuy notredit royaume, pays, terres & ſeigneuries de notre obéiſſance, s'il trouve que ce ſoit ſon profit, & y tenir, acquérir, poſſéder tous & chacuns, les biens, meu-

bles & immeubles, terres, héritages, possessions & autres biens quelconques qu'il a ja acquis & qu'il pourra ci-après acquérir & acheter, & qui lui pourront écheoir, compéter & appartenir tant par don, succession, que quelconque autre droit & titre que ce soit, & d'iceux en jouir & user comme font & ont accoutumé faire les natifs & originaires de notredit royaume & pays de notre obéissance, pleinement & paisiblement, & en faire disposer & ordonner par testament & ordonnance de dernière volonté, donations faites entre-vifs, ou autrement, ainsi que bon lui semblera, comme nos vrais originaires, regnicoles, & tout ainsi que si ladite ville & cité d'Avignon étoit par nous possédée, & nonobstant éclipsement d'icelle fait de notredit comté de Provence, & que ladite ville d'Avignon n'est de présent en nos mains; & que, après son trépas, sa femme, héritiers & possesseurs ou ayans cause, ou autres auxquels il en pourroit avoir disposé, lui puissent succéder & en prendre, cueillir & appréhender la possession & jouissance, sans que nos officiers ou autres par droit d'aubeyne ou autrement, leur puissent en ce donner aucun trouble ou empêchement, ne que notre présente permission nous puisse préjudicier à nos susdits droits prétendus, & qui nous appartiennent en icelle ville & cité; en nous payant pour raison de ce finance

modérée pour une fois ſeulement. Si donnons en mandement par ceſdites préſentes à nos amez & féaux les gens de nos Comptes à Paris, Montpellier, & tréſoriers de France, & à tous nos baillifs, ſéneſchaux, prévôts, juges & nos juſticiers & officiers, ou leurs lieutenans préſens & à venir, & à chacun d'eux qui en ſeront requis, & ſi comme à lui appartiendra que de nos préſens, grace, permiſſion & octroy, congé, licence & de tout le contenu ci-deſſus, ils faſſent, ſouffrent & laiſſent ledit ſuppliant & ſes ſucceſſeurs & ayans cauſe jouir & uſer pleinement & paiſiblement, & à toujours perpétuellement; ceſſans & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens au contraire, leſquels s'y fait mis, &c. car tel eſt, &c. nonobſtant les ordonnances faites par nos prédéceſſeurs contre les étrangers & non natifs de notre royaume auxquelles & quelconques autres ordonnances, lettres & reſtitutions, mandemens ou déſenſes à ce contraires, nous avons dérogé & dérogeons de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, par ces preſentes & afin & ſauf, &c. Donné à Blois au mois de janvier, l'an de grace 1551, & de notre règne le cinquième; ainſi ſigné ſur le repli *par le Roi*, comte de Provence, le ſeigneur de Morvillier, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel, préſent Mathieu.

N.° 29.

1566. *Lettres de naturalité, pour Louis & Laurent Fortia, natifs d'Avignon.*

CHARLES, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à tous présents & avenir: Salut, savoir, faisons. Nous avons reçu l'humble supplication de Louis & Laurent Fortia, fils de Charles Fortia & de Jeanne de la Salle, natifs d'Avignon, contenant que combien que ladite ville d'Avignon soit dépendante dudit comté de Provence, uni & incorporé à la couronne de France, & que les natifs dudit Avignon & comté de Venaissein deussent jouir & user des mêmes libertés, priviléges & franchises que nos regnicoles; toutes fois causant que ladite ville d'Avignon & comté de Venaissein sont à présent tenus & possédez par notre S. P. le Pape, *par engagement de nos prédécesseurs*, desquels nous avons le droit, ils doutent de ne pouvoir ordonner & disposer des biens qu'ils ont acquis & acquéreront par après en notre royaume, & qu'on les voulut empêcher en la jouissance d'iceux, même en l'exercice des états & offices dont ils pour-

ront être par nous pourvus, & que après leur trépas, nos officiers ou autres vouluſſent prétendre leſdits biens nous compéter, & appartenir par droit d'aubeyne ou autrement, & pour ce en fruſtrer leurs femmes & héritiers, ou autres auxquels ils en pouront avoir diſpoſé, ſi par nous n'étoient habitez & diſpenſez, quant à ce & de nos graces & libéralitez ne leur étoient ſur ce impartis: pourquoi Nous, ce conſidéré, deſirant ſubvenir auxdits ſuppliaıs en cet endroit & les favorablement traiter, à iceux pour ces cauſes & autres à ce nous mouvans, inclinant libéralement à leur ſupplication & requête, avons permis & octroyé, & de notre certaine ſcience, grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, permettons & octroyons, voulons & nous plaît par ces préſentes, qu'ils puiſſent réſider & demeurer en cettuy notredit royaume, pays, terres & ſeigneuries de notre obéiſſance où bon leur ſemblera, jouiſſant de tels & ſemblables priviléges, franchiſes, libertez, immunitez que les autres manans, habitans du lieu où ils demeureront, y avoir, tenir & exercer tous états, dignités & charges dont ils ſont & pouront être ci-après par nous pourvus, biens, meubles & immeubles, terres & ſeigneuries qu'ils ont ja acquiſes, & pourront par ci-après juſtement & licitement acquérir, les tenir & poſſéder, & d'iceux enſem-

ble de ceux qu'ils y ont ja acquis, disposer & ordonner par testament & ordonnance de dernière volonté, donation entre-vifs ou autrement, ainsi que bon leur semblera, & que après leur trépas, leurs femmes, enfans & héritiers ou autres auxquels ils en pourront avoir disposé, leur puissent succéder & en prendre, cueillir & appréhender la possession & jouissance, s'ils sont regnicoles, sans que nos officiers ou autres les prétendent nous compéter & appartenir par droit d'aubeyne, sous prétexte qu'ils sont natifs & habitans dudit Avignon ou comté, comme dit est, ne autrement, dont en tant que de besoin est ou seroit, les avons habilités & dispensés, habilitons & dispensons de nos grace & autorité que dessus, & à nos ordonnances faites en cette partie contre les étrangers & non natifs de notredit royaume, avons dérogé & dérogeons de nos grace & autorité que dessus, par cesdites présentes, en nous payant toutefois finance modérée pour une fois seulement, & sans préjudice des droits de propriété qui nous appartiennent en ladite ville d'Avignon. Si donnons en mandement par ces présentes à nos amez & féaux conseillers les gens de nos Comptes, trésoriers de France audit Provence, sénéschal dudit pays, & à tous nos autres justiciers & officiers, & chacun d'eux si comme à lui appartiendra, que de nos présentes

ſentes graces, déclaration, habilitation & diſpenſe, & de tout l'effet & contenu en ceſdites préſentes, ils faſſent, ſouffrent & délaiſſent leſdits ſuppliants & leurs ſucceſſeurs jouir & uſer pleinement & paiſiblement, ceſſant, & faiſant ceſſer tout trouble & empêchement à ce contraires. Car tel eſt notre plaiſir, nonobſtant quelconques ordonnances, reſtrictions, mandements, défenſes & lettres à ce contraires; & afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites préſentes, ſauf en autres choſes notre droit & d'autruy en tout. DONNÉ à Moulins au mois de février, l'an de grace 1566, & de notre règne le ſixième.

N.° 30.

Lettres de naturalité, données par le Roi Charles IX, à un natif d'Avignon. 1567.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes: ſavoir faiſons, à tous préſens & à venir. Nous avons reçu l'humble ſupplication de Jean Puget, ſieur de Chaſtner, natif d'Avignon, contenant que combien que ladite ville d'Avignon ſoit

dépendante du comté de Provence, unie & incorporée à la couronne de France, où ledit supliant a acquis & lui soient écheus & advenus, par succession de ses parents, plusieurs biens, terres & possessions, scituées & assises tant en notredit comté de Provence qu'ailleurs en nôtre royaume, & espere, Dieu aydant, d'y en avoir & acquérir d'autres cy-après ; mais optant que ladite ville d'Avignon est, quant à présent, hors nôtre domination & puissance, tenue & possédée par N. S. P. le Pape, par engagement de nos prédécesseurs desquels nous avons le droit, il doute qu'il ne puisse disposer & ordonner de sesd. biens, & qu'on ne le voulût empêcher en la jouissance d'iceux, même en l'exercice des charges & offices dont il pourroit être par cy-après par nous pourvû, & que, après son trépas, nos officiers ou autres voulussent prétendre lesdits biens nous compéter & apartenir par droit d'aubeyne ou autrement, & par ce en frustrer sa femme & héritiers, ou autres auxquels il pourroit en avoir disposé, si par nous n'étoit à ce habilité & dispensé, ou quant à ce, nos grace & libéralité ne lui étoient impétrées. Pourquoi nous ce considéré, desirant subvenir audit supliant en cet endroit, & le favorablement traiter à icelui : pour ces causes, & autres à ce nous mouvants, inclinant libéralement à sa supplication & requête,

avons permis & octroyé, & de notre certaine ſcience, grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, permettons & octroyons, voulons & nous plaît, qu'il puiſſe réſider, demeurer & ſoy habiter en cettuy nôtre royaume, pays, terres & ſeigneuries de nôtre obéiſſance, y tenir & exercer tous états & offices dont il eſt & pourra être par cy-après par nous pourvû; d'acheter tous les biens-meubles, immeubles, héritages, fiefs, arrière-fiefs, terres, ſeigneuries qu'il pourra juſtement & légitimement acquérir; les tenir, poſſéder, & d'iceux enſemble de ceux qu'il a ja acquis, diſpoſer & ordonner par teſtament & ordonnance de dernière volonté, donation faite entre-vifs ou autrement, ainſi que bon lui ſemblera; & qu'après ſon trépas, ſa femme, enfans & héritiers, ou autres auxquels il pourroit en avoir diſpoſé, lui puiſſent ſuccéder & en prendre, cueillir & appréhender la poſſeſſion & jouiſſance, ſans que nos officiers, ou autres, les puiſſent prétendre nous compéter & appartenir par droit d'aubeyne, ſous ombre qu'il eſt natif d'Avignon, comme dit, ne autrement; dont en tant que beſoin eſt ou ſeroit, l'avons habilité & diſpenſé, habilitons & diſpenſons à nos ordonnances faiſant en cette partie, contre les étrangers & non natifs de nôtredit royaume, nous avons dérogé & dérogeons de

nos graces & autres que deſſus par ceſdites préſentes, en nous payant toutefois finance modérée, pour une fois ſeulement, & ſans préjudice du droit de propriété qui nous appartient à ladite ville de Avignon. Si donnons en mandement par ces mêmes préſentes, à nos amez & féaux les gens de nos comptes, tréſoriers de France & généraux de nos finances, ſéneſchal dudit Provence ou ſes lieutenans, & à tous nos autres juſticiers & officiers & chacun d'eux, ſi comme à lui appartiendra, que de nos pure grace, déclaration, habilitation & diſpenſe de tout le fait & contenu ci-deſſus ils faſſent, ſouffrent & laiſſent jouir ledit ſuppliant & ſes ſucceſſeurs, pleinement & paiſiblement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchements au contraire : Car tel eſt nôtre plaiſir, nonobſtant quelques ordonnances, reſtrictions, mandemens, défenſes; & afin que ce ſoit choſe ſtable & ferme à à toujours, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces préſentes, ſauf en autres choſes nôtre droit & d'autruy en toutes. Donné à Paris, au mois de Mai, l'an de grace 1567, & de nôtre règne le ſeptième.



N.° 31.

Extrait du Cahier présenté au Roi par les Gens des trois Etats du Comté de Provence, en 1612. 1612.

ARTICLE XXVI.

LE domaine qui a été aliéné en ladite Province, par les anciens comtes, auparavant qu'elle fût unie à la couronne, n'a oncques été comprins aux commissions qui ont été laxées pour la vente & revente de votre domaine; parceque, par le testament de Charles II, dernier comte de Provence, ladite province a été laissée à la couronne à condition de ne rechercher lesdites aliénations, *lesquelles ont été faites en faveur de la plus grande partie de la noblesse & des communautés dudit pays*, qui demeureroient ruinées, si ladite possession leur étoit ôtée; & afin que lesdits possesseurs soient d'autant plus asseurés & le repos dudit pays confirmé, Votre Majesté est très-humblement suppliée de déclarer que lesdits possesseurs ne pourront être recherchés à perpétuité au moyen desdites reventes & rachats du domaine, pour quelque

cause que ce soit; & que lesdites aliénations, concessions & inféodations, faites auparavant ladite union, ne seront point comprinses aux commissions laxées ou à laxer pour ladite revente du domaine.

Et à côté dudit article est écrit : ACCORDÉ.

N.° 32.

1663. *Arrêt de la Cour de Parlement de Provence, portant réunion de la ville d'Avignon & du Comté de Vénaissin, au domaine de la Couronne.*

Extrait des Registres du Parlement.

VEU par la Cour, les chambres assemblées, le procès & procédures faites à la requête du procureur-général du Roi, demandeur en requête du 23 octobre 1662, afin de faire réunir la ville d'Avignon & le comté de Venaiscin à la couronne de France, comparant contre N S..P. le Pape, assigné & réassigné, en la personne de son vice-légat en ladite ville d'Avignon, défendeur & défaillant. Extrait d'acte de partage du comté de Provence, entre Alfonse, comte de Toulouse, & Raimond Berenguier, comte de Barcelone, maris des deux

filles de Gilbert, comte de Provence, du mois d'Octobre 1125. Extrait de la donation & ceſſion des droits de moitié de la ville d'Avignon, faite par Philippe-le-Bel, à Charles II, roi de Sicile & comte de Provence, pour juſtifier l'union du total de ladite ville en faveur des comtes de Provence. Extrait des lettres-patentes du roi Robert, déclaratoires de ſa volonté, qu'il ne veut être fait aucune aliénation de rien qui ſoit ſtable, du comté de Provence, du 21 décembre 1334. Extrait du teſtament dudit roi Robert, du 16 juin 1343. Un livre, intitulé : *Hiſtoire chronologique des évêques, archevêques d'Avignon*, imprimé en ladite ville en 1659. Extrait des lettres-patentes de la reine Jeanne, du 23 mai 1361. Autre extrait des lettres-patentes de ladite Reine, du premier mai 1367. Autre extrait des lettres-patentes de ladite Reine, du 13 juin 4ta *indictionis*. Extrait du teſtament de Charles d'Anjou, dernier comte de Provence, du 2 décembre 1481. Copie de la lettre écrite par le Roi à ſon procureur-général, pour la réunion du comtat d'Avignon, du 13 décembre 1662. Copie de la requête donnée enſuite par ledit procureur-général & dont eſt queſtion, du 23 octobre audit an. Copie de l'arrêt de la Cour ſur ladite requête dudit jour, la commiſſion icelui levée ledit jour. Verbal fait par Maynier & Boſc, huiſ-

ſiers, ſur l'aſſignation par eux donnée à N. S. P. le Pape, en la perſonne de ſon vice-légat en la légation d'Avignon, du 24 dudit mois d'octobre & audit jour. Extrait de la préſentation au greffe, par ledit ſieur procureur-général, du 30 du même mois. Extrait du premier défaut, du 18 novembre même année. Lettres de réadjournement, du 4 décembre audit an 1662. Verbal fait par leſdits Maynier & Brun, ſur l'aſſignation donnée au ſieur vice-légat, dudit jour 4 décembre & jours ſuivans. Second défaut à la ſale, du 16 dudit mois. Troiſième défaut, portant pièces miſes; du 11 janvier 1663; l'inventaire de production dudit défaut. Arrêt de la Cour, du 27 dudit mois de janvier, que leſd. défauts ſont déclarés bien venus, obtenus & entretenus, & N. S. P. le Pape décheu de toutes ſes exceptions & défenſes dilatoires, déclinatoires & péremptoires; &, avant que de juger de l'entier profit, il ſeroit d'abondant réaſſigné, pour voir produire titres & documens & prendre appointement à droit. Verbal fait par leſd. Maynier & Brun, huiſſiers, ſur la réaſſignation du 28 dudit mois. Quatrième défaut à la ſalle, du 10 Février audit an. Cinquième défaut en jugement, portant pièces miſes, du premier de mars ſuivant. Extrait de l'échange paſſé en ſeptembre 1257, entre le comte de Provence & l'évêque de

Marſeille. Extrait de la révocation faite par la reine Jeanne, de toutes les donations, conceſſions & aliénations par elle faites, du 15 ſeptembre 1350; les lettres-patentes du Roi pour la continuation du Parlement, du 17 du préſent mois, vérifiées par la Cour. L'inventaire de production deſdits défauts : oui le commiſſaire député, tout conſidéré. DIT A ÉTÉ que la Cour, les chambres aſſemblées, jugeant l'entier profit & utilité deſdits défauts, & trouvant la demande dudit procureur-général du Roi duement juſtifiée par ſes produits, a déclaré & déclare ladite ville d'Avignon & comté Venaiſcin être de l'ancien domaine & dépendance du comté de Provence, & d'icelui n'avoir pu être aliéné ni ſéparé; & au moyen de ce, les a remis & réunis à la couronne : & en conſéquence de ce, a ordonné & ordonne que le Roi ſera mis & établi en la poſſeſſion & jouiſſance de ladite ville & comté de Venaiſcin, droit & appartenances, par Mes de Maynier, premier préſident; de Forbin, préſident; de Gautier de Villeneuve, de Trichard de Lombard, de Perrico, de F. Thomaſſin, de Seigun & de Saint-Marc, conſeillers du Roi, que la Cour a commis pour s'acheminer en ladite ville & comté aux lieux où beſoin ſera, pour en prendre la réelle & actuelle poſſeſſion, recevoir le ſerment de fidélité, foy & hommage des conſuls & habitans dudit

Avignon, & autres; ensemble des élus & syndics dudit comtat; y établir, par provision & jusqu'à ce que Sa Majesté y ait pourveu, des officiers de justice, au nombre qu'ils trouveront à propos, pour connoître des différends civils & criminels des habitans de ladite ville & comté, dont l'appel ressortira à la Cour, & ordonner tout ce qu'ils jugeront nécessaire pour le bien & avantage de Sa Majesté, circonstances & dépendances, nonobstant oppositions on appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé. A fait & fait inhibitions & défenses à tous les habitans de ladite ville & comté, de reconnoître autres magistrats & officiers que lesdits commissaires, &, en leur absence, que ceux qu'ils auront commis & délégués, &, dans la suite, pourvus & nommés par le Roi, & par appel à la Cour, & à tous les officiers qui auront été commis par Sa Sainteté, de plus se mêler de l'exercice de leurs charges, à peine de faux & autre arbitraire. Et seront les armes de N. S. P. le Pape ôrées, avec respect & décence, des lieux où elles se trouvent, & à leurs places remises celles du Roi : sauf à Sa Majesté d'ordonner pour le remboursement de la finance qui aura été effectivement payée lors de l'aliénation de ladite ville d'Avignon, ainsi qu'il appartiendra. Publié à la barre du Parlement de Provence, séant à Aix, le 16 juillet 1663.

N.° 33.

Arrêt du Conſeil, du 5 Octobre 1666, par lequel le Roi déclare avoir droit de rentrer dans les domaines aliénés par les Comtes de Provence. *1666.*

Extrait des Regiſtres du Conſeil d'Etat.

VU par le Roi en ſon conſeil les procès-verbaux du ſieur d'Oppede, premier préſident au Parlement de Provence, commiſſaire député par ſa Majeſté pour la repréſentation des titres des fiefs & domaines du comté de Provence, ci-devant aliénés ou uſurpés, en date des 24 février, 29 avril, 12 juin, & 30 juillet 1666, contenant les dires & conteſtations des conſuls & communautés des lieux de la Rochette, Ampus, & la Baſtide de Jourdans & Limaye, d'une part : & les ſeigneurs deſdits lieux, d'autre : par leſquels ledit ſieur commiſſaire auroit déclaré ne pouvoir procéder au fait de lad. commiſſion juſques à ce que ſa Majeſté eût plus amplement déclaré ſur le tout ſes intentions. Extrait de l'art. CCCLXXXII de l'ordonnance du feu roi Louis XIII de l'année 1629, regiſtrée au Parlement de Paris, qui porte qu'attendant que ſa majeſté ſoit en état de procéder à la réunion de ſes

domaines, les provinces, communautés, ou particuliers qui voudront faire le rachat de quelques terres aliénées, y seront reçus audit conseil ou pardevant les trésoriers de France. Arrêt du conseil d'état du 24 février 1663, par lequel est ordonné que les habitans des lieux dépendans du domaine engagé à faculté du rachat perpétuel, inféodation, ou autrement, seront reçus à rembourser les engagistes de la finance par eux payée, suivant la liquidation qui en sera faite par les commissaires qui seront à ce députés, & que du jour que les offres dudit remboursement seront signifiés aux commis de Me François Dujour que sa Majesté a commis pour cet effet, ou au greffier des commissaires députés par sa Majesté, dans ses provinces, les engagistes rapporteront vers les commissaires les titres & contrats de leurs engagements, pour être procédé à la liquidation de la finance par eux payée, & cependant que les engagistes délaisseront la jouissance desdits domaines, dont les droits & revenus seront perçus par les fermiers de sa Majesté. Autres arrêts du conseil d'état des 26 juin & 10 septembre 1664, sur requête desdits habitans de la Rochette, Figaniere & Ampus, par lesquels il est ordonné que les seigneurs desdits lieux représenteront pardevant ledit sieur d'Oppede, les titres en vertu desquels ils jouissent desdites terres & seigneuries.

Extrait de la ſeconde partie de l'hiſtoire de Provence par Noſtradamus, par lequel appert qu'au mois d'octobre de l'année 1226, l'empereur Féderic, à la requête des gens des trois états de Provence & de Berenger comte dudit pays, par ſes lettres-patentes & édit perpétuel donné à Fogé au royaume de Naples, addreſſé tant audit comte qu'à ſes ſucceſſeurs, auroit caſſé & révoqué les aliénations faites pendant le bas âge d'Idelphons & Raymond Berenger ſon fils, d'aucuns domaines dudit comté de Provence, comme étant le domaine & patrimoine de la province inaliénable, & des comtes ſucceſſeurs; déclarant de nul effet & valeur toutes lettres, aliénations, donations & octrois. Lettres-patentes & édits de Robert roi de Jéruſalem & de Chypre, comte de Provence, Forcalquier & Piedmont, donnés à Naples le 3 décembre 1334, par leſquels il auroit déclaré aucuns immeubles étant de ſon domaine inaliénables, enjoignant à ſon ſéneſchal de retirer ce qui avoit été aliéné pour certain temps, & juſques à récompenſe compétante, qui ſe prendroit ailleurs. Teſtament dudit roi Robert du 13 janvier 1343, contenant pluſieurs diſpoſitions concernant ledit comté, par lequel il inſtitue la princeſſe Jeanne ſa petite fille, ſon héritiere en ſeſdits royaumes & comté. Acte ſolemnel de ladite reine Jeanne dans le palais d'Aix,

à l'instance desnotables du pays qui y étoient présens, du 29 février 1347, par lequel elle auroit promis & juré de ne faire aucunes aliénations à quelque titre que ce pût être. Autre édit de ladite reine Jeanne du 27 février 1365, portant qu'à l'avenir elle ne fera aucunes aliénations & ne confirmera celles qui sont révoquées, sinon permis de refuser aux acquéreurs les hommages & devoirs qu'ils pourroient prétendre en conséquence desdites aliénations, même permis de leur resister à main armée. Autre édit de ladite reine Jeanne du premier mars 1368, par lequel est dit que le roi Robert son ayeul, par son testament, lui avoit fait défenses de faire aucunes aliénations, & promis en parole royale de ne l'aliéner, soit par elle, ou par ses héritiers. Articles de paix accordés par la reine Marie de Blois, tutrice & administreresse de Louis II comte de Provence & Forcalquier, son fils, portant qu'elle & sondit fils parvenus en âge, seront tenus de faire serment de n'aliéner les choses qui d'antiquité sont des domaines dudit comté, iceux articles en date du 29 octobre 1387. Lettres du roi René comte de Provence, par lesquelles il déclare que son intention est de retirer le domaine ci-devant aliéné; dit pareillement que les rentes domaniales ne se peuvent ni doivent aliéner; & particulierement ordonne aux officiers de sa cham-

bre des Comptes d'Aix, de faire recherche de tout ce qui avoit été aliéné, baillé, ou transporté par le feu sieur de Belleval, vivant grand sénéschal de Provence; lesdites lettres en date du 22 novembre 1462. Autre édit du roi François I du 12 mars 1517, portant révocation des dons & transports faits par ses prédécesseurs rois & comtes de Provence. Lettres-patentes en forme de commission du 2 novembre 1531, aux sieurs Brissonnet, président des Comptes, de Fougione, maître des requêtes, Pirot, président des généraux des Aydes à Paris, trésorier de France, & Violle, conseiller ès requêtes du Palais audit lieu, pour la réunion de son domaine en général. Autres lettres-patentes du roi François I du 19 avril 1536, addressantes aux gens tenant la cour de Parlement, maîtres rationaux, & gens des Comptes audit pays, par lesquelles, vû que ledit domaine de Provence a été de tout temps inaliénable & que les comtes & seigneurs dudit pays n'ont pû faire les détractions & aliénations, sa Majesté entend icelles révoquer, sans s'arrêter à certaines lettres du 20 Juin 1532, obtenues par les députés des gens des trois états dudit pays, qui exceptoient de ladite révocation les aliénations faites par les anciens comtes & comtesses de Provence, leurs sénéschaux & lieutenans; au bas desquelles lettres est la requête présentée à

Autre édit du roi à préſent régnant, du mois de janvier 1665, portant réunion des ventes des domaines de ſa majeſté, notamment de ceux de Provence, même avant la réunion dudit comté. Arrêt de la cour des Comptes de Provence, du 9 juin 1510, entre Palamedes de Forbin ſieur de Solier, donné en exécution d'arrêt & liquidation des ſommes adjugées pour le rembourſement des droits ſeigneuriaux qu'il avoit ſur la terre de ſaint Remy, comme uſufruitier d'icelle, ſuivant les lettres-patentes de ſa Majeſté, d'une part; & Gaſpar de Forbin, ſieur de ſaint Lannat, ſon fils, ſubrogé par leſdites lettres-patentes au lieu & place de ſa Majeſté, pour pouvoir retenir leſdits droits ſeigneuriaux, d'autre part; par lequel le rembourſement dû audit ſieur de Solier eſt liquidé à la ſomme de 39050 livres; dans le vu duquel arrêt eſt un extrait du teſtament du roi René du 22 juillet 1474, par lequel il légue à Jean d'Anjou ſon fils naturel, duquel ledit ſieur de Solier a droit, les terres de ſaint Remy & ſaint Lannat; comme pareillement un autre arrêt du Parlement de lad. province du 5 décembre 1505, qui déclare ladite terre du domaine, & que ledit d'Anjou en jouiroit en uſufruit, & par proviſion, attendant qu'il fût récompenſé d'autres terres & fiefs de pareille valeur, & que la juſtice ſeroit exercée ſous le nom

du roi. Autre arrêt contradictoire du conseil, pour le marquisat de Grimaud, du premier septembre 1655, par lequel les habitans dudit Grimaud ont été reçus à rembourser le marquis de saint Ivers nouvel acquereur d'icelui, étranger, de la famille d'Etienne de Vese, donataire originaire de ladite terre de Grimaud, avec clause de jouir d'icelle tant qu'elle seroit en ladite famille. Autre arrêt du 7 novembre 1660, intervenu contradictoirement concernant la terre & seigneurie de Beaumond, donnée à la famille de Bouliers, tant qu'il y auroit de mâles d'icelle; par lequel, sur la demande faite par la communauté de Beaumond de rembourser le domaine, les parties sont mises hors de cour & de procès, & ordonné que le nommé Ricquety, nouvel acquereur d'icelle, jouiroit de ladite seigneurie à lui transportée par ledit de Bouliers, à la charge que à défaut d'hoirs mâles de la famille de Bouliers, les choses à eux inféodées en l'année 1471, par René comte de Provence, retourneront au domaine de sa Majesté. Testament du roi René comte de Provence du 22 juillet 1474, par lequel il institue son héritier Charles d'Anjou, duc de Calabre, comte du Mayne, son neveu, en tous ses royaumes, duchés, comtés, vicomtés, baronies, dignités, seigneuries, noms, actions, & raisons, tant de succession, comme d'acquêts par ses suc-

ceſſeurs & lui, excepté de ceux dont il avoit diſpoſé, & qu'il diſpoſeroit juſques à ſon décès; & encore à la réſerve du duché de Bar, auquel & en toutes ſes dépendances & appartenances, ſans y comprendre le marquiſat du Pont, lequel il donne à Jean ſon fils naturel, il nomme & inſtitue ſon héritier particulier René de Lorraine, fils d'Yoland ducheſſe de Lorraine, fille du teſtateur, lequel teſtament contient pluſieurs & divers legs au profit de divers perſonnes & notamment donne à ſon fils naturel, Jean, les villes de ſaint Remy & ſaint Lannat, avec toutes & chacunes leurs appartenances & dépendances, pour en jouir lui & les ſiens deſcendans de ſon corps en loyal mariage, à toujours; mais s'il alloit de vie à trépas, ou ſes enfans, ſans hoirs légitimes deſcendans d'eux, veut & entend que leſdites choſes retournent au comté de Provence. Autre teſtament dudit Charles d'Anjou dernier comte de Provence, du 10 décembre 1481, par lequel il inſtitue ſon héritier univerſel Louis XI roi de France, & après lui Charles dauphin ſon fils aîné, & enſuite ſes ſucceſſeurs à la couronne de France, & ordonne que les legs par lui faits aient leur exécution après ſon décès, recommande audit ſeigneur roi très-chrétien ſon héritier, ſon pays de Provence & terres adjacentes, en termes affectueux & ſinguliers, concernant les pactions,

conventions, priviléges, libertés & franchises, statuts, articles, exemptions & prérogatives, ensemble leurs usages, formes, mœurs, stiles, coutumes louables, même d'augmenter lesdits priviléges, graces, bienfaits, & d'exécuter le tout comme il avoit exécuté, confirmé par son serment solemnel après le décès du roi René son oncle, ce qui avoit été par lui fait & ordonné. Deux codiciles dudit Charles, dernier comte de Provence, du 11 dudit mois & an, contenanr plusieurs legs en fonds. Lettres-patentes du roi Charles VIII, du 27 mars 1483, par lesquelles, sur les remontrances à lui faites par les députés des trois états du comté de Provence, sa Majesté desirant les entretenir en leurs droits, & les garder de molestations indeues, déclare ses intentions par ses lettres-patentes pour la réunion & révocation de son domaine aliéné, avoit été de retenir les choses & terres aliénées audit pays comté, par le feu roi Louis XI son pere, tant seulement, & non pas des feus rois & reines, comtes & comtesses & seigneurs ses prédécesseurs audit pays & comté, ni par leur séneschaux & lieutenans, à ce faire ayant pouvoir de ses prédécesseurs. Edit du roi Charles VIII, portant réunion desdits comtés de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à la couronne de France, sans pour ce aucunement nuire, ni préjudicier, ni déroger à leursdits pri-

viléges, libertés, franchiſes, chapitres de paix, loix, coutumes, droits, polices, ſtatuts & maniere de vivre eſdits pays, qui leur ont été octroyés & confirmés en général & en particulier, ſoit gens d'égliſe, nobles, villes, cités, communautés & autres perſonnes, que ſa Majeſté d'abondant approuve & confirme ledit édit en date du mois d'octobre 1476, publié & regiſtré en la chambre des Comptes dudit pays le 24 octobre 1486. Lettres-patentes du roi Louis XII, du 10 juillet 1497, portant confirmation des priviléges de ladite province. Autre lettres-patentes de François I, du mois d'Avril 1515, contenant pareille confirmation. Autres lettres-patentes du même roi François I. du 20 juin 1532, par leſquelles il déclare que dans la commiſſion par lui ordonnée pour la réunion du domaine, ſon intention n'a été d'y comprendre les aliénations faites par les anciens comtes & comteſſes de Provence, leurs gouverneurs & lieutenans-généraux. Autres lettres-patentes du 21 ſeptembre 1533, confirmatives des autres. Extrait d'un cayer préſenté au feu roi Louis XIII. ledit jour d'avril 1612, par les gens des trois états dudit pays de Provence, par lequel en l'article 260 ſa Majeſté eſt ſuppliée de déclarer que tous les poſſeſſeurs ne pourront être recherchés à perpétuité par les aliénations, conceſſions & inféodations fai-

tes auparavant ladite union, & qu'elles ne feront compriſes aux commiſſions décernées pour la revente du domaine; à côté duquel article eſt écrit, *accordé;* enſuite duquel extrait ſont des lettres-patentes de ſa Majeſté, conformes à l'article dudit cayer accordé : leſdites lettres-patentes regiſtrées en la Chambre des Comtes, Aydes & Finances dudit pays, le 17 mars 1615. Autres lettres-patentes de ſa Majeſté, à préſent régnant, du 4 mai 1656, contenant que ledit Parlement d'Aix procédant au regiſtrement de l'édit du mois de janvier 1655, au lieu d'ordonner que l'édit ſeroit regiſtré purement & ſimplement, auroit par ſon arrêt du 31 mars audit an 1656, apporté pluſieurs modifications, notamment pour les aliénations faites par les comtes de Provence, compriſes audit édit, que ledit Parlement en avoit exceptées; ſurquoi après avoir fait voir audit conſeil leſdites modifications, ſa Majeſté avoit ordonné par ſes lettres de juſſion, que ſans s'arrêter aux modifications portées par ledit arrêt, ni cauſes & motifs d'icelles, il ſeroit procédé à la vérification pure & ſimple, ſans en rien excepter, ſauf les aliénations faites par les comtes de Provence à titre d'inféodation, par contrat de vente pure & ſimple. Quittance de finance duement vérifiée & regiſtrée où beſoin a été. Autre édit de ſa Majeſté, du mois de mai 1656, regiſtré au Parlement de

Provence, ſuivant l'arrêt du 2 juin 1656; enſemble à la Cour des Comptes, Aydes & Finances de ce pays, ſuivant l'arrêt du 10 juin 1656, par lequel ſa Majeſté ordonne que conformément aux lettres de l'année 1632, & du mois d'avril 1612, les poſſeſſeurs du domaine aliéné durant la vie des comtes de Provence, avant l'union de ladite province à la couronne, en jouiront paiſiblement à l'avenir, ſans être obligez à la revente, pour n'être ledit domaine compris aux édits & déclarations faites ſur ce ſujet, audit édit de ſa Majeſté, du mois de mars 1660, regiſtré au Parlement de Provence ſuivant l'arrêt du 22 mai 1666, en la Cour des Aydes & Finances dudit pays, le 2 octobre enſuivant, par lequel il eſt ordonné que les poſſeſſeurs des domaines aliénés durant la vie deſdits comtes de Provence, avant l'union de ladite province à la couronne, en jouiront paiſiblement à l'avenir & à perpétuité, ſans être obligés à la revente, nonobſtant l'édit du mois de janvier 1655. Arrêt contradictoire du Parlement de Paris, du 29 février 1647, entre le ſieur de Vintimille, & Anne d'Arcuſſia ſa femme, appellans de la ſaiſie réelle faite à la requête de l'avocat général de ſa Majeſté au Parlement de Provence, des terres & ſeigneuries de Tourves, de Saiſion & Gaillet, fondés ſur ce que ladite terre avoit été aliénée pour récompenſe des ſervices de

Jacques d'Arcussia, comte de Menerbe, & à ses hoirs légitimes procédés de son corps, tant mâles que femelles, par la reine Jeanne, comtesse de Provence, du mois d'octobre 1385, d'une part, & les habitans & manans desdits lieux; ensemble le procureur-général de sa Majesté, intimé d'autre. Icelui procès évoqué dudit Parlement de Provence, & renvoyé audit Parlement de Paris; par lequel arrêt la Cour dit qu'il a été mal saisi à requête dudit avocat-général, bien appellé par les appellans, qu'ils seront remis en tel état qu'ils étoient auparavant la saisie réelle, lesdits habitans condamnés aux dépens, ensemble aux dommages & intérêts procédans de ladite saisie réelle desdites terres. Autre arrêt contradictoire dudit Parlement de Provence, du 7 février 1568, entre les syndics & communauté des habitans du vicomté de Reillane en Provence, d'une part, & les nommés de Bouliers, soit-disans vicomtes dudit Reillane, d'autre; pour raison de ladite terre de Reillane vendue & aliénée par le Comte de Provence à Fabry d'Agoult, en l'an 1349; lesdits Bouliers soutenant que lesdites terres avoient appartenu à la famille dudit d'Agoult, un desquels en avoit fait legs & donation à Louis, comte de Provence, lequel en l'an 1410 avoit icelle terre vendue à un autre de ladite famille, lequel par son

teſtament avoit fait ſon héritière Hélène ſa femme, qui avoit tranſporté le vicomté de Reillane à Louis de Bouliers, auquel Louis III. auroit octroyé le droit de retenir ledit vicomté; par lequel arrêt leſdits de Bouliers auroient été renvoyés abſous des fins & demandes des ſyndics & communautés, pour en jouir par leſdits Bouliers comme vrais ſeigneurs & propriétaires, ſuivant ladite vente du 25 avril 1410; en outre condamne leſdits ſyndics, manans & habitans, aux dépens, ſans dommages & intérêts & pour cauſe. Autre arrêt du Parlement de Paris, entre Sébaſtien de Luxembourg, appelant de certaine ſentence rendue par les commiſſaires du tréſor, du 30 août 1503, & ledit procureur-général audit Parlement, intimé, d'autre, pour raiſon du vicomté de Martigues, légué à François de Luxembourg par le teſtament de Charles, dernier comte de Provence, par lequel la Cour auroit mis l'appellation & ce dont eſt appel au néant, & en attendant le jugement, auroit condamné ledit procureur-général à faire audit ſieur de Luxembourg réelle & actuelle délivrance dudit vicomté de Martigues & ſes appartenances, pour en jouir dores-en-avant comme de ſa choſe & ſans reſtitution des fruits puis le paſſé; & néanmoins ordonne que ledit Luxembourg ſera tenu de délaiſſer audit procureur-général ledit vicomté de Martigues & ap-

partenances, toutefois & quantes qu'il plaira à sa Majesté de l'unir au domaine de la couronne, & à ce faire, à ce cas, dès à présent comme pour lors, condamne ledit Luxembourg en le récompensant par sadite Majesté, en autres héritages de pareille valeur que se trouvera être lors de ladite terre, ayant mêmes titres & qualités, autres toutefois que le duché d'Estampes, & en terres non domaniales, ledit arrêt en date du 25 novembre 1568. Autre arrêt contradictoire du Conseil d'Etat, du 2 septembre 1614, entre Me Louis Massuan, ayant contracté avec sa Majesté pour la réunion de ses domaines du Languedoc & Provence, demandeur en requête, en ce que la justice & seigneurie de Sillans fût déclarée appartenir à sa Majesté d'une part; & Antoine Gratian & Ferriol Flotte, défendeurs d'autre; la demande dudit Massuan, fondée sur la donation faite aux prédécesseurs dudit Flotte par la reine Marie, de la haute justice, en l'an 1355, & contract d'échange fait par le roi René, comte de Provence, l'an 1472, du droit de seigneurie qui lui appartenoit audit lieu de Sillans; par lequel arrêt ledit Massuan est débouté avec dépens modérés à 100 livres. Autre arrêt contradictoire du conseil privé du Roi, du 19 novembre 1616, entre les manans & habitans de Briançon & Ayguines, demandeurs d'une part, & Charles-

Alexandre de Graſſe, ſeigneur dudit lieu, défendeur d'autre; icelle demande fondée ſur l'aliénation faite par le ſéneſchal de Provence, le 26 février 1383, à Perroton de Termes & ſes hoirs mâles & femelles procréés de lui en légitime mariage; ladite aliénation confirmée par la reine Marie, le premier ſeptembre audit an, par lequel arrêt leſdits manans & habitans ſont déboutés. Autre arrêt d'entre les manans & habitans du terroir de Saint-Michel, demandeurs d'une part, & Paul Marin, écuyer, ſieur dudit lieu, défendeur d'autre; ladite demande deſdits habitans fondée ſur la donation faite de la ſeigneurie par la reine Jeanne, à Louis, ſon ſecond mari, le 2 décembre 1349, par lequel leſdits conſuls auroient été déboutés avec dépens. Autre arrêt contradictoire pour raiſon de la terre d'Olioules, par lequel les demandeurs auroient été pareillement déboutés; icelui arrêt du 28 juin 1633. Autre arrêt contradictoire du 16 décembre 1640, entre les conſuls de Figaniere, demandeur en requête, & le ſieur de Vintimille, défendeur d'autre; ladite demande fondée ſur ce que les prédéceſſeurs dudit Vintimille avoient eu la terre des anciens comtes, pour la ſomme de 20 livres. Autre arrêt du conſeil, ſa Majeſté y étant, du.... 1666, par lequel ſa Majeſté ne deſirant rien ordonner ſur le fait deſdites aliénations, qu'avec mure délibération, or-

donne que leſdits procès-verbaux & pièces repréſentées au ſieur commiſſaire & autres, dont les parties voudront s'aider, ſeront miſes entre les mains du ſieur Poncet, conſeiller d'état ordinaire, & par lui communiquées aux ſieurs d'Aligre & de Seve, conſeillers en ſon conſeil royal, Puſſort auſſi conſeiller d'état ordinaire, Hotman, ſeigneur de Fontenay, conſeiller de ſa Majeſté en ſes conſeils, maître des requêtes ordinaire de ſon hôtel, intendant des finances; pour ce fait & rapporté à la perſonne de ſa Majeſté, être ordonné ce qu'il appartiendra. Oui le rapport dudit ſieur Poncet, commiſſaire, & tout conſidéré:

Le roi en ſon conſeil, a déclaré & déclare ſa Majeſté, avoir droit de rentrer en la poſſeſſion & jouiſſance des domaines du comté de Provence, vendus & aliénés par les anciens comtes dudit pays, auparavant la réunion d'icelui à la couronne, en rembourſant, par ſa Majeſté, les engagiſtes & détenteurs deſdits domaines de la finance, par les contracts d'engagemens, ventes & aliénations, enſemble des impenſes & méliorations utiles & néceſſaires, ſuivant la liquidation qui en ſera faite par les commiſſaires, qui à cet effet ſeront députés; pardevant leſquels leſdits engagiſtes & détenteurs ſeront tenus de repréſenter leurs contracts, actes & titres de leurs poſſeſſions, dans le temps qui ſera

limité, pour ce fait être leſdits domaines réunis au domaine du roi, ſans en pouvoir être après démembrés, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être, nonobſtant tous édits, déclarations & ordonnances, réglemens & autres choſes à ce contraires, & à cet effet que toutes lettres ſeront expédiées. Fait au conſeil d'état du Roi, ſa Majeſté y étant, tenu à Vincennes le 5 octobre 1666.

N.° 34.

Lettres-patentes en forme d'Édit, du mois de Juin 1668, ſur l'Arrêt de confirmation des domaines aliénés par les Comtes de Provence. 1668.

LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes; à tous préſens & à venir: Salut. Nous avons reçu l'humble ſupplication de nôtre nobleſſe de Provence, aſſemblée par nôtre permiſſion en la ville d'Aix, au mois de février paſſé, contenant que bien que ledit pays ſoit régi par le droit Romain, ſuivant les privilèges confirmez par tous nos prédéceſſeurs roys & nous, & que par cette raiſon le domaine des comtes de Provence, auparavant l'union du comté à la couronne, ait

pu être aliéné, échangé, vendu, prescrit & transporté par toute sorte d'aliénation & de transport, ainsi que les syndics de la noblesse ont justifié par leurs remontrances & piéces produites, & qu'il en ait été fait plusieurs cessions, transports & aliénations par tous les possesseurs dudit comté, jusques au testament de Charles d'Anjou dernier comte, du 10.e décembre 1481, qui institua le roi Louis XI, & tous ses successeurs rois de France: néanmoins quelques communautés dudit pays, voulant exécuter l'arrêt du 23 février 1663, qui permet aux habitans des lieux dépendans du domaine engagé, la faculté de rachat perpétuel, de rembourser les engagistes, ont inquiété leurs seigneurs sur les aliénations & transports qui leur avoient été faits par les comtes de Provence, auparavant l'union à la couronne: & en conséquence de ce, aucune desdites communautés ayant rapporté divers arrêts contre leurs seigneurs qu'ils prétendoient déposséder, & sur les mémoires & instructions qui nous avoient été remises de la part desdites communautés, & autres, Nous aurions donné arrêt en notre conseil, le 5 octobre 1666, par lequel nous aurions déclaré être en droit de rentrer dans les domaines aliénés par lesdits comtes de Provence, & par autre du 3 octobre 1667, député des commissaires sur les

lieux pour en faire la réunion : mais d'autant que ces arrêts ont été rendus sur ce fondement, que le domaine des comtes de Provence étoit inaliénable, & que le contraire a été pleinement justifié par ladite noblesse, qui en a remis les pieces justificatives; nous aurions fait rendre arrêt en notre présence dans notre conseil d'état, le quinzieme du présent mois, qui révoque le susdit arrêt du 23 février 1663, en ce qui concerne le rachat des domaines aliénés par les comtes de Provence; ensemble ceux des 5 octobre 1666, & 3 octobre 1667, & tout ce qui a été fait en conséquence, rétablit les propriétaires au même état qu'ils étoient auparavant ledit arrêt du 23 février 1663, ou autres donnés en conséquence, que nous avons pareillement révoqués; maintient lesdits possesseurs en leurs fiefs, justices, droits seigneuriaux & domaines à eux donnés & transportés par lesdits comtes de Provence & comtesses, leurs sénéschaux & lieutenans, & autres qui en ont disposé à leur choix; à la réserve toutefois des domaines donnés à temps ou à vie & à durée de familles, dont les temps sont expirés ou les familles éteintes; & ayant depuis considéré, qu'il étoit nécessaire de confirmer le repos de ladite noblesse & celui de leurs familles à l'avenir par un édit perpétuel & irrévocable, afin qu'eux & leurs descendans ne

ſoient plus inquiétés dans leurs biens & héritages, ſoit par nous, par leſdites communautés, ou par notre procureur général, officiers ou adjudicataires de notre domaine ; nous avons eſtimé qu'il étoit de la grandeur de notre Etat & de la gloire de notre regne, de faire ceſſer pour toujours les craintes & appréhenſions de notre nobleſſe dudit pays, affermir leurs biens & héritages en faveur de leur poſtérité, & l'exciter d'autant plus par ce témoignage public & perpétuel de notre juſtice, de nous continuer leur ſervice. A ces cauſes, & autres conſidérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre conſeil, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, nous avons par notre préſent édit perpétuel & irrévocable, déclaré & déclarons, que nous ni nos ſucceſſeurs rois ne ſont en droit de rentrer dans iceux domaines, droits, juſtices, fiefs en dépendans, qui ont été vendus, aliénez & tranſportez, cédez, quittez, permutez, échangez, donnez en récompenſe ou autrement, par quelque titre, pour quelque cauſe & ſous quelque condition que ce ſoit, par les comtes & comteſſes de Provence, leurs ſéneſchaux, lieutenans & autres, ayant diſpoſé en leur nom dans toute l'étendue dudit comté de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, juſques à l'union dudit comté à la couronne (à la réſerve

réserve toutefois des domaines & droits donnés à temps ou à vie, ou à durée de familles, dont les temps sont expirés ou les familles éteintes, dans lesquels nous sommes en droit de rentrer.) Voulons & nous plaît que des susdits domaines, droits, justices & fiefs en dépendans, il n'en soit fait à présent ni à l'avenir aucune recherche ni poursuite, sous quelque prétexte que ce soit, & même sous celui de notre édit général de réunion, auquel, quant à ce, nous avons dérogé & dérogeons par le présent édit; & à cet effet, nous avons pleinement maintenu tous les possesseurs desdits biens, droits & domaines en la possession & jouissance d'iceux, pour en disposer à vie & à mort, & comme tout paisible possesseur peut faire de son domaine ancien & propre héritage. Défendons très-expressément aux communautés de troubler lesdits propriétaires desdits droits & domaines, sous prétexte de rachat, revente, ni autrement; & si aucuns avoient été dépossédés par arrêt, voulons qu'ils soient rétablis, nonobstant lesdits arrêts, que nous avons cassés & annullés; à la réserve de Gardanne, que nous avons retiré comme domaine nouveau. Imposons silence à notre procureur général, & à tous nos officiers, fermiers & adjudicataires des droits de domaine, aux fins qu'ils n'aient à rechercher lesdits propriétaires des

acquisitions & possessions acquises auparavant l'union de la province à la couronne, par quelque titre que ce soit, comme étant pleinement & paisiblement acquises par droit, titre & possession. Si donnons en mandement à nos amez & féaux, les gens tenans notre Cour de Parlement d'Aix, que ces présentes ils aient à enregistrer, & le contenu en icelles garder, observer & faire exécuter selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit : Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Saint-Germain-en-Laye, au mois de juin, l'an de grace mil six cent soixante-huit, & de notre regne le vingt-sixième.

F I N.

TABLE

DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Fin de la Table des Pièces justificatives.

is
fa
ifl
ve
t

D
u
n
u

R
C
a
in

ic

156

156

161

166

166

16

